

**Jean-François BOUGEARD**

## **La science économique à l'épreuve de la comptabilité.**

La comptabilité, la vraie celle des entreprises, peut être comprise si on l'aborde avec une démarche théorique qui élimine le piège des règles incompréhensibles, ennuyeuses, rébarbatives des débits et crédits traditionnels.

Cette démarche logique, très simple car résumée dans une équation élémentaire, peut surprendre. Elle permet d'abord de tenir intelligemment une comptabilité. Elle apporte également un nouvel éclairage sur les domaines essentiels de la science économique que sont, la monnaie, le rôle des banques, la comptabilité nationale, le budget de l'Etat, l'économie de marché et, mieux encore, un éclairage plus simple et plus proche de notre vie courante que celui que nous propose la science économique.

Faire appel à l'intelligence plutôt qu'à la mémoire pour découvrir la richesse de la comptabilité, est-ce une découverte que la science économique peut ignorer ?

*Jean-François Bougeard*

*Né en 1935. Ingénieur. Après avoir eu des responsabilités dans différentes entreprises a terminé sa vie professionnelle en partageant son temps entre le conseil d'entreprise, la formation et l'écriture de logiciels.*

Du même auteur.

Comprendre la comptabilité générale,  
analytique et budgétaire.

*Editions ouvrières 1981*

La comptabilité, une clé pour l'économie.

*Editions du seuil 1991*

*Points Economie*

**Edition : Jean-François Bougeard**

4 square Alain Fergent

35000 RENNES

Tél. 02.23.42.09.08

Mail : [jfbougeard@wanadoo.fr](mailto:jfbougeard@wanadoo.fr)

© Jean-François Bougeard février 2005

ISBN : 2-9523938-O-X

Dépôt légal : mars 2005

Imprimé par : Sarl IDENTIC

BP 11414 – rue de la Carrière

35514 Cesson Sévigné



**SOMMAIRE**

<b>Avant propos.....</b>	<b>8</b>
<b>L'image de la comptabilité.....</b>	<b>12</b>
La comptabilité et les comptables.....	14
La comptabilité et les profanes.....	15
La comptabilité et les économistes.....	18
<b>D'abord une unité de mesure et la mémoire des dettes.....</b>	<b>23</b>
Un peu d'histoire.....	24
Un bilan primitif.....	25
La monnaie disponible.....	27
La définition de la monnaie disponible.....	29
La bonne et la mauvaise monnaie.....	31
<b>Le retour du bilan primitif.....</b>	<b>33</b>
La naissance de la comptabilité.....	35
Les débits et les crédits.....	35
La caisse à l'envers ?.....	38
La naissance du compte de résultat.....	40
Notre comptable de la Renaissance, Pierre de Savone.....	42
Un nouveau mystère.....	42
Une petite astuce de l'arithmétique.....	44
<b>La théorie comptable commence par le bilan.....</b>	<b>49</b>
Le bilan de départ de Pierre de Savone.....	51

Un exercice pour illustrer le bilan.....	52
Le bilan.....	55
L'équilibre par la situation nette.....	57
D'abord et avant tout, le bilan de départ.....	57
<b>De la théorie à la pratique .....</b>	<b>59</b>
Un logiciel de comptabilité.....	61
Le plan comptable.....	61
Nos sept éléments et les sept classes du plan comptable.....	62
Le logiciel Compt'in et le bilan d'ouverture.....	63
La saisie des écritures... ..	64
L'exercice comptable.....	66
L'enregistrement des événements.....	67
Les différents événements à enregistrer.....	69
La saisie logique du logiciel Compt'in.....	71
La saisie débits/crédits traditionnelle.....	73
<b>Conséquences d'une nouvelle théorie et pratique comptable...</b>	<b>75</b>
Un dernier rappel.....	77
Les indispensables écritures d'inventaire.....	81
L'ancienne et la nouvelle pratique comptable.....	86
L'analyse du logiciel Compt'in.....	88
Un nouvel enseignement de la comptabilité et de l'économie.....	94
La comptabilité et la gestion.....	96
La comptabilité analytique.....	96
La comptabilité budgétaire.....	97

<b>La comptabilité et l'économie.....</b>	101
Une nouvelle définition de l'économie.....	103
L'économie dirigée.....	104
L'économie libérale.....	105
Le capitalisme.....	108
<b>La comptabilité et la gestion de la monnaie.....</b>	113
La monnaie.....	115
Les masses monétaires.....	117
La gestion par les banques de la monnaie disponible.....	119
Un exemple concret.....	121
La gestion des placements par les banques.....	131
L'huile des premiers économistes.....	134
Une quantité d'huile minimum.....	135
Résumons.....	135
Les monnaies étrangères.....	138
<b>La comptabilité et la gestion d'une nation.....</b>	143
Le modèle actuel de comptabilité nationale.....	145
Notre modèle.....	146
La théorie comptable appliquée à la comptabilité nationale.....	146
Les ménages consommateurs.....	149
La construction de notre modèle.....	153
La production marchande et non marchande.....	154
Les consommations intermédiaires de la production.....	156
Cohérence de la production avec la consommation.....	157
Les statistiques monétaires.....	160
Quelques surprises !.....	162

<b>La comptabilité et la gestion d'un Etat.....</b>	<b>165</b>
Le budget actuel de l'Etat public.....	167
Le bilan de l'Etat.....	168
Place et rôle de l'Etat.....	172
Les recettes et les dépenses du budget de l'Etat.....	174
Une classification des impôts et leur destination.....	175
Quel montant d'impôts prélever ?.....	178
Quelques remarques sur les impôts et les profits des entreprises...	180
Les frais financiers de l'Etat.....	183
Un vague espoir !.....	184
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>187</b>
	187
Théorie comptable	194
Théorie de la monnaie	198
Télécharger le logiciel Compt'in .....	200
Schémas de la comptabilité nationale.....	

## **Avant propos**

Cet ouvrage a l'ambition de promouvoir une technique, la comptabilité, or cette comptabilité a une très mauvaise réputation. Quelle gageure ! Elle a une image rébarbative, ennuyeuse. Nous espérons que sa seule évocation ne vous incitera pas à arrêter là votre lecture. Elle provoque une réaction de rejet chez la plupart de nos concitoyens et pourtant c'est cette comptabilité que nous avons l'intention de vous faire aimer pour en découvrir toute la richesse. Cette richesse ne se limite pas à la gestion des entreprises industrielles et commerciales. Cette comptabilité peut et doit apporter un nouvel éclairage à la science économique.

Cette merveilleuse technique est absente de notre culture générale car il est impossible, tant que l'on n'a pas découvert sa théorie, de comprendre ses règles normes et procédures, d'une manière logique. Elle démarre sur une convention, l'égalité des débits et des crédits, impossible à justifier. Nous en parlerons longuement. Elle rappelle de très mauvais souvenirs aux étudiants qui n'ont rien retenu des règles conventionnelles, à apprendre par cœur, et sans aucune logique. On peut les rassurer. Ces étudiants ont fait preuve d'intelligence car ils ont eu raison de refuser un enseignement ne faisant appel qu'à la mémoire la plus élémentaire, celle qui ne peut pas faire appel au moindre raisonnement. La comptabilité telle qu'elle est actuellement et a toujours été enseignée est incompréhensible. Les conséquences en sont catastrophiques. La comptabilité, réservée aux seuls comptables après un long et pénible apprentissage, est absente de la culture générale de tous les citoyens, y compris de ceux qui en auraient le plus grand besoin, les économistes. Nous découvrirons les raisons de cette ignorance grâce à une initiation originale. Cette initiation va emprunter des chemins très différents de ceux de la démarche traditionnelle.

Ce chemin n'est pas un sentier étroit limité à la seule technique comptable. C'est un grand boulevard avec de nombreuses voies parallèles à découvrir en même temps. L'on ne comprend rien à la comptabilité sans une nouvelle définition de la monnaie et cette nouvelle définition est très différents de celle que nous propose la



science économique. On ne peut pas aborder l'économie sans maîtriser son instrument de mesure, la comptabilité. La comptabilité et la monnaie sont les deux notions, de base, essentielles, nécessaires pour décrire et surtout mesurer l'économie. Or la monnaie est mal définie et la comptabilité ignorée par la science économique. Ces deux notions redécouvertes nous permettront d'aborder quatre domaines essentiels de la macro-économie, l'économie de marché, les statistiques monétaires y compris le rôle des banques, la comptabilité nationale, le budget de l'Etat.

Il faut découvrir la véritable comptabilité en commençant par l'effort à faire pour éliminer ce qu'elle n'est pas. L'histoire de cette technique associée, nous venons de le suggérer, à celle de la monnaie sera notre fil conducteur.

Une fois cette initiation réalisée, la comptabilité aura une théorie dont le champ d'application est très vaste. Nous ne nous attarderons pas sur ce qu'elle sait déjà faire, la mesure des activités des entreprises. Cette comptabilité, toujours présente dans les entreprises, nous permettra de donner une nouvelle définition à l'économie de marché. Nous développerons également les trois domaines de la macro-économie déjà cités, les phénomènes monétaires, la comptabilité nationale et le budget de l'Etat. Il est trop tôt de dire, pour l'instant et dans cet avant-propos, pourquoi la comptabilité est indispensable à cette économie de marché et à ces trois domaines de la macro-économie. Il faut commencer par découvrir la vraie nature de la comptabilité associée à son unité de mesure, la monnaie.

Avant de terminer cet avant-propos rassurons le lecteur. Ce n'est pas parce que nous parlons d'une théorie de la comptabilité que nous allons tomber dans le piège d'une science économique empêtrée dans un jargon mathématique comme si cette science était une science exacte, une science "dure". La science économique est une science "molle" et sans doute la plus "molle" de toutes les sciences humaines. Grâce au développement de son cerveau, l'espèce humaine invente des comportements économiques originaux dont la nature animale et encore moins physique ou chimique ne nous offre aucun exemple. On peut parler d'une sociologie ou d'une psychologie animale, mais il ne viendrait à l'idée de personne de parler d'une économie animale.

La démarche dite scientifique de nos anciens économistes, fascinés par les découvertes de leurs collègues physiciens ou chimistes, découvertes rendues possibles grâce à un langage mathématique de plus en plus puissant, est un piège dans lequel la science économique d'aujourd'hui est encore engluée.

Revenons à la théorie comptable et prenons l'exemple de la médecine. Nous proposons une théorie de la comptabilité à l'image d'une théorie de la radiologie, du stéthoscope ou même du simple thermomètre, c'est-à-dire des instruments qui permettent de faire des diagnostics mais nous ne proposons pas une théorie des maladies. La science économique est un art et chacun peut et doit avoir une opinion sur ce qu'il pense être la meilleure organisation économique possible. La science économique est d'abord et avant tout une économie politique. Mais avant d'émettre une opinion et surtout de prendre une décision il faut faire un diagnostic, mesurer le plus objectivement possible les phénomènes économiques. Nous allons découvrir que, pour ce faire, la comptabilité est un instrument génial que la science économique n'a jamais su exploiter.

Nous nous permettrons d'émettre quelques opinions sur ce qui nous semble la meilleure organisation économique possible. Nous tenterons d'être le moins possible doctrinaire en évitant autant le piège d'un ultra libéralisme, trop souvent présent chez de nombreux économistes aujourd'hui, que d'un étatisme primaire qui vient de prouver dans les pays qui avaient choisi le communisme sa totale inefficacité. La comptabilité, bien comprise grâce à sa théorie, nous incitera à préférer une économie de marché dans un libéralisme maîtrisé par le pouvoir politique, lui-même inscrit dans une véritable démocratie.



## **L'image de la comptabilité**

**La comptabilité et les comptables**

**La comptabilité et les profanes**

**La comptabilité et les économistes**



## **La comptabilité et les comptables**

Les comptables savent pratiquer la comptabilité, nous n'en doutons pas, mais ne connaissent pas la théorie comptable. Voilà une phrase abrupte et probablement choquante. Il faut rapidement dire pourquoi nous osons lancer cette affirmation. Toute la pratique comptable est basée sur l'égalité des débits et des crédits. Or, voilà notre pavé dans la mare, les débits ne sont pas égaux aux crédits.

Cette affirmation est très difficile à admettre tellement elle est contraire aux idées reçues. L'illusion de l'égalité des débits et des crédits est aussi forte que l'illusion du soleil tournant autour de la terre. Comment oser dire que les débits ne sont pas égaux aux crédits alors que toute la pratique comptable est fondée sur cette égalité ? Il faudrait avoir terminé notre initiation originale à la comptabilité pour en être convaincu. En attendant, que dire que faire pour que ceux qui sont choqués par notre affirmation n'abandonnent pas immédiatement la lecture de notre ouvrage ? Un peu de patience et contentons-nous de dire ceci. L'égalité des débits et des crédits est l'égalité de deux valeurs absolues traitées comme si elles étaient toujours positives. Il suffit d'ajouter à ces deux valeurs absolues leur signe arithmétique, plus (+) ou moins (-) que nous avons tous appris à l'école primaire, pour que leurs vraies valeurs, les valeurs relatives, ne soient plus égales. C'est aussi simple mais aussi difficile à admettre que de passer d'un système géocentrique, à un système héliocentrique. Il faudra le démontrer ultérieurement mais pour l'instant nous pouvons répéter cette phrase très simple. Il suffit d'ajouter aux deux valeurs des débits et des crédits leurs signes positifs ou négatifs pour constater que les débits ne sont pas égaux aux crédits.

Mieux encore que cette inégalité des valeurs relatives, quelle définition donner à ces deux mots : débit et crédit ? Les comptables doivent avoir le courage d'admettre qu'ils ne savent pas donner une définition logique et rigoureuse à ces deux mots. Poussés dans leurs retranchements, leur seule réponse se réduit à une convention. Il faut respecter en permanence l'égalité des valeurs monétaires portées aux débits et aux crédits des comptes. Pourquoi ? Pas de

réponse. Toutes les définitions imaginées pour définir les débits et les crédits aboutissent à une impasse. Pour les comptables, comme pour les économistes, il s'agit d'une convention, d'un postulat, d'un axiome, qu'importe le mot choisi. Partir de l'égalité des débits et des crédits sans dire clairement qu'il ne s'agit que de valeurs absolues aboutit à des contradictions que nous ne manquerons pas d'évoquer. Nous ne répéterons jamais assez que pris avec leurs vraies valeurs, c'est-à-dire les valeurs relatives, les débits et les crédits sont parfois égaux, tous positifs ou tous négatifs, mais parfois inégaux, l'un positif et l'autre négatif, et voilà tout le problème. Il suffit d'additionner les deux colonnes du journal, en tenant compte, bien évidemment, de leurs véritables valeurs, positives ou négatives, pour constater au final deux totaux parfaitement aléatoires l'un par rapport à l'autre. Les débits ne sont plus égaux aux crédits.

### **La comptabilité et les profanes**

La comptabilité ne se limite pas à l'enregistrement des recettes et des dépenses qu'il suffirait de savoir ventiler dans les comptes des comptables pour tenir une comptabilité. Voilà une autre affirmation très simple mais aussi difficile à admettre par les profanes que l'inégalité des valeurs relatives des débits et des crédits par les comptables.

Commençons par une erreur de langage, pas bien grave, mais significative. Pour déterminer une quantité par un calcul, établir un nombre, nous avons le verbe compter à notre disposition. Inutile de s'étendre sur la signification de ce verbe, tout le monde le comprend. Alors pourquoi remplace-t-on souvent, et même très souvent, le verbe compter par le verbe comptabiliser ? Cette erreur de langage met dans la tête des gens qu'il suffit d'apprendre quelques règles et de savoir compter (ou comptabiliser !) pour tenir une comptabilité. Il est vrai qu'il y a encore peu de temps, avant l'apparition des machines à calculer, la première qualité demandée à un futur comptable était d'être le meilleur possible en calcul mental. Savoir compter et avoir une bonne mémoire pour retenir et

appliquer les règles comptables. Cette image poussiéreuse n'a jamais pu donner une opinion valorisante du comptable. Après notre initiation à la comptabilité il deviendra évident que la comptabilité a une théorie très riche et que le verbe comptabiliser ne doit pas être utilisé à la place du verbe compter.

Revenons à nos recettes et dépenses. Voilà encore deux mots très simples dont il faut donner une définition élémentaire mais rigoureuse. Une recette est une entrée d'argent dans notre portemonnaie ou sur notre compte bancaire, une dépense, une sortie de ce même argent. Ces entrées et ces sorties font partie de la comptabilité car même avant d'avoir abordé la théorie de la technique comptable tout le monde sait que ces recettes et ces dépenses font évidemment partie de la foule des écritures qu'il faut enregistrer. L'erreur est d'en déduire que le bénéfice sera la différence positive entre ces recettes et ces dépenses et une perte une différence négative. Le "déficit" du budget de l'Etat, nous le verrons plus tard, illustre cette erreur.

Nous avons découvert des auteurs qui, partant de ce qui leur semble une évidence "mon bénéfice est bien ce qui me reste dans ma caisse", tentent de relier ce point de départ à la technique comptable dite "fondamentale". Leurs raisonnements aboutissent à une impasse. D'autres s'insurgent contre les résultats dits comptables des entreprises lorsque ceux-ci ne sont pas égaux à la trésorerie qui reste en fin d'exercice. Quand ces écrits sont destinés à des étudiants susceptibles d'acquérir quelques connaissances en économie, on peut mesurer le chemin à parcourir.

N'accablons pas le profane. Il est persuadé que la gestion de ses recettes et de ses dépenses est suffisante pour tenir sa "comptabilité" et il n'a pas complètement tort pour la raison suivante. Sans en être conscient, le profane dissocie d'un côté la gestion de son patrimoine et d'un autre côté la gestion de son train de vie quotidien par l'addition et la comparaison de ses recettes et de ses dépenses qu'il suffit de savoir compter.

Commençons par celui qui ne cherche pas, ou ne peut pas, augmenter son patrimoine. Il est locataire de son logement, ne



possède que quelques meubles dont il ne retirerait pratiquement rien s'il les vendait, et possède une voiture bien usagée. Il lui suffit de vérifier que ses dépenses ne seront pas supérieures à ses recettes pour être persuadé de tenir sa comptabilité. Mieux encore le rythme de ce contrôle peut être mensuel car il a de fortes probabilités d'être un salarié mensualisé dont les autres revenus du genre allocations familiales sont également mensuelles. Les organismes à qui il doit régulièrement de l'argent l'ont fortement incité à faire un règlement mensuel de la location de son logement, de ses frais d'électricité, d'eau, de téléphone, etc., y compris de ses impôts. Cette habitude de mensualiser la quasi totalité des recettes et des dépenses confirme l'évidence qu'il suffit de contrôler les entrées et les sorties du compte bancaire pour tenir sa "comptabilité". Comme en plus il suffit de "compter" d'un côté les recettes et de l'autre les dépenses pour en déduire si la fin du mois sera pénible ou non, on comprend pourquoi comptabiliser et compter sont devenus des synonymes.

Le citoyen qui possède quelques biens, sa voiture, quelques beaux meubles, son logement, éventuellement une résidence secondaire et, pourquoi pas, quelques appartements donnés en location pour arrondir sa future retraite aura également l'impression de tenir lui aussi sa "comptabilité" avec les seules recettes et dépenses. En fait, il dissocie sa gestion courante de son patrimoine même si les "dépenses" de ses emprunts pour acquérir son logement ou ses appartements sont en réalité un enrichissement. L'essentiel de sa "comptabilité" reste un équilibre entre ce qui sort et ce qui rentre tous les mois de son compte bancaire. Dans sa tête, et sans faire un lien direct, rigoureux, comme un comptable, avec les recettes et les dépenses, il estime la valeur de son patrimoine et le compare avec le reliquat de ses emprunts pour faire rapidement le calcul de sa richesse. Il n'oublie pas l'argent placé sur des comptes d'épargne qu'il additionne avec le solde de son compte courant bancaire. Pour lui, cet épargne est une monnaie quasi disponible et il serait étonné d'apprendre qu'il ne s'agit plus de monnaie mais de dettes à recevoir. Voilà une nouvelle confusion avec laquelle nous aurons du mal lorsqu'il s'agira de définir la monnaie d'une manière rigoureuse. Avec le temps, d'année en année, la "richesse" de notre

profane augmente alors que son objectif reste l'équilibre de ses recettes et de ses dépenses, c'est-à-dire une trésorerie tendant en permanence vers zéro. Il est inutile de garder de l'argent dormir sur un compte courant bancaire. D'où vient l'augmentation de sa richesse ? Il faut savoir se poser des questions très simples, même si la réponse est évidente.

### **La comptabilité et les économistes**

L'économiste raisonne comme le profane. C'est le cas du prix Nobel d'économie J. Hicks qui n'hésite pas à définir le revenu de la manière suivante. *"Le revenu d'une personne n'est autre que ce qu'elle peut consommer durant la semaine, tout en comptant être aussi riche à la fin de la semaine qu'au début"*. On peut la résumer en disant : *"Le revenu est ce que l'on peut consommer sans s'appauvrir"*. Cette phrase peut, à la rigueur, décrire la situation particulière du revenu d'une personne dans un contexte particulier et pour une période donnée, mais ne définit pas un revenu en général. On peut avoir des revenus (ou produits) et des consommations (ou charges) tels qu'il en résultera (compte de résultat) un déficit qui appauvrira le bilan par une diminution de la situation nette. Mais encore faut-il savoir ce qu'est un compte de résultat avec ses charges et ses produits et surtout un bilan avec son actif et son passif, et surtout la situation nette. Lorsque J. Hicks se contente d'employer le mot *"riche"* est-ce le total du patrimoine équivalent à l'actif ou le patrimoine net égal au total du patrimoine diminué des dettes ? Il faudrait le préciser car il suffit de recevoir un don, un héritage par exemple, ou de gratter le bon numéro du Loto, pour augmenter sa *"richesse"* et cette augmentation n'a rien à voir avec un revenu. A la limite, la définition du prix Nobel est le cas particulier d'un résultat comptable (revenus moins consommations sans oublier les amortissements) égal à zéro dans lequel il ne faut pas confondre les revenus avec les recettes et les consommations avec les dépenses. En supposant cette confusion surmontée, ce qui est loin d'être évident pour la grande majorité des économistes, le cas particulier d'un résultat égal à zéro n'autorise pas une définition générale. Cette définition du revenu, auréolée

par un prix Nobel, semble être celle qui a été adoptée par les théoriciens de la comptabilité nationale.

Le problème est encore plus grave lorsque les économistes transposent les recettes et les dépenses ou les débits et les crédits dans l'élaboration de leurs théories économiques. Comme la recette de l'un est toujours la dépense d'un autre, ils en déduisent un "équilibre" souvent dénommé "équilibre général". L'égalité en valeur absolue des débits et des crédits de la comptabilité traditionnelle les conforte dans leurs hypothèses. L'entreprise est souvent présentée, à cause de cette égalité, comme étant toujours en "équilibre". L'économie se résumerait à une circulation de "flux" devenant pour certains la "théorie des flux". Nous sommes là encore dans l'illusion la plus parfaite. Pas de problème, nous l'avons déjà dit, la recette de l'un est toujours la dépense de l'autre. Elles sont par définition égales ou plus exactement elles s'annulent car le réservoir de l'un se vide de la même quantité que le remplissage de l'autre. Alors d'où vient la "richesse" de notre profane, les "profits" des entreprises, et plus globalement, par quel mystère cet équilibre des réservoirs qui se vident pendant que les autres se remplissent peut-il se traduire par une augmentation du produit national brut de la comptabilité nationale ? Encore des questions simples mais les réponses ne sont pas évidentes. Certains économistes, recherchant l'origine de cette augmentation suggèrent qu'elle pourrait provenir d'une augmentation de la masse monétaire "créée!" par l'Etat. Comme on ne peut pas transformer les fonctionnaires du fisc en distributeurs de billets, les théoriciens noient le problème dans un fatras de courbes mathématiques du genre IS LM et toujours dans la recherche de "l'équilibre". Il faut pouvoir mettre un signe égal dans des équations d'une extrême complexité et parfois dénommées comptables ! Cette cuisine mathématique mélange des tas d'ingrédients qui n'ont rien à voir les uns avec les autres. Par exemple, la monnaie, en tant qu'unité de mesure de l'échange, puis la monnaie disponible scindée en deux groupes, les billets dits de premier rang et les comptes courants bancaires dits de second rang, des crédits considérés comme étant de la monnaie, enfin des taux d'intérêts, etc. Nous verrons que

seule la théorie comptable permet d'éclaircir ces différents éléments et de définir le rôle et la place de chacun.

Cette manière d'aborder la science économique est une catastrophe sur le plan scientifique. Elle provient d'une ignorance de la comptabilité, ignorance renforcée, bien involontairement sans doute par les comptables, mais néanmoins renforcée, par la trompeuse égalité des débits et des crédits. L'équilibre, réduit aux valeurs absolues, des débits et des crédits du journal, de la balance, des soldes débiteurs et créditeurs, et même de l'actif et du passif du bilan, le tout ajouté à l'évidente égalité de la recette de l'un avec la dépense de l'autre est un piège qui emprisonne la science économique.

Nous allons détruire ces fondements en découvrant que la comptabilité mesure toujours une différence et mieux encore qu'elle pourrait se passer des recettes et des dépenses. Voilà une dernière affirmation brutale avant d'aborder notre initiation à la comptabilité. Nous allons démontrer que l'on peut tenir une comptabilité, décrire des phénomènes économiques, sans avoir besoin des recettes et des dépenses, les flux de trésorerie chers aux théories économiques. Mais rassurons tout de suite les profanes et les économistes. Les recettes et les dépenses sont une invention géniale et tellement pratique pour notre vie courante que l'on ne pourrait plus s'en passer. Il faut seulement abandonner l'idée que ces recettes et ces dépenses peuvent mesurer l'économie. Cette proposition est rapidement décrite mais difficile à admettre. Nous donnerons l'exemple de recettes et de dépenses, bien présentes dans le budget de l'Etat, mais qui n'ont aucune incidence sur sa gestion. Elles tournent en rond sans rien apporter ni retrancher.

La comptabilité a été redécouverte, nous disons bien redécouverte, pour limiter les flux des recettes et des dépenses à une époque, la Renaissance, où l'activité économique se développait. Encore un paradoxe. L'économie se développe et nos marchands de Venise mettent au point un système pour limiter les recettes et les dépenses, autrement dit les flux financiers. On peut déjà en déduire que les théories quantitatives de la monnaie vont souffrir.





## **D'abord une unité de mesure et la mémoire des dettes**

**Un peu d'histoire**

**Un bilan primitif**

**La monnaie disponible**

**La définition de la monnaie disponible**

## Un peu d'histoire

Remonter aux débuts de l'humanité pour découvrir les origines de l'économie est une démarche que nous abordons, nous aussi, bien volontiers. A partir d'une certaine époque, bien difficile à dater, l'on peut facilement imaginer qu'au lieu de se disputer la nourriture ou tout autre bien l'homme a découvert l'échange. Cet échange non seulement garantissait une certaine paix sociale mais en plus elle satisfaisait mieux les besoins de chacun. L'humanité a donc très vite inventé un système pour réaliser ces échanges et surtout permettre l'échange lorsque les deux biens échangés n'étaient pas perçus comme ayant la même valeur. Dire que l'économie a commencé par le troc et que ce troc a été remplacé par la découverte et l'usage de la monnaie est une erreur et pour deux raisons. La première, la plus simple, est que ce troc existe encore aujourd'hui non seulement entre des particuliers mais parfois entre deux nations lorsque l'une des nations n'a guère confiance dans la monnaie de l'autre. On peut encore aujourd'hui échanger des locomotives contre des céréales. La deuxième raison vient du fait que le troc limite sérieusement les échanges car il faut que les deux valeurs échangées soient perçues comme étant égales. Le troc est le cas particulier d'un échange par définition égal. Il est inutile de s'attarder sur un cas particulier, toujours possible dans les échanges d'aujourd'hui, pour comprendre les origines de l'économie.

Une autre raison élimine le troc comme étant les premiers pas des échanges entre les humains lorsque nous découvrirons qu'un règlement d'une dette avec des pièces d'or est un troc. L'échange de deux biens estimés à la même valeur. Ce type de troc, l'échange de marchandises contre de l'or, quel que soit le lieu où cet or était entreposé, a été particulièrement florissant dans le commerce international du XIX<sup>ème</sup> siècle. On ne peut pas dire qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle nous étions encore à l'origine de l'économie.



## Un bilan primitif

L'échange étant, cas général, inégal, il fallait trouver le moyen de le réaliser. Nos plus lointains ancêtres ont été suffisamment intelligents pour comprendre qu'il fallait d'abord une unité de mesure pour donner à chaque bien échangé une valeur puis un système pour garder la mémoire de la différence de valeur entre les biens échangés. Cette unité de mesure, que l'on peut déjà appeler la monnaie, était propre à chaque civilisation et il serait trop long d'en faire ici une étude. Les plus connues étaient les unités de mesure qui prenaient leur référence sur une tête de bétail par exemple ou encore sur une certaine quantité de céréales comme le riz ou un certain poids de métal comme l'argent. Cette unité permettait d'abord de mesurer la différence puis de conserver la mémoire de cette différence. Ces données écrites sur des tablettes peuvent être considérées comme étant les prémisses d'une sorte de bilan, que nous appellerons un bilan primitif. Nous découvrirons en quoi ce bilan primitif ressemblait déjà à notre bilan moderne.

De quoi s'agit-il ? Les échanges étant souvent inégaux, conserver la mémoire de ces inégalités devenait d'autant plus complexe que ces échanges étaient nombreux et portaient sur des biens différents. La meilleure solution consistait et consiste toujours à traduire ces inégalités dans la même unité de mesure. Une fois cette transposition réalisée les additions deviennent possibles. Nous faisons l'hypothèse que la découverte de la monnaie en tant qu'unité de mesure de l'échange est largement antérieure à l'usage de la monnaie telle qu'elle est définie par les économistes. Celui qui avait reçu moins avait une dette à recevoir qui avait son équivalent en dette à payer pour celui qui avait reçu plus, le tout traduit dans la même unité de mesure que celle qui avait servi de repère au moment de l'échange.

Allons un peu plus loin et l'on peut facilement imaginer, qu'en plus des dettes, ce bilan primitif pouvait mesurer, toujours avec la même unité, la valeur des biens possédés. L'addition de ces biens avec les dettes à recevoir devait être supérieure au total des dettes à payer. La différence, que nous appellerons la situation nette, mesure la richesse de celui qui établit sa situation financière et prouve qu'il

est capable de payer ses dettes. Il en est de même pour celui qui attend le règlement de ses dettes à recevoir. Le bilan même primitif de celui qui doit cette dette peut le rassurer. En quelques phrases nous avons donné la définition d'un bilan. Ces quatre notions, les biens et les dettes à recevoir d'un côté et les dettes à payer avec la situation nette pour équilibrer l'ensemble sont des notions que nous retrouverons dans notre bilan moderne. Nous y ajouterons la monnaie disponible mais déjà tout le monde sait que la meilleure gestion de cette monnaie disponible est celle qui tend vers un solde égal à zéro. Inutile de garder de l'argent dormir sur un compte courant bancaire ou d'imaginer qu'il tombe dans une trappe. Les économistes reconnaîtront ce clin d'œil. Encore un paradoxe lorsque les économistes nous définissent la monnaie comme étant un bien. Comment peut-on définir ce quelque chose, la monnaie comme étant un bien, lorsque la bonne gestion de ce quelque chose est de tendre vers zéro ?

La monnaie et la comptabilité, nous venons de parler d'un bilan même s'il est encore primitif, sont inséparables si l'on veut comprendre quelque chose à la mesure de tous les phénomènes économiques. Notre bilan primitif est vieux comme le monde avec à chaque fois une unité de mesure, la monnaie, indispensable pour mesurer les différences. Ce bilan primitif enregistrerait essentiellement la dette à recevoir qui avait et a toujours son équivalent en dette à payer chez celui qui doit cette dette. Certains historiens de sociétés primitives parlent de dons et de contre-dons et recherchent désespérément l'origine de la monnaie, telle qu'elle est définie par les économistes, sans comprendre qu'il s'agit de notre bilan primitif qui pour l'instant n'a qu'une unité de mesure la monnaie, mais ne connaît pas encore la monnaie disponible. A notre avis, c'est encore une fable car un don est un don et s'il y a un contre-don c'est qu'en réalité le premier don n'était pas pour celui qui recevait ce don, un don, mais une dette à payer, le contre-don. Pour comprendre ces fameux dons et contre-dons, en termes économiques et non pas en termes sociologiques, car tel n'est pas notre propos, mieux vaut quelques compétences comptables pour

les analyser dans un bilan même primitif plutôt que de rechercher la circulation d'un symbole monétaire qui n'existe pas encore.

### **La monnaie disponible**

La tenue de ces bilans primitifs était loin d'être simple surtout pour les populations qui ne connaissaient pas l'écriture. A ce propos, l'étude de l'Egypte ancienne nous semble un bon exemple. Cette civilisation maîtrisait parfaitement l'écriture mais ne semble pas avoir connu la monnaie telle qu'elle a été définie par les économistes. Ils avaient une unité de mesure, un certain poids d'argent, et de nombreux scribes tenaient d'une manière rigoureuse la situation des dettes à recevoir et à payer de leurs concitoyens. Les égyptologues, à qui l'on ne peut pas reprocher de chercher la monnaie telle qu'elle est définie par les économistes, ne semblent pas avoir découvert ni des pièces d'argent ni des pièces d'or ni aucun autre symbole qui auraient pu servir directement de moyens d'échanges. A notre avis, les Egyptiens maîtrisaient suffisamment la tenue de leurs bilans primitifs pour pouvoir se passer de la monnaie disponible telle que nous allons maintenant la définir.

Tant que nous employons le mot monnaie seul il s'agit de l'unité qui mesure les échanges et permet de conserver la trace des différences. La mémoire de ces différences est conservée dans ce que nous avons appelé les bilans primitifs. Lorsque nous ajoutons au mot monnaie l'adjectif disponible il s'agit toujours de la monnaie, mais la monnaie prise dans son usage le plus courant, les pièces, les billets, votre compte courant bancaire. Autrement dit, ne confondez jamais la monnaie qui mesure la valeur d'un échange et la monnaie disponible de votre compte courant bancaire bien qu'il s'agit de la même unité de valeur. Nous espérons que vous comprenez cette subtilité que nous pouvons illustrer par un exemple simpliste. Vous convoitez un objet proposé 100 € mais que vous trouvez un peu cher. Tant que vous hésitez, vous mesurez son prix avec de la monnaie (sans adjectif). Si vous vous décidez à l'acheter et si vous faites un chèque de 100 €, ou si vous utilisez deux billets de 50 €, ces 100 € sont de la monnaie disponible. Si

vous faites une lecture rapide de cet ouvrage, ne confondez jamais le mot monnaie employé seul avec le même mot accouplé avec l'adjectif disponible.

Reprenons notre fil historique. A notre avis, cette monnaie disponible est une invention de l'humanité plus tardive que la monnaie seule c'est-à-dire l'unité de mesure de l'échange. Cette monnaie disponible a permis et permet toujours de régler sur-le-champ les dettes réciproques ce qui simplifie énormément la vie courante et surtout ne nous oblige plus à tenir l'état de nos dettes. Voilà la conséquence énorme de cette découverte. Elle n'oblige plus à tenir nos bilans primitifs car il suffit de faire circuler cette monnaie disponible sans qu'il soit utile d'écrire, de mémoriser, le montant de l'échange. A la limite l'on pourrait encore parler d'un troc sauf que, s'il s'agit d'une véritable monnaie disponible, il s'agit d'un symbole et ce symbole n'a aucune valeur en soi. Donc le mot troc est inadapté. Cette circulation a également l'avantage de toujours présenter l'égalité de celui qui reçoit avec celui qui donne. Cette égalité de la recette de l'un avec la dépense de l'autre a fasciné les économistes qui ont voulu trouver dans le volume de cette circulation un critère de l'activité économique. Hélas ! La redécouverte de la comptabilité à la Renaissance viendra, au contraire, démontrer qu'elle pourra, cette comptabilité, remplacer en grande partie la circulation de cette monnaie disponible.

Cette monnaie disponible est donc une invention géniale mais terriblement difficile à maîtriser. Nous développerons les vicissitudes de cette monnaie disponible et découvrirons que c'est depuis fort peu de temps, moins d'un siècle, qu'elle est devenue enfin fiable et grâce à quoi ? A la comptabilité. Déjà la tenue de nos bilans primitifs supposait une sorte de comptabilité. Mieux encore la monnaie disponible trouvera sa vraie nature et sa seule justification avec la même comptabilité. Arrivé à ce stade nous associons monnaie et comptabilité. Il est impossible de comprendre l'un sans comprendre l'autre. Monnaie et comptabilité sont tellement inséparables que l'on pourra dénommer la monnaie disponible comme étant une monnaie comptable.

## **La définition de la monnaie disponible.**

Que n'avons nous pas dit de bêtises sur cette monnaie disponible que les économistes définissent comme étant un "bien". Certes, vous savez que votre billet de banque, votre carte bancaire ou le chèque de votre compte courant vous permettent d'acheter des biens mais le bout de papier, le rectangle en plastique avec sa puce électronique ou l'écriture sur le chèque ne sont pas des biens. Les économistes tentent de s'en sortir en disant qu'il existe plusieurs sortes de monnaie remplissant différentes fonctions mais quelle que soit cette fonction la monnaie reste définie comme étant un bien. Sans doute un bien de référence pour pouvoir mesurer la valeur de tous les autres biens sur la valeur d'un seul bien mais toujours un "bien". Ils confondent également les différentes formes prises par les monnaies disponibles au cours des temps et les différentes fonctions remplies par cette monnaie.

Pour qu'elle existe, il suffit que cette unité de mesure, que nous appelons de la monnaie disponible, soit représentée par un symbole ou mieux encore écrite d'une manière fiable et tout le monde sait que l'essentiel de cette monnaie disponible est aujourd'hui écrit dans la comptabilité des banques. Les pièces et les billets sont des moyens pratiques pour ne pas écrire de toutes petites sommes dans les ordinateurs des banques ou encore un moyen discret pour faire des échanges plus ou moins douteux et que l'on souhaite garder secrets. Aujourd'hui encore, le mot monnaie évoque d'abord les billets et les pièces c'est à dire un très faible pourcentage de l'ordre de 10 % car l'essentiel de cette monnaie disponible est représenté par des écritures comptables. Il suffirait que chaque citoyen ait une carte bancaire avec un terminal de paiement comme il en existe chez presque tous les commerçants pour que les billets et les pièces, disparaissent définitivement. Avec un tel système généralisé nous perdrons un peu de liberté. Ce système permettrait de suivre les transactions des trafiquants de drogue mais également les petites dépenses de l'honnête homme qui a droit à ses petits secrets.

En résumé, et pour reprendre le fil de notre démonstration, ne confondons pas les formes prises par les différentes monnaies au

cours des temps avec sa vraie nature et surtout avec les véritables biens, les pièces en métal précieux, quand on ne pouvait pas encore avoir confiance dans la seule écriture de cette monnaie disponible. Et comment peut-on avoir confiance dans cette écriture? Par la comptabilité et la boucle est bouclée, comptabilité et monnaie, monnaie et comptabilité sont inséparables. Sans théorie comptable, il ne peut y avoir une théorie de la monnaie. Voilà une idée neuve, une proposition inédite, que nous n'avons jamais rencontrée sous la plume des économistes.

C'est donc avec une énorme difficulté que l'humanité a pu donner une fiabilité à cette unité de mesure particulière, la monnaie disponible, mais inversement l'utilisation de cette monnaie disponible ne nous oblige plus à tenir notre bilan primitif. Si nous avons confiance dans cette monnaie disponible qui nous permet de régler sur-le-champ nos dettes réciproques, nous n'avons plus besoin de les enregistrer dans un bilan. Il suffit de constater que notre partenaire de l'échange a suffisamment de monnaie disponible pour accepter cet échange sans qu'il soit nécessaire qu'il nous fasse un étalage de sa situation financière.

Ce deuxième truc génial inventé par l'humanité, la monnaie disponible qui efface sur-le-champ et instantanément, et sans avoir besoin de les noter, les dettes réciproques, a relégué le bilan dans les oubliettes. Notre comptabilité primitive a disparu. Les économistes, ignorent ce bilan primitif et supposent que l'économie a démarré directement avec l'usage de la monnaie. Ils en déduisent qu'il suffit d'abord sur un plan individuel de gérer cette monnaie disponible pour tenir sa comptabilité, puis sur un plan macro-économique de mesurer les flux de cette monnaie pour décrire l'économie. Nous retrouverons cette erreur lorsque nous aborderons la comptabilité nationale telle qu'elle est actuellement théorisée. Le budget de l'Etat est lui aussi bâti sur les recettes et les dépenses. Nous retrouvons notre premier piège. L'usage de la monnaie disponible, dans la mesure où elle est fiable et aujourd'hui elle l'est grâce à la comptabilité des banques, nous met dans la tête qu'il suffit de contrôler les entrées et les sorties de cette monnaie disponible pour tenir une comptabilité et gérer l'économie. Nous

n'insisterons jamais assez sur ce piège dont les économistes ne sont pas sortis car ils ignorent la véritable comptabilité et, parce qu'elles sont liées l'une à l'autre, la vraie nature de la monnaie.

### **La "bonne" et la "mauvaise" monnaie**

Avant la sécurité donnée par la comptabilité, la fiabilité de cette monnaie disponible posait de graves problèmes. Comment être certain que ces coquillages, ces pièces en fer, ces bouts de papiers représentent une véritable valeur. Dès que l'on possédait cette sorte de monnaie disponible et que l'on ne pouvait ou désirait l'échanger sur-le-champ, l'on cherchait à la transformer en pièces de métal précieux en "*bonne monnaie sonnante et trébuchante*". L'on ne faisait pas autre chose que de transformer cette monnaie disponible en véritables biens que l'on conservait précieusement. Du coup l'on constatait que ces biens, "la bonne monnaie" disparaissaient chassés par "une mauvaise monnaie" c'est-à-dire une véritable monnaie disponible qui n'est pas un bien. Tous les économistes connaissent la loi de Gresham (14<sup>ème</sup> siècle) "*la mauvaise monnaie chasse la bonne*". Encore aujourd'hui, les auteurs qui tentent d'écrire l'histoire de la monnaie ne comprennent pas que la "bonne monnaie" de cette loi n'est pas une monnaie mais un bien et que la "mauvaise monnaie" est la véritable monnaie disponible à condition que la comptabilité la rende fiable. Utiliser une "bonne monnaie", c'est faire un troc, échanger un bien contre un autre bien. Cet autre bien est une certaine quantité de métal précieux et le troc n'exige ni monnaie ni bilan.

Un autre exemple illustre cette confusion entre la "bonne" et la "mauvaise" monnaie. Platon raconte que les spartiates utilisaient deux sortes de monnaie: des pièces en fer donc sans valeur pour leurs échanges intérieurs et des pièces en métal précieux (or ou argent) pour leurs échanges avec des étrangers. Les pièces en or étaient interdites pour leur commerce interne. Ces spartiates n'avaient-ils pas découvert la vraie nature de la monnaie disponible ? Les pièces en fer étaient des symboles, certes non encore justifiées par une tenue comptable, mais néanmoins des symboles

et les pièces en or de véritables biens échangés dans un troc contre des marchandises venues de l'extérieur. Il ne faut plus opposer la bonne et la mauvaise monnaie. La "bonne monnaie" de la loi de Gresham est tout simplement un bien et la "mauvaise monnaie" la véritable monnaie disponible.

Il serait passionnant de reprendre toute l'histoire de la monnaie en comprenant que l'utilisation de la "bonne monnaie" est un troc alors que l'utilisation de la véritable monnaie disponible "la mauvaise monnaie" est terriblement difficile à mettre en place tant que l'on ne maîtrise pas la technique comptable. Il y aurait là un fil conducteur qui expliquerait bien des mystères lorsque l'on veut écrire l'histoire de la monnaie.



**Le retour du bilan primitif**

**La naissance de la comptabilité**

**Les débits et les crédits**

**La caisse à l'envers ?**

**La naissance du compte de résultat**

**Notre comptable de la Renaissance**

**Un nouveau mystère**

**Une petite astuce de l'arithmétique**



## **La naissance de la comptabilité**

Nous étions dans cette situation à la Renaissance au moment où les échanges commerciaux prenaient un large développement. Faire beaucoup de commerce supposait faire autant d'échanges de monnaie et comme l'on n'avait guère confiance dans la "mauvaise monnaie" il fallait faire circuler une grande quantité de "bonne monnaie" c'est-à-dire des véritables biens, du métal précieux, que pouvaient convoiter les brigands de grands chemins. C'est à cause de cette difficulté, le risque de voir les pièces d'or volés par les bandits, que d'une manière empirique nos marchands de la Renaissance ont réinventé la comptabilité. Nous disons bien réinventé. L'humanité avait déjà inventé notre bilan primitif mais la deuxième invention géniale, la monnaie disponible, nous avait fait oublier ce bilan primitif. Nous sommes dans le paradoxe suivant. C'est pour ne pas utiliser ou du moins utiliser au minimum la "bonne monnaie" que la comptabilité a été réinventée. Des peuples qui ont mis beaucoup plus de temps à savoir utiliser la comptabilité ont été brimés dans leurs échanges faute d'avoir suffisamment de métal précieux pour faire leur commerce sous la forme du troc, c'est-à-dire une bonne monnaie sous forme de métal précieux contre des marchandises. Inversement, un excès de métal précieux, suite par exemple à la découverte de nouveaux gisements, dévalorisait la bonne monnaie. Ce qui est rare est cher, et ce qui est abondant perdait sa valeur dans le troc contre des marchandises.

Cette redécouverte du bilan s'est faite d'une manière empirique car c'est à la suite d'un grand nombre de tâtonnements que nous sommes arrivés à la véritable comptabilité. Comment les choses se sont-elles passées ?

## **Les débits et les crédits**

La première idée est toute simple, et nous retrouvons notre bilan primitif. On enregistre les dettes réciproques. Notre marchand de Venise Martini a vendu des marchandises à notre collègue de

France Dupont. Il enregistre la dette dans un compte qu'il va tout bêtement appeler "Mon client Dupont". Il prévoit deux colonnes l'une pour enregistrer la dette à recevoir et l'autre pour enregistrer son règlement. Comme il écrit en commençant par la gauche il nomme cette première colonne de gauche "débit", la dette "due" par son client Dupont, et garde la colonne droite pour son extinction future.

Dans le même temps, notre marchand Martini a pu acheter de la marchandise à un autre collègue français, Durand. Ce dernier va noter également à gauche dans la colonne débit la dette à recevoir du client Martini. Martini souhaite voir clair dans ses comptes et va noter cette dette à payer à son fournisseur Durand. Il ne peut pas prendre la même méthode car il ne peut pas dire que Durand lui doit (débit) de l'argent parce que c'est l'inverse et il finirait par confondre ses clients avec ses fournisseurs. Pour éviter cette confusion il inverse les deux colonnes, écrit la dette à payer à droite et nomme cette colonne "crédit" du latin *crederer* confiance car il constate que son fournisseur Durand lui fait confiance tant qu'il ne règle pas sa dette.

Nous avons maintenant deux sortes de comptes l'un avec les débits à gauche pour enregistrer les dettes à recevoir des clients et l'autre avec les crédits à droite pour enregistrer les dettes à payer aux fournisseurs. Avec un crayon et un papier vous pouvez ouvrir les fameux comptes en T des comptables. Un premier compte en T avec le côté gauche le débit pour noter la dette à recevoir du client et un autre compte en T avec un côté droit le crédit pour noter la dette à payer au fournisseur. Vous pourrez mieux suivre la démonstration si vous prenez un papier et un crayon pour bien visualiser les débits à gauche et les crédits à droite. Comment appeler l'autre colonne, celle de droite pour les clients et celle de gauche pour les fournisseurs ? Tout simplement gardons notre gauche / droite et appelons la colonne de droite des clients crédit et la colonne de gauche des fournisseurs débit. N'hésitez pas à prendre un exemple chiffré et à noter les débits à gauche et les crédits à droite aussi bien sur le compte du client que sur le compte du fournisseur. Lorsque le client nous règle sa dette nous avons eu

raison de lui faire confiance (crédit) et quand nous réglons la dette à notre fournisseur (débit) il s'agissait bien d'une dette due à ce fournisseur. Les débits et les crédits sont inventés et à peu près compréhensibles pour l'enregistrement des dettes à recevoir des clients ou à payer aux fournisseurs. Disons bien à peu près car la dette à recevoir enregistrée au débit du compte client est dénommée créance mot plus proche du mot crédit que du mot débit. Nous n'avons pas fini d'avoir du mal avec ces deux mots.

Cette manière d'enregistrer les dettes réciproques a également l'avantage de pouvoir fonctionner lorsque notre collègue marchand est de temps en temps notre client et à d'autre moment notre fournisseur. Nous pouvons tout résumer sur un seul compte. Lorsqu'il est notre client nous portons la dette à recevoir au débit (à gauche) et lorsque qu'il est notre fournisseur nous portons la dette à payer à son crédit (à droite). Il suffit d'additionner les côtés gauche et droite de son compte. Si la partie débiteur, à gauche, est plus lourde il nous doit de l'argent, et si la partie créditeur, à droite, est plus lourde c'est nous qui lui en devons. Cette pratique d'enregistrer les dettes est d'une telle efficacité qu'il n'est même pas nécessaire de prévoir au départ s'il s'agit d'un client ou d'un fournisseur. Il suffit d'ouvrir un "compte de tiers" comme disent les comptables. Cette manière de pratiquer ne facilite pas la compréhension de la technique comptable par le profane car rien n'est plus opposé qu'un client qui nous doit de l'argent et un fournisseur à qui nous devons de l'argent, mais cette pratique reste efficace.

Quel est l'avantage de l'enregistrement des dettes réciproques de nos trois marchands de la Renaissance dans le renouveau de notre bilan primitif ? Imaginons l'exercice suivant. Notre marchand Martini vend à notre français Dupont pour 1.000 Ducats (ou Livre tournois, ou Ecus, ou n'importe quelle autre unité de mesure, l'essentiel est que cette unité de mesure, notre seule définition de la monnaie, l'unité qui mesure l'échange, soit la même). Martini a également acheté pour 1.500 Ducats à Dupont et vendu pour 500 Ducats à notre troisième marchand Durand qui a son tour a vendu pour 500 Ducats à Dupont. Les dettes réciproques de nos trois

marchands, Martini, Dupont et Durand s'annulent. Il est inutile qu'ils s'échangent ni de la bonne monnaie, les pièces en métal précieux, des véritables biens, ni même de la mauvaise monnaie, celle qui n'étant pas un bien est quand même une véritable monnaie disponible dans la mesure où un système la rend fiable. L'avantage est énorme, il n'y a plus besoin de faire circuler des pièces d'or ni même de la "mauvaise monnaie" pour régler les dettes ou du moins il suffit de n'en faire circuler qu'une très faible quantité, celle qui ajuste les dettes réciproques qui ne sont pas toujours égales comme elles le sont dans notre exemple théorique.

Cette première pratique comptable a retrouvé notre bilan primitif, celui qui existait avant l'apparition d'une monnaie disponible fiable. Elle utilise les débits et les crédits même si ces débits et crédits sont inversés entre les dettes à recevoir, au débit à gauche, et les dettes à payer au crédit à droite. On peut les comprendre logiquement, le client "doit", débit, et le fournisseur que nous ne réglons pas tout de suite nous fait "confiance" crédit. Lorsque le client nous règle nous avons eu raison de lui faire confiance "crédit" et lorsque nous réglons notre dette au fournisseur il s'agissait bien d'une dette "débit". Si nous voulons nous initier à la comptabilité en utilisant la définition apparemment logique de ces deux mots nous serons vite dérouté.

### **La caisse à l'envers ?**

Nos trois marchands tiennent leur caisse, les entrées et les sorties. Quand le client règle sa dette avec de la monnaie, "bonne monnaie", un bien ou "mauvaise monnaie" de la véritable monnaie disponible, il faut enregistrer une entrée et lorsque l'on paye un fournisseur il faut enregistrer une sortie. Il faut également noter dans l'autre colonne du client, à droite donc au crédit, le règlement de sa dette et dans l'autre colonne du fournisseur, à gauche donc au débit, notre règlement. Le compte du client ou celui du fournisseur marche en même temps que celui de la caisse. De plus l'on s'est habitué à écrire à gauche, au débit, la dette du client et nous écrirons à droite, au crédit, son règlement. Inversement nous

enregistrons à droite au crédit la dette due au fournisseur et à gauche au débit notre règlement.

La caisse, elle aussi, doit avoir deux côtés un côté pour les entrées et l'autre pour les sorties. N'hésitez pas à ouvrir un troisième compte en T pour la caisse. Un côté est à gauche, débit, l'autre est à droite, crédit. Comment choisir celui qui enregistre les entrées, l'autre côté étant évidemment pour les sorties. L'on peut être tenté de choisir la colonne crédit pour une entrée d'argent car cela sonne mieux que débit. Dans ce cas, on écrit deux fois à droite une fois sur le compte du client et une autre fois toujours à droite sur le compte de la caisse. La même chose pour le compte du fournisseur une fois à gauche pour enregistrer notre règlement et encore à gauche sur le compte de la caisse. Il faut faire très attention car l'on n'a aucun moyen de vérifier que l'on a bien enregistré deux fois la même somme.

Ayons le courage d'inverser notre caisse, les entrées à gauche et les sorties à droite. Du coup le règlement du client sera porté à la droite de son compte, à son crédit, et l'entrée sur la caisse à gauche, à son débit ! Quel scandale ! Nous espérons que vous avez toujours votre papier avec les comptes en T. Ecrivant systématiquement un coup à droite et un coup à gauche vous avez enregistré le règlement de la dette du client d'abord à droite à son crédit et obligatoirement l'entrée de l'argent dans la caisse à gauche donc au débit. La même chose pour le fournisseur. Notre règlement à la gauche de son compte donc au débit et la sortie de la caisse à la droite du compte donc au crédit. Le scandale persiste. Mais avantage suprême, si nous tenons un journal de nos opérations et que nous écrivons au jour le jour comme son nom l'indique les opérations, nous écrirons toujours une fois à droite et une fois à gauche. Il suffit d'additionner les deux colonnes et de comparer les deux totaux qui doivent être égaux pour vérifier que l'on ne s'est pas trompé.

Revenons sur notre scandale. Pour avoir la sacro-sainte égalité des deux colonnes de notre journal il faut enregistrer l'entrée d'argent au débit de la caisse, comme si elle nous "devait" de l'argent, et la sortie au crédit de cette même caisse comme si elle nous faisait "confiance". Nous n'en sommes pas encore revenus 500 ans après.

Ni les profanes persuadés du contraire à cause de leur relevé bancaire ni même les économistes qui, comme Jean Fourastié dans son petit livre "La comptabilité" édité dans la collection "Que sais-je ?", nous supplie d'admettre ce paradoxe sans pouvoir l'expliquer. Les débits et les crédits, si pratiques pour nos clients et nos fournisseurs, deviennent incompréhensibles et toutes les tentatives que les malheureux professeurs de comptabilité tentent d'inventer pour expliquer ces débits et ces crédits à leurs élèves sont toutes vouées à l'échec. Il faut imposer l'existence de ces débits et de ces crédits et surtout leur égalité permanente comme étant une convention, un point c'est tout. Nous en sommes toujours au même point. La comptabilité reste un ensemble de conventions que seuls les élèves qui ont une bonne mémoire peuvent finir après un long et pénible apprentissage à ingurgiter. Les élèves qui veulent faire appel à leur logique sont déroutés. Ils oublient tout ce qu'ils ont pu apprendre et restent définitivement allergiques à cette technique.

### **La naissance du compte de résultat**

L'histoire de la comptabilité n'est pas terminée. Nous avons pour l'instant enregistré la dette due par le client au débit de son compte et une seule fois et la dette due au fournisseur au crédit de son compte et toujours une seule fois. Pendant de longues années la comptabilité se limitait à la gestion des dettes réciproques avec la caisse même si cette dernière paraissait à l'envers. Puis un jour un comptable futé a eu l'idée d'enregistrer deux fois la dette à recevoir du client et la dette à payer au fournisseur. Il a ouvert un compte de pertes et profits et comme un coup à droite et un coup à gauche c'était pratique il a enregistré la dette due par le client au débit de son compte, comme il avait l'habitude de le faire, et la même somme au crédit du nouveau compte de pertes et profits. Le même chose pour le fournisseur. La dette à payer au crédit du compte du fournisseur et au débit de ce compte de pertes et profits. Notre compte de résultat d'aujourd'hui était inventé. Mieux encore, l'on continuait à utiliser les débits et les crédits et enfin suprême avantage toutes, absolument toutes, les écritures du comptable pouvaient être enregistrées au débit et au crédit de tous les comptes



et au débit et au crédit du journal, le tout en conservant une parfaite égalité non seulement du journal mais également des même sommes portées aux débits et aux crédits des comptes.

L'aspect pratique d'un tel système est évident car l'on pouvait et l'on peut encore aujourd'hui se vérifier par l'égalité permanente des débits et des crédits, mais la logique de ces deux mots devenait encore plus incompréhensible. Comment expliquer que le mot débit s'applique à l'enregistrement des achats, de la dette à recevoir ou de l'entrée d'argent dans la caisse ? Comment expliquer qu'une dette à payer, une vente ou la sortie d'argent de la caisse s'appelle un crédit ? Il faut apprendre par cœur, absolument par cœur, ces conventions et ne pas chercher une définition logique de ces deux mots : débit et crédit. Soyez rassuré, cher lecteur, si, au cours de vos études, vous n'avez rien compris à la comptabilité c'est parce qu'elle est incompréhensible. N'essayez pas de remplacer les débits par les emplois et les crédits par les ressources comme on peut le constater sur la plupart des ouvrages d'initiation à la comptabilité. L'égalité des emplois et des ressources est aussi mystérieuse que l'égalité des débits et des crédits. N'ayons pas la naïveté de croire qu'il suffit de remplacer un mot par un autre, débit par emploi et crédit par ressource, pour apporter un peu de logique. C'est pourtant dans ce piège que tombe la comptabilité nationale lorsqu'elle justifie son "cadre comptable" par des emplois assimilés aux débits et des ressources assimilées aux crédits. Si deux mots logiques, compréhensibles, évidents, pouvaient remplacer les débits et les crédits, l'on comprendrait difficilement pourquoi, depuis 500 ans, les comptables ne les auraient pas inventés. Hélas, ces deux mots n'existent pas.

### **Notre comptable de la Renaissance, Pierre de Savone**

A la fin du seizième siècle un ouvrage écrit par un français Pierre de Savone et intitulé "*Brèves instructions de tenir livres de raison ou de compte*" nous prouve que la technique comptable, telle que nous la pratiquons aujourd'hui, était inventée. Nous avons

photocopié cet ouvrage à la Bibliothèque Nationale puis traduit dans notre français moderne. Il n'est pas facile à lire mais est à la disposition des personnes qui souhaitent approfondir notre initiation originale à la comptabilité. Dans cet ouvrage nous trouvons une foule d'exemples avec leurs règles disant quel compte il faut débiter et quel compte il faut créditer. Il ressemble à nos ouvrages d'initiation modernes toujours avec les mêmes règles et toujours sans la moindre explication du pourquoi au débit et du pourquoi au crédit. L'ouvrage de Pierre de Savone a toutefois le mérite d'insister sur la nécessité d'un bilan de départ, souvent oublié par les professeurs de comptabilité qui commencent leurs cours par la caisse et non pas par ce bilan de départ. Il manque à cet ouvrage l'exemple des dotations aux amortissements dont les commerçants de la Renaissance n'avaient pas encore besoin. Ces amortissements sont arrivés avec la révolution industrielle et les lourds investissements dans les usines. Le chapitre du livre de Pierre de Savone intitulé "*Le vrai ordre de dresser un carnet des paiements d'une foire à Lyon*" nous explique comment les marchands se réunissaient à l'occasion de foires avec leurs livres de comptes sous le bras pour compenser leurs dettes réciproques afin de transporter le minimum de pièces d'or nécessaires pour annuler le reliquat de leurs dettes. Ce chapitre de Pierre de Savone illustre l'exemple de nos trois marchands Martini, Durand et Dupont.

### **Un nouveau mystère**

Et voilà où nous en sommes encore aujourd'hui. La comptabilité reste fondée sur l'égalité des débits et des crédits du journal, reportés dans les mêmes débits et crédits des comptes le tout centralisé dans une balance dont les totaux des débits et des crédits doivent être égaux à ceux du journal. De cette balance on extrait les soldes débiteurs qui doivent être égaux aux soldes créditeurs dans les deux documents fondamentaux le bilan et le compte de résultat. Les débits et les crédits restent toujours incompréhensibles et pire encore personne ne se pose une question très simple, élémentaire, évidente : comment se fait-il qu'après avoir toujours et toujours respecté l'égalité des débits et des crédits (ou des emplois

et des ressources !) l'on aboutisse à une différence, le résultat ? Un résultat n'est pas un événement mais la conséquence des événements préalablement enregistrés. Impossible de confondre le résultat issu des événements avec les événements eux-mêmes. Vous avez toujours respecté l'égalité des sommes portées à la gauche et à la droite des comptes, l'enregistrement des événements, et malgré ce respect scrupuleux de l'égalité d'une équation (Débits = Crédits) vous en déduisez une différence, le résultat. Quel mystère !

Les débits, certes égaux aux crédits en valeur absolue, ne le sont plus s'ils sont pris avec leur vraie valeur, leur valeur relative. Cette confusion dure depuis des siècles et n'a jamais été expliquée. Au contraire, la science économique s'appuie sur l'égalité des débits et des crédits du client avec les mêmes égalités des débits et des crédits de leurs fournisseurs, le tout renforcé par la non moins évidente égalité de la recette de l'un avec la dépense de l'autre pour illustrer les théories des "flux monétaires" et autre "équilibre général". Cet "équilibre général" nous semble, à notre avis, une évidence. La vente du vendeur n'est-elle pas, par définition, égale à l'achat de l'acheteur ?

Pour sortir de la contradiction entre l'égalité des débits et des crédits de la balance toujours équilibrée au centime près avec l'inégalité du résultat il faut d'abord démontrer pourquoi les débits et les crédits, pris avec leurs véritables valeurs, les valeurs relatives, ne sont pas égaux. Nous verrons également que les échanges ne se traduisent pas toujours de la même façon dans les deux comptabilités, celles des vendeurs et celles des acheteurs. Par exemple, la vente d'un camion est pour le constructeur de ce camion un produit, nous dirons une ressource d'activité, et pour l'entreprise qui l'achète un investissement. La comptabilité place la vente du vendeur dans un compte de résultat dynamique et l'achat de l'entreprise dans un bilan statique. Impossible de les confondre. La monnaie disponible des recettes et des dépenses, malgré l'égalité réciproque des débits et des crédits de la trésorerie et des comptes de tiers, n'a été qu'un moyen confortable pour régler la dette de l'achat de ce camion. Sa "quantité" augmente l'activité du

vendeur et contribuera à un résultat positif mais ne diminue pas pour autant le résultat de l'acheteur. Nous retrouvons l'huile des premiers économistes. Ils avaient raison de définir la monnaie comme étant non pas l'origine de l'énergie qui fait tourner le moteur de l'économie mais comme étant seulement l'huile qui facilite le règlement des dettes. Ils auraient sans doute été étonnés de voir leurs successeurs confondre monnaie et intérêts et inventer des théories sur l'offre et la demande de cette monnaie sans comprendre que seuls les intérêts ont de l'importance. Avant de revenir sur ces sujets, découvrons pourquoi des valeurs absolues toujours égales peuvent cacher des valeurs relatives qui ne sont pas égales.

### **Une petite astuce de l'arithmétique**

Vous prenez une équation avec un nombre de termes à gauche quel que soit le nombre de ces termes et un autre ensemble de termes à droite, toujours quel que soit le nombre de ces termes. Il suffit de respecter l'égalité. Par exemple :  $A + B + C + D = E + F + G$ .

Vous pouvez modifier la valeur des termes à droite ou à gauche ou même seulement à droite ou à gauche, l'essentiel est de conserver l'égalité. Par exemple vous partez de  $A=+3$ ,  $B=+7$ ,  $C=-2$ ,  $D=+4$  le tout égal à  $E=+5$ ,  $F=+8$ ,  $G=-1$  soit :  $3 + 7 - 2 + 4 = 5 + 8 - 1$  ou  $12 = 12$ . Vous ajoutez  $+5$  à  $B$ ,  $+7$  à  $E$  et  $-2$  à  $F$ . Pas de problème, vous conservez l'égalité :  $17 = 17$ .

Vous décidez maintenant que chaque terme  $A$ ,  $B$ ,  $C$ ,  $D$ ,  $E$ ,  $F$  et  $G$  a chacun un côté gauche et un côté droite. Tiens ! Gauche droite, cela nous rappelle quelque chose. Puis si vous êtes à gauche de l'équation le côté gauche cumulera les valeurs positives et le côté droite les valeurs négatives. Inversement à droite de l'équation, le côté droite cumulera les valeurs positives et le côté gauche les valeurs négatives.

L'équation devient  $A + B + C + D = E + F + G$

$$\begin{aligned} +3/ + +7/ + /-2 + +4/ &= /+5 + /+8 + -1/ \\ +5/ &= /+7 + -2/ \end{aligned}$$

Vous cumulez tout ce qui est écrit d'abord à gauche des barres de fraction comme vous avez appris à le faire à l'école primaire, c'est-à-dire en tenant compte des signes, puis ce qui est écrit à droite. A gauche :  $+3 +7 +5 +4 -1 -2 = +16$ , à droite :  $-2 +5 +7 +8 = +18$ . Rien à signaler, l'addition des sommes écrites à gauche,  $+16$ , n'a rien à voir avec l'addition des sommes écrites à droite,  $+18$ . On pouvait s'en douter.

Maintenant, "cachez ce signe que je ne saurai voir", les comptables ont horreur du signe négatif. L'addition donne l'égalité en valeur absolue :

$$\text{A gauche } (3) + (7) + (5) + (4) + (1) + (2) = (22)$$

$$\text{A droite } (2) + (5) + (7) + (8) = (22)$$

Vous pouvez recommencer l'exercice avec n'importe quelle valeur. Il suffit de respecter l'égalité de l'équation. L'addition en valeur absolue des sommes écrites à gauche sera toujours égale à l'addition, toujours en valeur absolue, des sommes écrites à droite. Cette petite astuce de l'arithmétique, grâce à l'inversion des signes entre les deux termes de l'équation, a donné et donne toujours l'illusion de l'égalité des sommes écrites à gauche, au débit, et des sommes écrites à droite au crédit. Si l'on remplace débit par emploi et crédit par ressource, l'illusion, au moins pour certaines écritures, est encore plus forte.

Et voilà, la gauche devient égale à la droite, les débits égaux aux crédits, Ouf ! La tradition est sauvée mais à quel prix ! Il ne faut pas tenir compte de la véritable valeur des nombres, exit les signes négatifs. Alors soyons clair, comment accepter de dire que les débits sont égaux aux crédits quand on les ampute de ce qui contribue à leur donner leur vraie valeur, une valeur positive ou une valeur négative.

Etes-vous convaincu que les débits ne sont pas égaux aux crédits ? Peut-être pas encore car vous confondez une astuce de l'arithmétique avec une pratique qui permet de vérifier que l'on ne s'est pas trompé dans l'écriture du journal et dans le report du journal sur les comptes mais qui en soi n'a aucune logique. On perd

les valeurs négatives pour ne conserver que les valeurs absolues traitées comme étant toujours des valeurs positives.

Dans l'introduction de son ouvrage notre comptable de la Renaissance Pierre de Savone, est fier de dire qu'il utilise toutes les ressources des "divines" mathématiques pour nous enseigner la comptabilité. Nous pouvons lui pardonner d'avoir présenté l'égalité des débits et des crédits comme étant une conquête de l'esprit scientifique sans se rendre compte qu'il manipulait des valeurs absolues considérées comme étant toujours des valeurs positives. Il se contente de définir le débit, main gauche, et le crédit, main droite, rien de plus. Ses "divines" mathématiques ne lui servent à rien mais il est plus prudent que les professeurs qui tentent de donner une définition logique à ces deux mots. A son époque l'utilisation du signe négatif était loin d'être évidente. L'équation  $+7 - 3 = +4$ , comme si le solde d'un compte était toujours positif, ne lui posait pas de problème mais l'équation  $-7 + 4 = -3$  lui aurait paru diabolique. Comment est-il possible qu'il y ait moins que rien ! Comment peut-on enlever 7 pommes d'un panier qui n'en contient que 4 ? La monnaie, disent les économistes, étant un "bien" comment peut-il y avoir moins de "biens" que pas de "biens" du tout ? Aujourd'hui cette deuxième équation avec son résultat négatif ne vous effraie plus. Il serait temps qu'il en soit de même pour comprendre logiquement la comptabilité avec ses vraies valeurs, les valeurs positives et les valeurs négatives.

Donc pas de problème, si les débits sont égaux aux crédits en valeur absolue, ils ne le sont plus si l'on tient compte de leur vraie valeur, les valeurs relatives. Les écritures à gauche et à droite des barres de fraction de notre exercice sont exactement les mêmes que les écritures des comptables aux débits et aux crédits de leurs comptes.

Maintenant à quoi peut nous servir cette découverte élémentaire. Déjà nous pouvons répondre à la deuxième question sur l'inégalité du résultat découlant comme par miracle d'une égalité (maintenant seulement apparente) des débits et des crédits. Les débits et les crédits n'étant plus égaux, grâce à leurs valeurs relatives, une inégalité, le résultat, peut logiquement découler d'une tenue

comptable. Nous sommes rassurés. Le chef d'entreprise recherche une inégalité positive la plus grande possible, un profit, pendant que son comptable recherche une égalité au centime près de sa balance.

Le problème maintenant est de découvrir comment on peut tenir une comptabilité en tenant compte des vraies valeurs, les valeurs relatives avec leur signe. La prise en compte des véritables valeurs positives ou négatives enregistrées par la comptabilité permet enfin de comprendre ce que l'on fait.





**La théorie comptable commence par le bilan**

**Le bilan de départ de Pierre de Savone**

**Un exercice pour illustrer le bilan**

**Le bilan**

**L'équilibre par la situation nette**

**D'abord et avant tout le bilan de départ**



## **Le bilan de départ de Pierre de Savone**

Rendons grâce à notre ami Pierre de Savone d'avoir ajouté un dernier chapitre dans sa dernière édition imprimée le 31 mars 1608. Nous retrouverons plus tard son prédécesseur, Luca Pacioli, mais c'est Pierre de Savone qui a le mieux précisé la nécessité, dans tous les cas d'une tenue comptable, d'un bilan de départ. Dans ce chapitre il explique comment un jeune homme tenant sa comptabilité doit commencer son grand-livre. Il doit d'abord et avant tout établir son bilan de départ avec d'un côté, à gauche, la valeur des marchandises en stock, les dettes à recevoir des clients, le solde de la caisse et à droite, les dettes dues aux fournisseurs et un compte de capital, toujours à droite, qui équilibrera l'ensemble. Il simplifie encore plus l'exemple précédent en supposant que *"Notre jeune homme n'ayant pas encore son train de marchandises, ni débiteurs, ni créditeurs, il faut qu'il dresse son compte capital à la première feuille de celui-ci le faisant créateur de l'argent qu'il met en caisse, en passant son rencontre en débit à un compte de caisse qu'il dressera au même livre entre ses mains ou de celui qui sera son caissier"* La littérature de Pierre de Savone n'est pas facile à lire mais le jargon de nos comptables d'aujourd'hui n'est guère plus compréhensible. Ils diraient que notre jeune homme doit créditer un compte de capital et débiter un compte de caisse. Est-ce plus clair ?

Il s'agit en fait d'un bilan de départ et Pierre de Savone a raison d'expliquer que l'on ne peut pas tenir une comptabilité, même s'il n'y a qu'un fonds de caisse, sans ce bilan de départ. De nombreux ouvrages d'initiation à la comptabilité tentent d'expliquer la technique comptable en partant directement des entrées et des sorties de la caisse sans parler du bilan de départ. Cette démarche engage les élèves sur une fausse piste et contribue à enfoncer dans leurs têtes que la comptabilité se réduit à la gestion des recettes et des dépenses. Pour comprendre la comptabilité il faut d'abord comprendre le bilan.

## Un exercice pour illustrer le bilan

On peut illustrer le propos de Pierre de Savone, lorsqu'il nous dit qu'il faut toujours un bilan de départ, avec l'exercice suivant. Cet exercice aura en plus l'avantage de nous poser de bonnes questions sur la nature de la monnaie. Comptabilité et monnaie, le couple indissociable.

Imaginons notre jeune homme démarrant son activité le premier janvier. Il achète un produit 100 € et le revend immédiatement 130 € soit une marge de 30 %. Le même jour, toujours le premier janvier, il achète un deuxième article identique 100 € mais ne le vendra que le 31 décembre 143 € car entre temps l'argent a subi une dépréciation évaluée à 10 %. Il estime que s'il avait acheté cet article le 31 décembre il l'aurait payé 110 (100 + 10 %) et comme il veut conserver une marge de 30 % il applique 30 % sur 110 soit  $33 + 110 = 143$  €. Ce dernier jour de l'année il achète un troisième article 110 €, et le revend immédiatement 143 €.

Voulant connaître son bénéfice il fait le raisonnement suivant. S'il n'y avait pas eu de dépréciation il aurait acheté 3 articles à 100 € soit 300 € revendus 390 € soit 90 € d'où un bénéfice de 90 €. La dépréciation étant de 10 % son bénéfice doit être de  $90 + 10\%$  soit 99 €. Voulant se vérifier avec les recettes et les dépenses il calcule les trois dépenses  $100 + 100 + 110 = 310$ , puis les trois recettes  $130 + 143 + 143 = 416$  et fait la différence  $416 - 310 = 106$ . Tiens ! Mon bénéfice n'est plus de 99 € mais de 106 €. D'où vient cette différence de 7 €, quel est le véritable bénéfice de mon activité commerciale ?

Nous pouvons vous laisser chercher la raison pour laquelle un premier calcul nous donne un bénéfice de 99 € et un deuxième de 106 €. Mais comme vous risquez de passer un long moment pour découvrir pourquoi il y a deux résultats possibles, nous allons demander à Pierre de Savone de nous aider. Il nous conseille de toujours faire un bilan de départ. Nous n'avons ni dettes à payer ni dettes à recevoir ni marchandises en stock mais quel est l'état de notre caisse ? La petite astuce trompeuse de cet exercice est de sous-entendre que la caisse de notre jeune homme avait au moins

70 € au départ. En effet, comment peut-il acheter pour  $100 + 100 = 200$  € le premier janvier s'il vend le même jour un seul article 130 €. Soit il lui manque 70 € soit il les a déjà en caisse. L'exercice ne dit pas qu'il a besoin d'emprunter. Les 70 € étaient déjà dans sa caisse.

S'il n'avait pas eu ces 70 €, autrement dit un bilan de départ égal à zéro, il aurait fallu les emprunter à la banque. Supposons que la banque lui applique un taux égal à la dépréciation soit 10 %. Comme il n'a pas pu rembourser son prêt avant le 31 décembre il a subi une charge d'intérêts de 10 % sur l'année et sur 70 € soit les mystérieux 7€. Après le règlement de ces intérêts il lui reste un bénéfice de 99 €.

Le non-dit de l'exposé de l'exercice supposait la présence des 70 € en caisse. Notre jeune homme avait un bilan de départ avec à gauche une caisse de 70 € à l'actif et à droite un capital propre (nous préférons l'appeler une situation nette) de 70 € également au passif. Comme il n'a pas eu besoin de les emprunter, les 70 € de départ se sont valorisés eux aussi de 10 % soit les 7 € supplémentaires qu'il suffit d'ajouter aux 99 € pour expliquer son bénéfice de 106 €. La différence entre les 99 et les 106 vient soit d'un bilan de départ égal à zéro (résultat égal à 99 €) soit d'un bilan de départ avec 70 € en caisse à l'actif et 70 € en situation nette au passif (résultat égal à 106 €).

Rappelons que notre jeune homme n'a ni dettes à payer ni dettes à recevoir ni marchandises en stock. Dans ce cas très particulier, jamais présent dans la réalité d'une entreprise, le calcul du résultat peut se réduire à la différence entre les entrées et les sorties de monnaie disponible. Cette simplification est dangereuse sur un plan pédagogique mais comme il était déjà difficile de découvrir pourquoi nous avons deux résultats possibles (99) ou (106) nous ne voulions pas compliquer le problème.

Réfléchissons sur les 7 € présents dans notre caisse le 31 décembre alors que nos 70 € de départ ont disparu dès le premier janvier. Les deux achats à 100 € et la seule vente à 130 € ont vidé la caisse dès le départ. Si la monnaie est un "bien" comment se fait-il que ce

bien disparaisse pendant les 365 jours de l'année et réapparaisse en ayant automatiquement récupéré la dépréciation de 10 % ?

La monnaie n'est pas un bien mais seulement l'unité de mesure de nos achats et ventes avec des partenaires, y compris la banque s'il avait fallu emprunter, qui ont estimé la dépréciation de la même façon. Dans notre exercice la monnaie disponible est le moyen pratique pour régler les dettes réciproques. Elle peut disparaître et se retrouver présente dans la caisse revalorisée de 7 € grâce à l'activité économique des échanges. Si notre particulier, partant avec les 70 €, n'avait eu aucune activité, les 70 € seraient toujours là le 31 décembre mais déprécié de 10 %. Si par contre, il avait acheté un bien, un véritable bien, avec ces 70 € de départ il pouvait espérer le revendre le 31 décembre au moins 77 €. Si la monnaie est un "bien", et mieux encore le "bien de référence", pourquoi ce "bien" est-il le seul et unique "bien" à être incapable de rattraper la dépréciation ?

Nous pouvons compliquer le problème en supposant que nos partenaires n'ont pas appliqué la dépréciation de la même façon. L'exercice risque de devenir fastidieux mais permet d'arriver aux mêmes conclusions. Simplifions en supposant que notre jeune homme a acheté son dernier article 115 au lieu de 110 et revendu 160 au lieu de 143. Son bénéfice reste les 99 précédents plus les 7 de son capital de départ moins 5 du dernier achat et plus 17 sa dernière vente soit un total de 118. Nous les retrouvons par différence entre les trois ventes (130 + 143 + 160) moins les trois achats (100 + 100 + 115) soit 118. Comme précédemment les 70 € de départ se sont appréciés de 7 € parce que ces 70 € n'étaient pas dans la caisse. Quel "bien" mystérieux, cette monnaie ! Il faut qu'elle disparaisse pour garder sa valeur.

La monnaie est souvent définie comme étant non seulement un bien mais plus encore un bien "étalon". Que faut-il penser de cette référence "étalon", un étalon étant par définition stable ? Avec le deuxième exemple, le dernier achat et la dernière vente n'ont plus rien à voir avec la dépréciation moyenne du premier exemple supposée appliquée uniformément pour toutes les transactions. On peut illustrer cette erreur de considérer la monnaie comme étant un

étalon en prenant un exemple encore plus simple. Personne ne serait étonné de voir le même camembert vendu en promotion 1€ dans un super marché, 2 € dans un autre super marché, 3 € dans une épicerie de quartier et 4 € dans un magasin ouvert la nuit. Quelle est la référence qui permet de définir l'étalon de mesure de ce camembert identique dans tous les magasins ? Si l'on veut continuer à utiliser le mot "étalon", quel sens faut-il lui donner ?

Il faut profiter de cet exercice, avant d'aborder l'initiation à la comptabilité, pour partir sur de bonnes bases. La monnaie est la valeur de l'échange, et comme cette valeur peut varier avec chaque transaction et que chaque transaction sera enregistrée par la comptabilité, cette monnaie deviendra la variable de l'équation comptable. Nous employons à dessein le mot variable, l'exemple de notre camembert avec ses différents prix est évident. Profitons de cet exemple, même si nous n'avons pas encore abordé la comptabilité, pour constater que les années pendant lesquelles la dépréciation moyenne, qui n'est qu'une statistique, est très forte cette dépréciation moyenne n'est jamais reprise dans l'établissement du bilan qui clôt l'exercice. Les comptables ont raison d'additionner les euros du premier janvier avec ceux du 31 décembre sans s'occuper de la valeur d'un "étalon". Nous avons déjà parlé d'un bilan avec des mots aussi barbare que débit, crédit, actif, passif, etc. Il faut tout reprendre à zéro pour bien expliquer le bilan.

## **Le bilan**

Un bilan est une photo de la situation patrimoniale d'une entité, quelle que soit cette entité, une société, un artisan, une association, un particulier, et même pourquoi pas l'Etat lui-même, nous le verrons ultérieurement. L'usage du bilan n'est pas limité aux entreprises industrielles et commerciales. Toutes les entités quelles que soient leur taille ou leurs activités ont un bilan, même le clochard avec ses quelques pièces de monnaie dans sa poche. S'il n'a aucun bien ni dettes à payer ou à recevoir ces quelques pièces de monnaie sont égales à sa situation nette. Ce bilan est négligeable

mais sur un plan théorique il est aussi présent que celui de notre jeune homme avec ses 70 €.

Cette situation patrimoniale est présentée sous deux aspects, d'un côté, et pourquoi pas à gauche, le patrimoine juridique et de l'autre côté, à droite, l'origine de ce patrimoine. Pour les civilisations qui écrivent de la gauche vers la droite, il serait plus logique de commencer par l'origine à gauche avec la description du patrimoine à droite. Mais comme le bilan a été redécouvert d'une manière empirique nous allons conserver cette inversion. C'est donc la même réalité, le patrimoine, mais vu sous ses deux aspects. La tradition a malencontreusement dénommé le patrimoine juridique l'actif et l'origine de ce patrimoine le passif. Ne nous battons pas contre les moulins à vent. Malgré le ridicule de ces deux mots nous allons les employer. Donc l'actif, le patrimoine juridique, cumule tout ce que l'entité possède juridiquement et que l'on peut regrouper dans trois ensembles. D'abord les biens corporels ou incorporels, stocks compris, puis les dettes à recevoir et enfin le solde positif de notre monnaie disponible. Il est évident que tout ce que l'on peut trouver dans l'actif d'un bilan et malgré l'ésotérisme des termes employés peut rentrer dans l'une ou l'autre de ces trois catégories. Malheureusement certains éléments sont portés positivement dans la colonne de l'actif du bilan au lieu d'être indiqués avec un signe négatif dans l'autre colonne. L'inverse est aussi vrai. L'on trouve parfois des valeurs positives dans le passif qui auraient mieux leur place dans l'actif avec une valeur négative. Ces inversions compliquent la compréhension des bilans par les profanes et toujours à cause de cette peur ridicule d'employer les signes négatifs. Amusons-nous à constater que lorsqu'il est impossible de ne pas porter un chiffre négatif, comme par exemple une perte, celle-ci est entourée de parenthèses au lieu d'utiliser le bon vieux signe arithmétique négatif – placé devant le chiffre et que nous avons tous appris à l'école primaire. Sur d'autres documents comptables, le signe négatif est présent mais à la droite du nombre comme si on voulait le cacher.

## **L'équilibre par la situation nette**



Après cette digression, encore une fois à cause du nombre négatif, revenons à notre bilan. Donc pour l'instant nous avons à gauche les éléments du patrimoine juridique, l'actif, que nous pouvons regrouper dans trois ensembles, les biens, les dettes à recevoir et la monnaie disponible. A droite, l'origine de ce patrimoine, le passif, l'on trouve d'abord l'ensemble de toutes les dettes à payer. Une dette à payer est une origine de patrimoine juridique, sans doute une origine due à un tiers, mais reste une origine. Si vous n'êtes pas convaincu, réfléchissez à l'achat de votre maison ou de votre appartement avec sans doute une bonne dose d'emprunt. Vous êtes d'un côté juridiquement propriétaire de la totalité de votre maison et de l'autre côté l'emprunt est une dette qui est à l'origine, au moins en partie, de votre maison. Il en est de même de toutes les dettes à payer, l'essentiel est que ce total de dettes ne soit pas supérieur au total de votre patrimoine juridique. Nous souhaitons qu'il reste une large différence positive entre le total du patrimoine juridique et le total des dettes à payer. Cette différence est l'origine non due de votre patrimoine juridique. Nous l'appelons votre situation nette. Il en est de même pour une société malgré le cafouillage des nombreux comptes, en haut et à droite, dont seule l'addition arithmétique donnant la situation nette est significative. Cette situation nette équilibre automatiquement tous les bilans par différence entre le total du patrimoine juridique diminué du total des dettes à payer. N'oublions pas les chiffres inversés, c'est à dire positifs dans l'actif ou le passif au lieu d'être clairement portés avec un signe négatif dans l'autre colonne. Cette pratique alourdit inutilement les deux colonnes de l'actif et du passif et complique la lecture de certains bilans traditionnels.

### **D'abord et avant tout, le bilan de départ**

Revenons à la tenue comptable. Il faut commencer par établir le bilan de départ. La manière traditionnelle d'établir ce bilan de départ avec les écritures de report à nouveau est incompréhensible par les profanes. Il s'agit là des écritures les plus difficiles à comprendre, et manque de chance, c'est par cette énorme difficulté qu'il faudrait en toute logique commencer l'initiation à la pratique

comptable traditionnelle. Bien évidemment on ne le fait pas car il est impossible d'expliquer, d'emblée et dès le début de l'initiation, pourquoi il faut débiter certains comptes, les quels ? en créditer d'autres, les quels ? par le crédit ou le débit d'un compte bizarre qui malgré l'énormité des sommes enregistrées doit disparaître. Or il suffit tout simplement, dans le patrimoine juridique, à l'actif, de donner une valeur aux biens, de noter les dettes à recevoir et d'indiquer le montant de monnaie disponible présent dans la caisse et sur le compte courant bancaire. Dans la colonne de l'origine de ce patrimoine, le passif, bien noter toutes les dettes à payer, puis faire la différence qui, si elle est positive, nous l'espérons, sera la situation nette équilibrant automatiquement ce bilan. Si cette différence est négative, vous, l'entreprise, l'association, etc., qu'importe l'entité, vous êtes en situation de faillite.

La tradition appelle cette situation nette les capitaux propres. Si cette situation nette est positive les deux termes sont équivalents. Si elle devient négative, il est difficile d'imaginer des capitaux "négatifs". Dans ce cas douloureux, les "capitaux !" ayant disparu, le mot passif est réduit au total des dettes à payer. Voilà pourquoi le passif est, dans le langage courant, mais aussi très souvent dans le langage économique, assimilé aux seules dettes à payer alors que sa véritable définition est l'origine du patrimoine juridique. Prenons l'exemple de deux citoyens. Le premier, locataire de son logement, peut avoir un passif sans dettes à payer, mais avec une situation nette modeste et même quasiment nulle s'il ne possède pratiquement rien. Le second, propriétaire de son appartement, dont il a financé la moitié avec un emprunt, aura un passif avec une situation nette beaucoup plus avantageuse malgré la présence d'un total de dettes à payer important.

## **De la théorie à la pratique**

**Un logiciel de comptabilité**

**Le plan comptable**

**Nos sept éléments et les sept classes du plan comptable**

**Compt'in et le bilan d'ouverture**

**La saisie des écritures**

**L'exercice comptable**

**L'enregistrement des événements**

**Les différents événements à enregistrer**

**La saisie logique du logiciel Compt'in**

**La saisie débits / crédits traditionnelle**



## **Un logiciel de comptabilité**

Nous avons traduit notre approche originale à la comptabilité dans un logiciel de tenue comptable dénommé Compt'in. Ce logiciel écrit une première fois en 1982 vient d'être remis au goût du jour. Il est proposé dans une formule dite "shareware". Cette formule permet de l'utiliser gratuitement et pour un exercice complet d'un an. Nous donnons en fin d'ouvrage les références d'un site internet à partir duquel il est possible de télécharger ce logiciel. Nous ferons allusion, dans la suite de notre propos, à la manière dont ce logiciel permet de tenir une comptabilité car il ne suffit pas de proposer une théorie comptable encore faut-il prouver que cette théorie peut trouver son application pratique.

## **Le plan comptable**

L'utilisateur du logiciel Compt'in découvre, dès le départ, qu'il doit choisir un plan comptable. Qu'est-ce qu'un plan comptable ? Comment peut-on le définir ? On pourrait vous répondre par la définition officielle. Le plan comptable est l'ensemble des comptes et un compte un élément du plan comptable mais comme cette définition pourtant officielle mais parfaitement tautologique ne vous apporte rien essayons d'être plus précis.

Nous partons d'un ensemble, le patrimoine vu sous ses deux aspects. D'un côté le patrimoine juridique, l'actif, avec les biens, les dettes à recevoir et la monnaie disponible et de l'autre côté l'origine de ce patrimoine, le passif, avec les dettes à payer et la situation nette. Nous avons cinq éléments mais il nous manque un autre élément le résultat car dès que nous agissons, dès que cette photo du bilan deviendra un film, un film est une succession de photos, nous souhaitons savoir si nous faisons du bénéfice ou de la perte. Le fameux déséquilibre caché par les valeurs absolues mais bien présent avec les vraies valeurs positives ou négatives. Nous pourrions nous contenter d'un seul compte donnant le résultat mais comme l'on perdrait beaucoup d'informations très utiles pour notre gestion, nous allons enregistrer d'un côté les activités de la période susceptibles d'engendrer un bénéfice mais également les

consommations de la même période malheureusement nécessaires pour réaliser nos activités. Ces consommations viendront par soustraction des activités diminuer notre résultat. Pour, finir aux cinq éléments du bilan nous avons ajouté deux éléments : les activités et les consommations de ce que l'on appelle dans la tradition comptable un compte de résultat.

### **Nos sept éléments et les sept classes du plan comptable**

Le plan comptable pourrait se définir comme étant d'abord la ventilation du bilan avec les trois éléments du patrimoine juridique, l'actif, (les biens, les dettes à recevoir et la monnaie disponible), les deux éléments de l'origine de ce patrimoine, le passif, (la situation nette et les dettes à payer), enfin les deux éléments du compte de résultat, les activités et les consommations. Nous pourrions les noter de 1 à 7, et rien ne nous interdit à l'intérieur de chacun de ces sept éléments de les subdiviser en sous-ensembles de plus en plus fins. Nous n'allons pas rentrer ici dans le détail de cette subdivision. Elle peut être plus ou moins fine, plus ou moins détaillée, suivant ses propres besoins. Nous restons au niveau des éléments impossibles à confondre les uns avec les autres.

S'il en était ainsi, le plan comptable deviendrait d'une parfaite clarté. Il est difficile de mélanger la situation nette (1) avec les dettes à payer (2), (1 et 2 étant l'origine du patrimoine, le passif), puis les biens (3), les dettes à recevoir (4) et la monnaie disponible (5), (3, 4 et 5 étant le patrimoine juridique l'actif) et enfin les consommations (6) et les activités (7), (6 et 7 étant le compte de résultat). Dans le logiciel Compt'in nous avons programmé un schéma du bilan et un schéma du compte de résultat calculés à partir de nos sept éléments.

Le plan comptable officiel a lui aussi 7 classes, mais qui hélas ! ne correspondent pas à nos 7 éléments. La situation nette n'est pas à elle seule une classe, la classe 1, alors qu'il s'agit de l'information la plus importante, la première à mettre en évidence, dans un bilan. Voilà un défaut majeur du plan comptable actuel. Les biens se partagent entre les classes 2 et 3. La classe 4 cumule aussi bien des

dettes à recevoir que des dettes à payer. La classe 5 ne se limite pas à la seule monnaie disponible et cumule certains placements qui en réalité sont des dettes à recevoir, peut-être dans des délais quasi immédiats, mais néanmoins des dettes à recevoir. Seules la classe 6, les charges, est strictement équivalente à nos consommations et la classe 7, les produits, à nos activités.

Comme nous n'allons pas nous battre contre ce plan comptable officiel, tout le monde sait que changer une virgule de ce plan est une révolution, c'est bien lui l'officiel qui apparaît dans le logiciel Compt'in. Nous avons pu le faire passer dans une moulinette du programme pour le regrouper dans nos propres 7 éléments. Ce regroupement du plan comptable traditionnel dans la nouvelle ventilation de nos sept éléments prouve la conformité de notre proposition avec la pratique traditionnelle.

### **Le logiciel Compt'in et le bilan d'ouverture**

Revenons à notre bilan d'ouverture, la base, la première pierre, l'essentiel, pour comprendre logiquement la comptabilité. Vous n'oubliez pas le bilan de départ de notre jeune homme, l'un avec 70 € à l'actif et la même somme au passif avec un résultat de 106 € et l'autre avec un actif et un passif égal à zéro avec un résultat de 99 €. Dans Compt'in le bouton "Créer le premier bilan d'ouverture" affiche tout simplement les comptes traditionnels du patrimoine juridique, l'actif et de son origine le passif. Il suffit de les remplir avec la possibilité de corriger un montant si l'on a fait une erreur. Si le montant doit être négatif ou si, inversement il semble anormal qu'il le soit, un message le signale. Nous n'avons pas besoin des débits et des crédits, les écritures complexes et difficiles à comprendre du journal des reports à nouveau de la tradition comptable.

Les dettes à recevoir et la monnaie disponible dans le patrimoine juridique et les dettes à payer dans l'origine du patrimoine sont des données précises. Il suffit de ne pas les oublier. La valorisation des biens du patrimoine juridique est plus délicate à établir. Pratiquement retenir ce qui est vendable et estimer cette valeur de

vente d'une manière la plus réaliste possible. Estimer les stocks de marchandises sur leur prix d'achat et non sur leur prix de vente car il ne faut pas anticiper l'éventuel futur bénéfice. Nous sommes sur une photo de départ et sur cette photo on ne peut encore voir ce qui se passera demain. Si le bien n'est pratiquement pas vendable mais est indispensable pour poursuivre l'activité il faut le noter pour son prix d'acquisition diminué de son usure. Il s'agit du seul principe comptable digne d'intérêt, le principe de continuité. Les autres principes à savoir prudence, régularité et sincérité nous semblent aller de soi. On peut se demander pourquoi ces trois principes, explicitement indiqués dans le Plan Comptable Général, sont souvent reportés dans les premières pages des résultats comptables d'une entreprise. Nous espérons, pour l'honneur de la profession comptable, que cette prudence, régularité et sincérité vont de soi. Nous ne demandons pas à notre médecin de les répéter à chaque consultation.

Pour une entreprise tenant déjà sa comptabilité il suffit de reporter en bilan d'ouverture le bilan qui clôturait la période précédente. Une simple transposition et toujours sans débits ni crédits. Ce travail n'est à faire qu'une seule fois, lors de la première mise en route du logiciel. Pour les exercices suivants le report est automatique. En fin de période, le 31 décembre par exemple si l'exercice coïncide avec l'année civile, la photo du patrimoine ce 31 décembre à minuit est la même que la photo du premier janvier à zéro heures de l'année suivante. Tous les éléments étant présents dans les fichiers, le logiciel reporte automatiquement le bilan de clôture en bilan d'ouverture.

### **La saisie des écritures**

Nous allons maintenant aborder l'enregistrement des événements qui viendront modifier ce bilan. Voilà la phrase essentielle pour comprendre la comptabilité. Les recettes étant souvent confondues avec les produits et les dépenses avec les charges, nous avons tendance à privilégier le compte de résultat et à oublier les événements qui ne concernent que le bilan. Certains auteurs,



voulant comprendre le pourquoi de la partie double des comptables, se posent la question de savoir lequel des deux documents, le bilan et le compte de résultat, est le premier, le plus important. Nous pouvons donner la réponse en disant que c'est le bilan et pour la raison suivante. Si un événement engendre un résultat et que cet événement est seulement enregistré dans un bilan nous avons un résultat, sans doute difficile à interpréter, mais néanmoins un résultat qui modifie la situation nette. Nous conservons la description du patrimoine juridique, l'actif, et de son origine, le passif. Un événement enregistré seulement dans un compte de résultat explique mieux le résultat issu de l'événement mais nous avons perdu le bilan.

Revenons à la phrase essentielle. Quelle conséquence un événement a-t-il sur le bilan ? Nous découvrirons qu'un grand nombre de recettes et de dépenses n'ont aucune influence sur l'essentiel, le résultat. Autrement dit, un grand nombre de recettes et de dépenses conservent l'égalité du patrimoine juridique, l'actif, avec son origine, le passif.

Les comptables appellent l'enregistrement des événements, la saisie des écritures.

Nous avons au départ l'équation :  $\text{Actif} = \text{Passif}$  que nous pouvons décomposer dans ses cinq éléments :

$\text{Biens} + \text{Dettes à Recevoir} + \text{Monnaie Disponible} = \text{Situation Nette} + \text{Dettes à Payer}$

que nous pouvons noter d'une manière plus rapide dans la formule :

$$\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD} = \text{SN} + \text{DAP}.$$

Nous emploierons indifféremment l'une ou l'autre de ces trois formules équivalentes.

Nous avons quatre éléments établis à partir de la réalité de l'entité : les biens (BIENS), les dettes à recevoir (DAR) la monnaie disponible (MD) et les dettes à payer (DAP) et un élément calculé, la situation nette (SN) par la formule :  $\text{SN} = (\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD}) - \text{DAP}$ . Nous ne dépasserons jamais le niveau mathématique d'une manipulation élémentaire de cette équation.

L'enregistrement d'un événement modifie obligatoirement au moins deux éléments de cette équation sinon nous n'aurions plus l'égalité. Voilà pourquoi l'on parle de "partie double". Cette expression n'est pas correcte car elle laisse entendre que l'on enregistre la même chose deux fois comme si l'on avait peur de se tromper si on l'enregistrait une seule fois. Nous avons vu cette explication des débits et des crédits de la partie double dans un ouvrage écrit par un économiste et destiné à des étudiants. L'enregistrement n'est pas toujours "double". Il peut être triple comme par exemple l'enregistrement d'une facture. Cette facture comporte une dette à payer au fournisseur (DAP), une consommation notée hors taxes (CONS) et la TVA, une dette à recevoir de l'Etat (DAR). Un enregistrement peut même être quadruple si l'on ajoute un avoir dans cette facture. Une fois de plus, la seule égalité des valeurs absolues des débits et des crédits définie comme étant "une partie double", entraîne des confusions qui rendent la comptabilité incompréhensible. La seule idée à retenir est la suivante. L'enregistrement ne peut être "simple", une seule fois, car l'on détruirait l'égalité de l'équation.

Revenons à l'enregistrement des événements dans notre première équation  $SN = (BIENS + DAR + MD) - DAP$ . Certains événements modifient deux ou trois des éléments indiqués entre parenthèses (biens, dettes à recevoir, monnaie disponible) avec des valeurs positives et négatives. Ces valeurs doivent nécessairement s'annuler sinon l'égalité de l'équation n'est plus respectée. D'autres événements modifient le total de la partie droite, et modifient également la partie gauche, la situation nette (SN). L'égalité de l'équation est encore respectée. Ce deuxième groupe d'événements exprime un résultat, un résultat positif, un bénéfice ou un résultat négatif, une perte et ce résultat modifie la situation nette (SN). Si nous nous contentons de la variation de cette situation nette (SN), nous tenons une véritable comptabilité mais nous perdons un tas d'informations très utiles pour la gestion de notre entité. Nous allons ajouter une notion qui n'existe pas encore, le temps. Notre bilan est une photo, un instantané, mais la succession de chaque

photo, suite à l'enregistrement de chaque événement, devient un film et un film se déroule dans le temps.

### **L'exercice comptable**

Nous allons découper le temps en périodes, l'exercice disent les comptables, généralement égales à une année civile, mais sur un plan théorique cette période peut prendre n'importe quelle durée. Puis, durant cette période, nous décidons de ne plus toucher à la situation nette (SN). Durant l'exercice nous allons enregistrer, non pas le résultat lui-même, positif ou négatif, mais d'une part les événements qui concourent à un résultat positif, les activités (ACTI), et d'autre part les événements qui diminuent ces activités : les consommations (CONS). Les comptables appellent ces activités (ACTI) des produits et ces consommations (CONS) des charges. Nous n'employons pas les mots recettes et dépenses.

### **L'enregistrement des événements**

Ce découpage en périodes nous permet d'étendre progressivement notre formule de la manière suivante. Nous partons de l'équation  $SN = (BIENS + DAR + MD) - DAP$  puis nous l'inversons afin qu'elle soit dans le même ordre que le bilan traditionnel, avec le patrimoine juridique à gauche et son origine à droite.

$$BIENS + DAR + MD = DAP + SN \quad \text{équivalent au bilan,}$$

$$\text{Actif} = \text{Passif.}$$

Ayant décidé de ne plus toucher à la situation nette (SN) durant la période nous ajoutons l'élément susceptible de modifier cette situation nette, le résultat.

$$BIENS + DAR + MD = DAP + SN + \text{résultat}$$

Avec une telle formule le bilan est toujours équilibré. L'enregistrement d'un événement a modifié un ou plusieurs des éléments BIENS, DAR, MD, DAP ainsi que le résultat dans l'égalité de l'équation. Si l'on ajoute immédiatement ce résultat, qui n'est pas un événement mais le résultat issu de l'événement, à la

situation nette SN, il est évident que l'on rééquilibre automatiquement le bilan. (Actif = Passif). Si l'enregistrement est fait avec les débits et les crédits, l'égalité des seules valeurs absolues des débits et des crédits, comme si cet événement était lui aussi équilibré, renforce l'idée d'un équilibre permanent. Voilà sans doute la raison pour laquelle la science économique affirme que la situation d'une entreprise est toujours équilibrée. Nous retrouverons cette erreur dans la comptabilité nationale.

Le résultat étant la différence entre les activités (ACTI) et les consommations (CONS) on remplace ce résultat par son égalité : résultat = ACTI – CONS. La formule devient :

$$\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD} = \text{DAP} + \text{SN} + (\text{ACTI} - \text{CONS})$$

Rien n'interdit de faire passer les consommations (CONS) de l'autre côté du signe égal en inversant le signe de négatif en positif :

$$(\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD}) + \text{CONS} = (\text{SN} + \text{DAP}) + \text{ACTI}.$$

Cette inversion est importante car ayant les activités d'un côté du signe égal, à droite, et les consommations de l'autre côté, à gauche, toutes les deux avec des valeurs positives, alors qu'intuitivement les activités sont positives et les consommations sont négatives comme dans la formule précédente, le résultat engendré par l'événement n'est plus directement visible. Tant que ce résultat n'est pas isolé par une manipulation de l'équation avec des consommations redevenues négatives, la comptabilité enregistre mais cache un déséquilibre, le résultat.

Les comptables appellent notre patrimoine juridique (BIENS + DAR + MD) l'Actif, les consommations de la période (CONS), les charges, l'origine du patrimoine (SN + DAP) le passif et les activités toujours de la même période (ACTI) les produits. La formule précédente est strictement égale à celle des comptables

$$\text{Actif} + \text{Charges} = \text{Passif} + \text{Produits}.$$

Cette formule donne, elle aussi, l'illusion d'un "équilibre permanent" grâce aux charges inscrites positivement à gauche du signe égal.

Si, en fin de période, nous souhaitons connaître le résultat il suffit de transformer les formules de la manière suivante :

$$(\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD}) - (\text{SN} + \text{DAP}) = \text{ACTI} - \text{CONS} = \text{résultat}$$

$$\text{ou Actif} - \text{Passif} = \text{Produits} - \text{Charges} = \text{résultat}$$

La période étant terminée le film,

$$\text{Produits (ACTI)} - \text{Charges (CONS)} = \text{résultat}$$

peut disparaître mais reste très utile pour comprendre ce qui s'est passé durant cette période. Ce film raconte l'histoire des événements, sous l'angle des activités et des consommations, ayant engendré le résultat constaté. Il reste la photo de fin d'exercice dans laquelle il suffit d'ajouter le résultat à la situation nette (SN + résultat) pour repartir avec un nouveau bilan de départ :

$$\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD} = \text{SN} + \text{DAP}$$

$$\text{Ou Actif} = \text{Passif}$$

La situation nette (SN) présentée comme étant stable au départ peut varier pendant l'exercice. Par exemple, la société émet de nouvelles actions ou l'artisan ou le commerçant retire ou ajoute de l'argent dans sa caisse ou sur le compte bancaire de son entreprise. C'est comme si le bilan de départ était modifié.

### **Les différents événements à enregistrer**

Afin de mieux comprendre la pratique des comptables, nous pouvons grouper les événements enregistrés en deux ensembles. Nous appellerons le premier ensemble les écritures courantes de l'exercice, les ventes, les achats, tous les encaissements ou règlements de charges, de produits, de dettes, les salaires, les impôts, etc., et le second les écritures d'inventaire. Si l'événement et son règlement sont concomitants on peut se contenter d'enregistrer directement le règlement et sa destination. Cette contraction de l'événement et de son règlement est la manière de faire la plus courante du citoyen. Il est difficile de sortir d'un

supermarché sans régler immédiatement ses achats. La monnaie disponible est cette invention géniale qui, permet d'effacer les dettes sur-le-champ. Elle donne l'illusion de pouvoir mesurer l'économie avec les recettes et les dépenses. Pour comprendre la comptabilité il est préférable de partir du cas inverse. L'événement et son règlement ne sont pas simultanés. Dans ce cas, il faut enregistrer l'événement quand il est effectif, quand il a une réalité juridique, quelle que soit la date de son règlement.

Ces écritures courantes, réglées ou non réglées sur-le-champ, ont la particularité d'enregistrer des événements qui sont toujours en relation avec un tiers chez lequel on peut retrouver la trace du même événement. Certains économistes, au nom de leur théorie des "flux" et autre "équilibre général", voudraient que la comptabilité se limite à l'enregistrement de ce premier ensemble. Il n'en est rien. Le deuxième groupe d'événements même s'il n'a aucune relation avec les tiers est aussi important. Il faut mesurer l'usure du patrimoine durant l'exercice, faire un inventaire exact des stocks, annuler les dettes à recevoir qui ne seront jamais payées, prévoir une dette fort probable même si le tiers concerné ne l'a pas encore fait savoir, etc. Ce deuxième groupe d'écritures est souvent enregistré en fin d'exercice lorsque l'on souhaite connaître son résultat définitif. Il s'agit des écritures d'inventaire et notre logiciel Compt'in propose un menu particulier, dénommé opérations d'inventaire, pour l'enregistrement de ces écritures. Nous reviendrons sur l'importance de ces écritures d'inventaire mal comprises par les économistes.

Avec le bilan de clôture qui devient le nouveau bilan d'ouverture et après avoir ajouté le résultat à la situation nette (SN), la boucle est bouclée. Pour tenir toute notre comptabilité il suffit d'enregistrer tous les événements, aussi bien les écritures courantes de l'exercice que les écritures d'inventaire dans la formule :

$$(\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD}) + \text{CONS} = (\text{SN} + \text{DAP}) + \text{ACTI},$$

équivalente à

$$\text{Actif} + \text{Charges} = \text{Passif} + \text{Produits}.$$

La tradition appelle le respect de l'égalité de cette équation la "partie double". Cette partie double ne connaît que des valeurs absolues, traitées comme étant des valeurs positives. Avec notre équation les valeurs négatives restent négatives. Si l'événement intéresse un seul côté du signe égal, il est enregistré avec une ou plusieurs valeurs positives et une ou plusieurs valeurs négatives. L'addition des deux groupes doit s'annuler pour conserver l'égalité de l'équation. Si l'événement intéresse les deux côtés du signe égal, la valeur des éléments d'un côté est forcément égale à la valeur des éléments de l'autre côté. En résumé, et quel que soit l'événement, il suffit de respecter l'égalité de l'équation, mais pour respecter l'équation il faut conserver les vraies valeurs, positives ou négatives.

C'est la formule  $\text{Actif} + \text{Charges} = \text{Passif} + \text{Produits}$  qui apparaît dans le logiciel Compt'in pendant la saisie de l'événement. Tant que l'égalité arithmétique n'est pas respectée, il est impossible d'enregistrer l'opération.

### **La saisie logique du logiciel Compt'in**

Le respect de l'équation est dénommé "saisie logique" dans le logiciel Compt'in avec une aide, une assistance quasi totale, pour éviter de faire des erreurs. Il est inutile d'expliquer ici le détail de cette assistance. Il suffit de manipuler le logiciel pour comprendre cette logique. Une somme enregistrée augmente (valeur positive) ou diminue (valeur négative) le solde du compte que l'on est en train de servir. Si vous enregistrez une vente les trois valeurs sont positives. La première augmente la dette à recevoir (+DAR) du client, la seconde les activités (+ACTI), la troisième la TVA due à l'Etat (+DAP). Le règlement du client diminue sa dette à recevoir (-DAR) et l'encaissement de son chèque augmente la monnaie disponible du compte bancaire (+MD). Une valeur est négative, l'autre positive, mais étant du même côté du signe égal elles s'annulent ce qui respecte l'égalité de l'équation. La facture d'un fournisseur augmente la dette à payer à ce fournisseur (+DAP), les consommations (+CONS) et la TVA déductible sur achats

(+DAR). Les trois valeurs sont positives. Le chèque expédié à ce fournisseur diminue votre compte bancaire (-MD) et diminue également la dette à payer (-DAP) à ce fournisseur. Les deux valeurs de chaque côté du signe égal sont négatives.

Ce dernier exemple, les deux valeurs négatives du règlement de notre dette à un fournisseur, est intéressant. Il est dangereux d'aller dans la comptabilité de ce fournisseur pour tenter d'expliquer les débits et les crédits. Apparemment, le crédit de notre banque correspond à un débit pour la banque de notre fournisseur et le débit de notre compte fournisseur à un crédit de notre compte chez lui. Les débits et les crédits cachent les vraies valeurs relatives avec leurs signes et donnent l'illusion d'une symétrie. Un débit pour un crédit et un crédit pour un débit. Dans notre saisie logique le règlement de notre fournisseur, qui diminue notre banque et notre dette due à ce fournisseur, est enregistré avec deux valeurs négatives. Chez notre fournisseur pour lequel nous sommes un client une valeur est positive, notre chèque, elle augmente son compte bancaire et l'autre valeur est négative elle diminue notre dette à son égard. La symétrie des signes ( moins - et moins - de celui qui règle sa dette et plus + et moins - de celui qui reçoit le règlement) a disparu, on ne peut plus les relier. Cette erreur traditionnelle, souvent développée pour tenter d'expliquer les débits et les crédits et plus encore pour illustrer la théorie des flux, embrouille nos étudiants et engage les économistes sur une fausse piste.

Revenons à un dernier exemple qui n'est pas une écriture courante de l'exercice mais une écriture d'inventaire. L'usure de votre patrimoine juridique diminue la valeur de ce patrimoine (-BIENS) et augmente les consommations (+CONS). Une valeur est négative et l'autre positive. Etc. Tous, absolument tous les événements peuvent être enregistrés dans la logique arithmétique de l'équation, car il suffit de rappeler, avec nos excuses pour cette évidence, qu'une augmentation est une valeur positive et une diminution une valeur négative.

Que deviennent les débits et les crédits dans toute cette histoire ? Vous avez sans doute oublié notre astuce arithmétique. Elle permet



d'avoir l'égalité en valeur absolue et seulement en valeur absolue des sommes écrites à la gauche (débit) et à la droite (crédit) des comptes à condition d'avoir décidé qu'à gauche de l'équation, la gauche de la gauche enregistre les valeurs positives, et la droite de cette gauche les valeurs négatives. Inversement à droite de l'équation, la droite de la droite enregistre les valeurs positives, et la gauche de cette droite les valeurs négatives. Ouf ! Nous avons là la seule définition des débits et des crédits. Une curiosité arithmétique, suite à l'inversion décrite précédemment, avec des valeurs traitées comme si elles étaient toujours positives. Depuis plus de 400 ans, personne n'avait pensé remplacer cette curiosité par la logique des signes arithmétiques positifs et négatifs directement compréhensible.

### **La saisie débits/crédits traditionnelle**

Les débits et les crédits aboutissant au même résultat, nous nous sommes amusés à les programmer dans le logiciel Compt'in. Il suffit, sans rien dire au comptable, de transformer la valeur absolue en valeur relative avec son signe, pour donner l'illusion qu'il enregistre sa comptabilité selon la méthode traditionnelle. Il convient ensuite, toujours dans le programme, de savoir les placer à gauche (débit) ou à droite (crédit) puis de temps en temps de les additionner en valeur absolue pour retrouver la présentation traditionnelle. Certains comptables, connaissant notre logiciel, sont persuadés du contraire. Ils pensent que nos valeurs arithmétiques sont des astuces destinées au profane. Pour eux, le logiciel ne peut traiter, dans son fonctionnement interne, que des débits et des crédits. Il est difficile de changer ses habitudes. Nous demandons à ces comptables, accrochés à leurs débits et crédits, de ne pas regarder les signes négatifs. Nous les conservons dans les journaux et dans les comptes car la présence de ces signes permet au profane de comprendre directement pourquoi la somme enregistrée a augmenté (valeur positive) ou diminué (valeur négative) le compte sans se soucier de la colonne gauche débit, ou droite, crédit.

La pratique comptable utilise parfois les signes négatifs mais d'une manière qui n'a rien à voir avec nos connaissances arithmétiques. Le solde débiteur d'un compte est souvent noté sans signe, comme s'il était positif. Inversement les soldes créditeurs sont notés avec le signe négatif - quelle que soit sa véritable valeur arithmétique. Cette pratique rend la comptabilité encore plus incompréhensible. Nous l'avons utilisée dans le menu fiscalité du logiciel Compt'in car il fallait créer un fichier d'interface lisible par la quasi-totalité des logiciels qui éditent les états fiscaux. Il a donc fallu ajouter une moulinette à notre programme pour transformer nos valeurs arithmétiques logiques dans cette convention faussement arithmétique des débits et des crédits. Cette transformation réussie prouve, une fois de plus, que notre logique arithmétique est compatible avec l'ésotérisme des débits et des crédits.

## **Les conséquences d'une nouvelle théorie et pratique comptable**

**Un dernier rappel**

**Les indispensables écritures d'inventaire**

**L'ancienne et la nouvelle pratique comptable**

**L'analyse du logiciel Compt'in**

**Un nouvel enseignement de la comptabilité et de l'économie**

**La comptabilité et la gestion**

**La comptabilité analytique**

**La comptabilité budgétaire**



## Un dernier rappel

Nous avons terminé notre initiation théorique à la comptabilité. Nous reprendrons l'aspect pratique avec l'analyse du logiciel Compt'in. Nous savons également que si vous avez eu le courage de poursuivre la lecture de cette initiation vous n'êtes peut-être pas encore convaincu que vous avez là les bases essentielles de la comptabilité. La réduction de la comptabilité à la gestion des entrées et des sorties de monnaie disponible (MD), qu'il suffit de savoir compter d'où la confusion entre les deux verbes compter et comptabiliser, est tellement ancrée dans les esprits qu'il faut une fois de plus revenir sur le sujet.

A la place de l'égalité permanente mais incompréhensible des valeurs absolues des débits et des crédits nous proposons l'équation logique :

$BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + ACTI$ . Dans laquelle nous avons cinq éléments statiques, (BIENS, DAR, MD, SN et DAP), le bilan, et deux éléments dynamiques, (CONS et ACTI), le compte de résultat.

BIENS = Ensemble des biens corporels ou incorporels appartenant juridiquement à l'entité.

DAR = Dettes à Recevoir (y compris les placements d'argent).

MD = Monnaie disponible (placements exclus).

CONS = Les consommations de la période dénommées charges par les comptables.

SN = Situation Nette calculée par la formule :  $SN = (BIENS + DAR + MD) - DAP$ .

DAP = Dettes à payer ou encore origine du patrimoine juridique due à des tiers.

ACTI = Les activités de la période dénommées produits par les comptables.

Tous les comptes du plan comptable traditionnel trouvent leur place dans l'un ou l'autre de ces sept éléments, mais rien n'interdira

plus tard de proposer un nouveau plan comptable enfin rationnel, logique, directement compréhensible. Les sept classes actuelles du plan comptable général deviendraient les sept éléments de l'équation. Il suffit ensuite de proposer une ventilation plus ou moins détaillée de chaque élément.

L'objectif étant de savoir si nous avons un résultat positif (un bénéfice) ou négatif (une perte) il suffit de transformer l'équation pour calculer le déséquilibre, le résultat :

$$(\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD}) - (\text{SN} + \text{DAP}) = \text{ACTI} - \text{CONS} = \text{Résultat}$$

Ou dans le langage des comptables

$$\text{Actif} - \text{Passif} = \text{Produits} - \text{Charges} = \text{Résultat}$$

Revenons à la première équation :

$$\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD} + \text{CONS} = \text{SN} + \text{DAP} + \text{ACTI},$$

Nous constatons qu'un grand nombre d'événements peuvent intervenir sur la monnaie disponible (MD) sans avoir aucune influence sur le résultat, par exemple :

Le capital social d'une société ou l'argent mis par un particulier dans son entreprise augmente la monnaie disponible (+MD) et la situation nette (+SN) sans influence sur le résultat. Pour le comprendre, il faut revenir sur les formules qui donnent le résultat. Nous avons une valeur positive (+MD) et une négative (-SN). Les deux valeurs s'annulent ce qui ne change pas le résultat. Il en est de même pour les exemples suivants. L'encaissement d'une dette à recevoir diminue cette dette (-DAR) et augmente la monnaie disponible (+MD) sans influence sur le résultat. L'achat d'un bien (+BIENS) réglé par un chèque (-MD) n'a toujours pas d'influence sur le résultat. Il en est de même d'une dette à payer (-DAP) réglée par un chèque (-MD). Etc. Dans ces exemples les activités (ACTI) ou les consommations (CONS) de la période n'interviennent jamais.

Inversement des événements peuvent ne pas toucher à la monnaie disponible (MD) mais augmenter ou diminuer le résultat. Une

activité (+ACTI) non encore réglée par un client (+DAR) augmente le résultat. Une consommation (+CONS) également non réglée à un fournisseur (+DAP) diminue le résultat. L'usure (ou perte de valeur quelle qu'en soit la cause) d'un bien (-BIENS) du patrimoine juridique est une augmentation des consommations (+CONS) qui diminue le résultat sans toucher à la monnaie disponible (MD). Il en est de même de la diminution ou de la suppression d'une dette à recevoir (-DAR) qui augmente les consommations (+CONS) lorsque l'on sait que la personne qui doit cette dette ne pourra pas la régler, etc. Dans ces exemples les activités (ACTI) ou les consommations (CONS) interviennent toujours, ce qui est logique car l'on peut calculer un résultat par la seule deuxième partie de l'équation :  $\text{Résultat} = \text{ACTI} - \text{CONS}$  dans laquelle la monnaie disponible (MD) n'existe pas.

Revenons à l'histoire de la monnaie et à nos marchands de la Renaissance. L'humanité a inventé notre bilan primitif, celui qui enregistre au moins les dettes réciproques, avant d'avoir inventé la monnaie disponible (MD). Cette innovation géniale permet de régler sur-le-champ les dettes réciproques. Nous n'avons plus besoin du bilan primitif. Ce bilan, essentiel pour comprendre la comptabilité, disparaît. Tous les échanges des plus modestes aux plus importants laissent une trace rigoureuse, un montant exact d'unités et toujours égal entre la recette de l'un et la dépense de l'autre. De plus l'information est toujours vérifiable car l'on doit retrouver la même valeur chez les deux partenaires. Ces flux de monnaie disponible ont donné l'illusion de pouvoir mesurer l'économie. On retrouve cette illusion dans des formules hautement mathématiques de certaines théories économiques.

La difficulté de justifier la valeur de cette monnaie disponible faisait que de temps en temps elle disparaissait elle aussi. Le symbole n'avait plus de valeur reconnue. Elle était remplacée par de véritables BIENS (des pièces en métal précieux par exemple) que les économistes encore aujourd'hui présentent, lorsqu'ils écrivent l'histoire de la monnaie, comme étant une "bonne monnaie". Il faudra un jour corriger cette erreur et comprendre

qu'utiliser des pièces d'or ou d'argent pour régler une dette s'appelle un troc.

C'est faute d'avoir une "mauvaise monnaie" fiable c'est-à-dire une monnaie disponible comme celle de notre relevé bancaire, que les marchands de la Renaissance ont réinventé la comptabilité. Elle leur permettait de réduire la masse de monnaie, bonne ou mauvaise, pour régler leurs dettes réciproques. C'est l'histoire de nos trois marchands Martini, Durand et Dupont confirmée par le chapitre de notre comptable de la Renaissance Pierre de Savone. Dans ce chapitre il explique comment nos marchands se rencontraient avec leurs livres comptables sous le bras pour compenser leurs dettes. La manœuvre n'était pas simple.

Aujourd'hui nous n'avons plus besoin de nous rencontrer et la manœuvre est d'une très grande simplicité. Quel que soit le moyen utilisé, chèques, virement, carte bancaire, etc., il suffit d'envoyer une information, voilà l'essentiel. Ne nous perdons pas dans le détail des moyens utilisés pour communiquer cette information. Cette information met à jour notre comptabilité si nous avons le courage de la tenir. Ce n'est même pas une nécessité. Elle met également à jour avec la même précision, la même exactitude, notre compte courant dans la comptabilité de la banque. Et voilà pourquoi cette information, cette monnaie disponible (MD), est fiable.

Cette redécouverte de la véritable comptabilité est maintenant largement utilisée par les entreprises mais hélas ! seulement par les entreprises (et surtout par les banques, nous le verrons ultérieurement) et ceci pour deux raisons. La première vient des valeurs absolues des débits et des crédits. Ces deux notions sont incompréhensibles. L'initiation à la comptabilité est réservée à ceux qui ont une bonne mémoire et en feront leur métier. Elle est exclue de la culture générale faute de pouvoir être enseignée d'une manière logique. La deuxième raison vient de la mise en place toute récente d'une véritable monnaie disponible enfin fiable grâce à la tenue comptable des banques. Monnaie et comptabilité sont intimement liés. La monnaie n'a pas de valeur sans la comptabilité. On aurait pu le découvrir depuis longtemps, et pourquoi pas depuis



500 ans. Il a fallu attendre 1971 pour qu'une dernière fable, la valeur du dollar indexée sur une certaine quantité d'or, disparaisse définitivement. Depuis cette date, certaines théories monétaires tentent encore de relier la monnaie dite de premier rang avec une certaine quantité d'or.

La monnaie disponible étant devenue fiable, le commun des mortels n'a pas besoin de tenir une véritable comptabilité mais en déduit malheureusement que la comptabilité est exclusivement réservée aux entreprises et certains ajoutent pour des raisons fiscales. En dehors de ce cas particulier il suffit de gérer les entrées et les sorties de cette monnaie disponible. Le plus grave est que les économistes font partie de ce commun des mortels et bâtissent leurs théories économiques à partir de cette erreur.

### **Les indispensables écritures d'inventaire**

Avant de terminer notre initiation à la comptabilité il faut revenir sur un problème très important et très mal compris par les économistes, les écritures d'inventaire. Nous avons déjà proposé un découpage de l'ensemble des événements en deux ensembles, les écritures courantes de l'exercice et les écritures d'inventaire. Le premier ensemble, les écritures courantes de l'exercice, ont la caractéristique d'être toujours en relation avec un tiers. Les écritures d'inventaire sont internes à l'entité et n'ont donc pas de relation, au moment où on les enregistre, avec un tiers.

Les écritures courantes peuvent encore être scindées en deux groupes, celles qui sont directement enregistrées à partir du règlement, la recette ou la dépense, et celles qui doivent d'abord être enregistrées comme étant une dette à payer ou à recevoir. Certains économistes estiment que le premier groupe des recettes et des dépenses est le seul à refléter la réalité de l'entreprise. On retrouve la théorie des flux avec l'évidente égalité de l'entrée avec la sortie. D'autres admettent la nécessité d'enregistrer une dette dès que cette dette a une réalité juridique. Mais comme ils sortent de la théorie des flux, cette comptabilité devient une sorte de comptabilité temporaire, une comptabilité d'engagement, d'autres

encore, par exemple Jean Fourastié dans son petit livre "La comptabilité" édition Que sais-je ? disent une comptabilité budgétaire car c'est toujours les recettes et les dépenses qui leur semblent être la véritable comptabilité. C'est encore une erreur car nous avons déjà vu avec notre ami Pierre de Savone que nous n'avons pas besoin de monnaie disponible pour effacer des dettes. C'est l'inverse qu'il faut admettre. Il est impératif d'enregistrer, dès qu'elle existe, la dette due par le client ou due au fournisseur ou à n'importe quel autre tiers. La seule et vraie comptabilité est celle qui enregistre les faits économiques dès qu'ils existent et indépendamment de leur règlement. Il faut évidemment enregistrer les règlements pour connaître en permanence le solde de notre monnaie disponible (MD). Cette monnaie disponible est un "bien" bizarre. Chacun souhaite en avoir le maximum et en même temps, s'il est bon gestionnaire, chacun veille à ce que le solde de cette monnaie, tout en restant positif, tende vers zéro. Inutile de laisser l'argent dormir.

Le deuxième groupe d'écritures comptables, les écritures d'inventaire, est encore plus mal compris par la plupart des économistes. Certains vont jusqu'à dire qu'il s'agit d'une manipulation en vue d'aboutir à un résultat décidé à l'avance. Rappelons de quoi il s'agit. Une entreprise a acheté une machine et a enregistré cet achat dans son bilan, dans les BIENS de son patrimoine juridique, l'actif. Que cette entreprise ait réglé ou non sa dette n'est pas un problème comptable mais un problème pour le fournisseur si l'échéance est trop lointaine. Cette machine s'use durant l'exercice. Un an après elle n'aura plus la même valeur. Il faut estimer cette usure qui diminue la valeur de la machine et augmente les consommations de l'exercice. Voilà, le mot est lâché, il faut estimer l'usure et nous n'avons plus de tiers concerné chez lequel on pourrait trouver l'équivalent de cette usure. Comme nous ne sommes plus, ni dans le marché, ni dans les recettes et les dépenses, cette estimation de l'usure semble très douteuse pour un grand nombre d'économistes. Certains pensent que cette estimation de l'usure doit se retrouver dans une trésorerie disponible pour faire de nouveaux investissements. Là encore il n'en est rien. Il n'y a

aucune relation directe entre la trésorerie en fin d'exercice et le montant des dotations aux amortissements mot comptable pour désigner l'enregistrement de cette usure. Certains enfin pensent qu'il s'agit d'une obligation fiscale, une règle arbitraire imposée par le fisc. Ceux-là confondent la limite imposée par le fisc aux entreprises qui voudraient surestimer l'usure en vue d'atténuer le bénéfice, et donc l'impôt sur ce bénéfice, avec ce qui devrait être une estimation la plus objective possible.

La variation des stocks fait également partie de ces écritures d'inventaire. Là encore personne n'est là pour vérifier que l'entreprise estime ses stocks le plus objectivement possible. Un dernier exemple est encore l'estimation d'une dette due par un tiers et qui risque de ne pas être réglée au moins en partie. Enfin certaines charges déjà enregistrées, qu'elles soient réglées ou non là n'est pas le problème, peuvent ne pas avoir pas été entièrement consommées. Il faut une fois de plus estimer la part non consommée et la transférer dans les BIENS du patrimoine juridique, l'actif. La même chose pour des activités, des produits, déjà enregistrés mais qui ne font pas partie de la période de l'exercice.

Toutes ces écritures, faites sous la seule responsabilité de l'entreprise, sont absolument indispensables pour calculer un résultat qui deviendra par la force des choses lui aussi un résultat estimé. Il n'existe aucun autre moyen pour calculer un bénéfice ou une perte. Or ce résultat est l'information la plus importante de la technique comptable. On comprend le fossé qui existe entre la science économique et la comptabilité lorsque ces économistes, sous prétexte qu'il s'agit d'estimations, refusent ce dernier maillon, les écritures d'inventaire, pour calculer un résultat. Le divorce est consommé.

Il faut revenir sur ces estimations et réaliser qu'elles ne sont que temporaires. Certes, un résultat est toujours un résultat approché, et l'on peut se demander ce que devient ce résultat avec le temps qui passe. Des erreurs involontaires ne vont-elles pas, d'année en année, se cumuler et donner une situation nette qui n'a plus rien à voir avec la réalité de l'entreprise ? Voilà un argument qui, s'il était

explicitement exprimé par les économistes, pourrait leur donner raison au moins en partie à leur refus de prendre ces écritures d'inventaire comme étant des données fiables d'où un résultat lui aussi fiable.

Il n'en est rien. Avec le temps, les erreurs éventuellement incluses dans les estimations des écritures d'inventaire finissent toujours par être corrigées. Prenons l'exemple des dotations aux amortissements, l'estimation de l'usure des biens qui diminue la valeur du patrimoine juridique, l'actif, pour augmenter les consommations de la période, les charges. Le bien amorti finit soit par disparaître, une valeur égale à zéro, soit par être vendu. Sa valeur égale à zéro ou donnée par la transaction du marché réajuste automatiquement les erreurs éventuelles des estimations des périodes antérieures. S'il a été trop amorti, la valeur de la vente ou l'impossibilité d'aller au-delà de sa valeur initiale augmente le résultat de cette dernière période du montant exact de la sous-estimation des résultats des périodes antérieures. S'il a été insuffisamment amorti, sa vente ou sa disparition diminue le résultat de cette dernière période toujours du montant exact des surestimations des résultats des périodes antérieures.

Il en est de même pour des stocks mal estimés. L'inventaire suivant a plus de chance de corriger l'erreur éventuelle de l'inventaire précédent que de l'amplifier. Les articles mal estimés ont sans doute été vendus. Leurs prix réels donnés par la vente réajustent automatiquement l'erreur précédente. S'ils ont été oubliés ou comptés deux fois il n'y a pas de raisons de refaire la même erreur au cours de l'inventaire suivant. Certaines entreprises peuvent systématiquement sous-estimer leurs stocks. Elles diminuent temporairement leurs impôts sur les bénéfices. Si l'entreprise est vendue, au meilleur prix possible y compris les stocks, le fisc pourra infliger à cette entreprise une sérieuse plus-value d'impôts car la vente des stocks corrigera automatiquement les sous-estimations précédentes.

Un conflit avec un tiers, dont on a une dette à recevoir et dont on a estimé qu'une partie ou la totalité ne sera jamais réglée, finit par trouver une solution. Soit le tiers a disparu soit il règle tout ou

partie de sa dette ce qui réajuste l'estimation précédente. Une dette à payer oubliée réapparaîtra dans les exercices suivants, etc. Il faut donc bien se mettre dans la tête que les éventuelles erreurs des estimations des écritures d'inventaire sont temporaires. Comme en plus elles sont indispensables pour connaître le résultat qui à son tour viendra réajuster l'information la plus importante du bilan, la situation nette, il faut que les économistes cessent de les mettre en doute. Il faut croire les comptables lorsqu'ils nous disent qu'ils sont "prudents, sincères et réguliers". Il peut y avoir des contre-exemples. Les dirigeants de la société américaine Enron, sans doute avec l'accord de leurs comptables, ont falsifié leur comptabilité probablement par de fausses écritures d'inventaire. Il suffisait de sous-estimer des amortissements, d'oublier des provisions pour dettes douteuses, d'enregistrer de fausses plus-values, etc., pour donner l'illusion d'énormes bénéfices. Il suffisait d'attendre pour que les faits réels, donc objectifs car en liaison avec des tiers, corrigent les fausses estimations antérieures.

Nous avons terminé notre initiation à la comptabilité. Il est possible de la résumer dans quelques phrases. Après avoir établi le bilan de départ, il faut et il suffit d'enregistrer les événements intéressant la vie économique de l'entité dans l'équation :

BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + ACTI,  
équivalente à celle des comptables :

$$\text{Actif} + \text{Charges} = \text{Passif} + \text{Produits}$$

Le respect de l'égalité de l'équation permet d'enregistrer d'une part les éléments statiques du patrimoine juridique, l'actif (BIENS + DAR + MD) et de l'origine de ce patrimoine, le passif (SN + DAP) et d'autre part les éléments dynamiques de la période les charges (CONS) et les produits (ACTI).

Une fois tous les événements de la période enregistrés, sans oublier les écritures d'inventaire, il suffit de séparer les éléments statiques des éléments dynamiques pour calculer le résultat.

$$(\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD}) - (\text{SN} + \text{DAP}) = \text{ACTI} - \text{CONS} = \text{Résultat.}$$

Ce résultat est le résultat des éléments dynamiques de la période écoulée, les activités et les consommations. Il devient un élément statique à ajouter à la situation nette pour avoir un nouveau bilan de départ :

$$\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD} = \text{SN} + \text{DAP} \text{ ou } \text{Actif} = \text{Passif.}$$

Ajoutons les charges (CONS) et les produits (ACTI) égaux à zéro en ce début de période à ce nouveau bilan de départ pour retrouver l'équation générale :

$$\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD} + \text{CONS} = \text{SN} + \text{DAP} + \text{ACTI}$$

Cette équation permet d'enregistrer les événements de la période suivante, etc.

Avons nous enfin découvert la théorie de la comptabilité ? Il était temps 500 ans après ses premiers balbutiements et 400 ans après la description presque achevée de la pratique de cette technique par notre comptable de la Renaissance, Pierre de Savone. Toute théorie doit être confirmée par l'expérimentation. Il suffit de se souvenir de l'astuce de l'arithmétique celle qui permet l'égalité en valeur absolue des sommes écrites à gauche ou à droite d'une équation à condition d'inverser les valeurs positives et négatives de chaque côté du signe égal. Voilà la seule définition des débits et des crédits. Cette pratique traditionnelle valide indirectement sans doute mais valide quand même notre théorie. Notre hypothèse devient une théorie confirmée par la pratique des comptables.

### **L'ancienne et la nouvelle pratique comptable**

Après la théorie, un peu de pratique. La découverte empirique de la pratique comptable au moment de la Renaissance a eu l'énorme inconvénient de proposer une démarche illogique, incompréhensible, l'égalité des débits et des crédits. Notre comptable de la Renaissance, Pierre de Savone, est fier, dans son introduction, de nous dire qu'il utilisait les "divines" mathématiques. En réalité il s'agit d'une découverte empirique mais cette découverte est extrêmement pratique. Un coup à gauche et un coup à droite du même montant, d'abord dans un journal et les

mêmes sommes toujours à gauche et à droite sur les comptes. Rien de plus facile à pratiquer avec en prime une vérification permanente grâce à l'égalité des valeurs absolues mais à condition d'avoir une bonne mémoire pour savoir choisir les comptes et de ne pas confondre sa gauche avec sa droite.

Déjà, un siècle avant Pierre de Savonne, vers la fin du XV<sup>ème</sup> siècle, Luca Pacioli le mathématicien italien, présentait la technique comptable des marchands de son époque comme étant une démarche mathématique. La traduction en français de son ouvrage, édité une première fois dans la "Summa" en 1494, est beaucoup plus facile à lire que celui de Pierre de Savone. Avec insistance, et même pédagogie, il donne une foule de conseils pratiques pour tenir les livres "en bon ordre" mais tous ses exemples se résument à des règles. Il faut enregistrer une première fois la somme au débit "main gauche" sur tel compte et la même somme au crédit "main droite" sur tel autre compte. Il explique très bien comment il faut clore le compte de pertes et profits mais n'explique pas pourquoi le débit de ce compte devient un crédit du compte capital et exprime un profit. Il faut oublier l'augmentation de la caisse par un débit et sa diminution par un crédit. Dans notre démarche, l'augmentation de la caisse et le profit sont deux valeurs positives, la diminution de la caisse et la perte deux valeurs négatives. Sa réputation d'excellent mathématicien a donné l'illusion que la comptabilité répondait à une démarche logique, mathématique.

Si nos précurseurs avaient découvert qu'il ne s'agissait que de valeurs absolues ils auraient peut-être découvert notre équation. Cette découverte n'aurait pas manqué de provoquer un sérieux trouble chez les comptables de leur époque. Au lieu d'acquérir des réflexes propres à chaque type d'enregistrement il aurait fallu, et il faut avec notre équation, découvrir le signe arithmétique de chaque montant. Nous avons déjà vu que les montants sont parfois tous positifs, parfois tous négatifs, parfois les uns positifs les autres négatifs, l'essentiel étant de respecter l'égalité de l'équation. La mémoire étant souvent une qualité mieux partagée que la réflexion logique, on comprend que la pratique traditionnelle des seules

valeurs absolues n'ait pas évoluée. Aujourd'hui encore on apprend et l'on pratique la comptabilité en enregistrant d'abord le journal avec l'égalité en valeur absolue des sommes écrites à gauche au débit et les mêmes montant à droite au crédit. A priori, l'élève ne peut pas savoir immédiatement si le montant introduit augmente, valeur positive ou diminue, valeur négative, le compte qu'il est en train de servir. Il lui faudra de longues années et une foule d'exercices pour mémoriser comment il doit débiter ou créditer tous les cas particuliers des écritures à enregistrer. Pire encore, s'il n'entretient pas sa mémoire par une pratique, il oubliera très vite ce qu'il a appris.

### **L'analyse du logiciel Compt'in**

L'arrivée de l'informatique permet d'apporter une assistance dans le choix du signe positif ou négatif du nombre introduit. Nous allons décrire, faire l'analyse comme disent les informaticiens, du programme Compt'in dont nous avons déjà parlé. Les programmeurs ont toujours eu du mal à écrire des logiciels de comptabilité, faute de comprendre la logique des débits et des crédits. Ils pourront s'inspirer de notre exemple pour écrire de nouveaux programmes.

Le premier fichier essentiel est le fichier des comptes. Le journal devient un sous-produit de la tenue comptable, une démarche inverse à la démarche traditionnelle. Un numéro conforme au plan comptable identifie chaque compte avec son libellé. Une rubrique l'affecte aux quatre parties fondamentales des comptes, l'actif, le passif, les charges ou les produits. Une autre rubrique facultative, l'affecte à nos sept découpages, SN (situation nette), DAP (dettes à payer), BIENS (l'ensemble des biens corporels et incorporels stocks compris), DAR (dettes à recevoir), MD (monnaie disponible), CONS (les consommations ou charges de la période) ACTI (les activités ou produits de la même période). Cette rubrique permet d'éditer des graphiques du bilan et du compte de résultat directement lisibles. On peut prévoir une dernière rubrique pour les comptes susceptibles de passer d'une dette à recevoir à une dette à



payer ou inversement si l'on tient à ce qu'ils apparaissent toujours positivement. Il suffit d'inverser tous les montants le concernant lorsque leur solde devient négatif. Un élément négatif d'un côté du signe égal change de signe et devient positif s'il passe de l'autre côté. Avec encore une fois nos excuses pour ce rappel mathématique élémentaire.

Les données comptables proprement dites sont les suivantes. Rappelons la nécessité d'un bilan de départ, nous en avons suffisamment parlé. La première astuce est de créer une rubrique particulière pour les soldes de départ. Cette rubrique reste à zéro pour les charges et les produits mais conserve en permanence la photo du bilan de départ indépendamment des événements qui viendront modifier en permanence ce bilan au cours de l'exercice. Déjà nous simplifions la mise en route d'une comptabilité. Il suffit de copier une seule fois ce premier bilan à partir du bilan qui clôturait la période précédente. Si l'entité tient pour la première fois sa comptabilité le problème est un peu plus compliqué mais fondamentalement le même. Il suffit de donner une valeur aux éléments du patrimoine juridique (BIENS, DAR, MD) avec lesquels on démarre sans oublier les dettes à payer (DAP). La différence est la situation nette (SN). Pour les bilans de départ des exercices suivants le transfert de l'exercice en cours sur l'exercice suivant est automatique. Ce transfert peut être temporaire si l'exercice en cours n'est pas terminé ou définitif si le logiciel détecte l'égalité des deux totaux de l'actif et du passif dans la mesure où le déséquilibre, le résultat a été affecté aux deux équations issues de l'équation générale, le compte de résultat ( $ACTI = CONS + \text{résultat}$ ) et le bilan :  $BIENS + DAR + MD = (SN + \text{résultat}) + DAP$

Les deux rubriques suivantes cumulent les traditionnels débits et crédits avec leurs valeurs relatives, positives ou négatives. Le test est élémentaire. Si le montant est positif et si le compte appartient à l'actif ou aux charges c'est un débit sinon un crédit. Inversement si le compte appartient au passif ou aux produits. Une troisième rubrique, le solde du compte, n'est pas obligatoire car elle peut toujours se calculer par la simple addition arithmétique des trois

rubriques précédentes. On peut ajouter une cinquième rubrique, le solde de l'exercice précédent, ce qui permet d'afficher un bilan et un compte de résultat avec les mêmes comptes de l'exercice précédent et de calculer les différences. Les autres rubriques sont facultatives. Par exemple nous avons ventilé les cumuls des débits et des crédits par mois ce qui permet d'afficher immédiatement les soldes mensuels. Nous avons également une rubrique un peu particulière mais un peu secrète. Il ne faut pas tout dévoiler. Cette rubrique se rapporte à un tableau qui en fonction de la nature de l'écriture à enregistrer : apporte les informations utiles pour l'enregistrement, sélectionne les comptes autorisés, corrige si nécessaire le signe arithmétique, rappelle automatiquement les comptes si l'on reste dans la même séquence d'écritures, etc.

Le deuxième fichier, le journal est purement séquentiel. Une de ses rubriques étant le numéro du compte auquel il se rattache, il conserve le détail des écritures qui ont mis à jour le cumul des débits et des crédits du compte. Cette liaison permet d'afficher écriture par écriture l'évolution d'un compte y compris le libellé de l'écriture. Ce libellé décrit l'événement enregistré. Ce fichier conserve également la date de l'écriture, si besoin la date de la pièce comptable, le code du journal automatique en fonction du menu de saisie choisi. Un code D ou C identique à gauche pour D ou droite pour C permet de lister ce journal d'une manière traditionnelle. Ce code n'est pas un retour à l'enregistrement traditionnel des débits et des crédits mais une déduction logique à l'envers. Si le montant de l'écriture est positif et s'il se rattache à un compte de l'actif ou des charges alors c'est un débit. Si le montant est négatif il s'agit d'un crédit. Inversement pour un compte du passif ou de produits.

On peut ajouter quelques rubriques supplémentaires comme la date d'échéance et le lettrage pour gérer la trésorerie des dettes dues par les clients ou dues aux fournisseurs. Ce lettrage permet également de faire les états de rapprochement bancaire. Enfin deux rubriques l'une pour l'affectation globale de l'écriture à une section analytique l'autre pour une ventilation entre plusieurs sections permettent de tenir une comptabilité analytique par sections.

Un troisième fichier dénommé budget identique aux charges et aux produits du fichier des comptes conserve les montants mensuels de l'année précédente, de l'année en cours ainsi que les prévisions toujours par mois de l'année en cours et de l'année suivante. Nous avons là les données suffisantes pour tenir une véritable comptabilité budgétaire.

Un dernier fichier très court conserve les données permanentes de chaque exercice comme les dates début et fin, la dernière date de saisie, le dernier numéro d'écriture, etc. Pour ne pas fatiguer le lecteur non informaticien nous n'allons pas poursuivre le détail de l'analyse de notre logiciel. Rien n'interdit aux informaticiens de prendre contact. C'est avec plaisir que nous leur dévoilerons nos petits secrets.

Avec un tel logiciel, la saisie comptable non seulement devient logique mais aide l'utilisateur à le devenir. Le profane doit d'abord oublier que la comptabilité ne se limite pas à l'enregistrement des recettes et des dépenses. Une fois ce gros obstacle surmonté, il a également du mal, au moins au début, à se souvenir qu'il faut d'abord appuyer sur la touche moins du clavier si le montant introduit doit être négatif. Il subit l'influence des économistes définissant la monnaie comme étant un bien et un bien n'est jamais négatif. Son relevé bancaire sur lequel on voit rarement un signe négatif devant les montants de la colonne des débits le conforte dans l'habitude de chiffres toujours positifs. Pour l'aider dans cette nouvelle logique le logiciel corrige automatiquement, mais avec un message pour le prévenir, les erreurs de signes.

Commençons par le début, il faut d'abord un plan comptable. Le logiciel Compt'in propose une série de plans comptables parmi lesquels l'utilisateur peut choisir celui qui lui semble le mieux adapté. Il peut également créer ses comptes avec un aide lui indiquant toujours la nature du compte qu'il est entrain de créer.

Une fois son plan comptable créé, toujours modifiable, un gros bouton sur l'écran lui rappelle la nécessité de créer son premier bilan d'ouverture. S'il n'a pas encore tous les éléments il peut commencer par les comptes dont il aura besoin comme le compte

bancaire, la caisse, les dettes dues par les clients, les dettes dues aux fournisseurs, etc. Même si ce bilan d'ouverture n'est pas terminé, l'utilisateur peut commencer à enregistrer les écritures courantes de l'exercice.

L'utilisateur commence par choisir un premier menu : factures clients, factures fournisseurs, trésorerie, opérations diverses, écritures d'inventaire. Ce premier choix détermine automatiquement le type de journal. L'utilisateur n'a pas besoin de savoir à priori ce qu'est un journal. Il les découvrira plus tard par un simple clic et le journal choisi se déroulera dans sa forme traditionnelle, les débits à gauche et les crédits à droite. Nous avons déjà expliqué comment un raisonnement logique permet de retrouver la présentation traditionnelle.

Après ce premier choix, un deuxième permet de mieux cerner l'événement à enregistrer. Par exemple le premier menu de trésorerie se subdivise en encaissements des dettes à recevoir des clients, en règlement des dettes dues aux fournisseurs, en encaissement direct d'une activité (un produit) en règlement direct d'une consommation (une charge) sans oublier la TVA sur ventes ou sur achats. Ce deuxième choix sélectionne les comptes concernés par l'événement à enregistrer. L'utilisateur pourra choisir dans une liste réduite aux seuls comptes autorisés. L'écran suivant permet la saisie des montants. Il se partage en quatre parties, en haut à gauche l'actif, en haut à droite le passif, en bas à gauche les charges, en bas à droite les produits. Les comptes prennent automatiquement leur place dans ces quatre parties fondamentales. Il s'agit d'une représentation de l'équation  $\text{Actif} + \text{Charges} = \text{Passif} + \text{Produits}$ , rappelée au bas de l'écran. Avec ces quatre parties l'utilisateur, s'il veut réfléchir, comprendra la différence entre les écritures qui augmentent ou diminuent le résultat et les écritures qui n'ont aucune influence sur ce résultat. Pour le premier groupe, il suffit de constater la présence d'un compte de produit en bas à droite pour augmenter le résultat ou d'un compte de charges en bas à gauche pour le diminuer. Si l'écriture se déroule exclusivement dans l'une ou dans les deux parties hautes du bilan, l'actif et le passif, cette écriture n'a aucune influence sur le résultat.

Chaque menu de saisie étant spécifique, le logiciel contrôle et rectifie le sens positif ou négatif du montant introduit. Il le fait automatiquement mais avec un message pour habituer l'utilisateur à réfléchir sur la logique du signe. A titre d'exemple l'enregistrement d'une vente augmente la dette due par le client, la TVA due à l'Etat et le compte de produit. Tous les montants sont positifs. Lorsque ce client règle sa dette le montant augmente positivement le compte bancaire mais diminue grâce au signe moins sa dette. L'enregistrement d'une facture d'un fournisseur est également positif, la dette due au fournisseur, la TVA récupérable et la consommation augmentent. Le règlement du fournisseur est deux fois négatif. Le chèque diminue la banque et diminue la dette due à ce fournisseur. Ce dernier exemple, pourtant élémentaire, piège souvent les usagers ayant subi un début d'initiation à la pratique traditionnelle. Si une écriture est négative l'autre devrait être positive à l'image d'un coup au débit et l'autre au crédit.

Ce découpage en menus spécialisés permet de corriger les signes positifs ou négatifs des écritures courantes décrites précédemment. Le logiciel Compt'in va plus loin. L'enregistrement des salaires, la compensation de la TVA, et même les écritures d'inventaire comme les dotations aux amortissements, les variations de stocks, les charges payées d'avance, sont contrôlées.

L'exemple de toutes ces écritures habitue l'utilisateur à raisonner et il trouvera de lui-même avec quels signes il faut enregistrer une écriture complexe. L'événement concernant au moins deux comptes, l'utilisateur commence par introduire ceux pour lesquels il est certain du signe. S'il doute pour l'un ou l'autre, tant que le logiciel n'aura pas vérifié l'égalité de l'équation  $\text{Actif} + \text{Charges} = \text{Passif} + \text{Produits}$ , l'événement ne pourra pas être enregistré. Il suffit d'inverser le signe pour lequel on avait un doute pour comprendre qu'il fallait augmenter ou diminuer le compte. Toutes, absolument toutes les écritures peuvent être enregistrées dans cette logique arithmétique. On peut définitivement abandonner les débits et les crédits pour la saisie des écritures mais les présenter dans la forme traditionnelle du journal ou d'une balance pour rassurer les comptables.

Nous n'allons pas nous attarder sur les autres fonctions proposées par le logiciel Compt'in. Il suffit de le télécharger à partir d'un site dont les références sont données à la fin de l'ouvrage pour le découvrir sans sa totalité. Sa manipulation propose une rupture avec une tradition qui dure depuis plus de 500 ans.

### **Un nouvel enseignement de la comptabilité et de l'économie**

La dernière phrase du chapitre précédent introduit ce nouveau chapitre consacré à l'enseignement de la comptabilité. Cela ne sera pas facile. Il faut d'abord former des professeurs. Ces professeurs sont souvent des praticiens qui, après leur pénible apprentissage et une longue pratique de leur technique, transmettent à leurs élèves les nombreuses règles à apprendre par cœur. Ces personnes ne sont pas prêtes à changer leurs habitudes. De plus, les critères des premiers examens sur lesquels on juge les élèves restent les éternels débits et crédits dans un journal. Dans notre démarche les débits et les crédits disparaissent et le journal devient un sous-produit de la technique comptable. C'est un profond bouleversement qu'il faudrait opérer sur les programmes et la nature des examens si l'on décide d'enseigner la comptabilité avec un minimum de logique. L'informatique peut être d'un grand secours. Il suffit d'utiliser des logiciels écrits avec la même logique que celle de notre programme. Ces logiciels peuvent aider les professeurs à découvrir la nouvelle manière d'enseigner la comptabilité.

Mieux encore, cette nouvelle manière d'enseigner la comptabilité peut être proposée à tous les élèves, et pas seulement à ceux qui se destinent à devenir des comptables. Cette comptabilité doit faire partie de notre culture générale. Au lieu de bourrer la tête de nos étudiants avec un fatras mathématique qui ne leur servira jamais dans la vie courante, on pourrait leur apprendre l'arithmétique de notre équation. Voilà une petite mathématique élémentaire mais très utile. Tous les citoyens ne sont pas appelés à devenir des chefs d'entreprises mais tous ont à gérer leurs propres affaires. Découvrir le bilan, la valeur de son patrimoine juridique comparé au total des

dettes à payer, pour en déduire sa situation nette, éviterait bien des drames de surendettement.

Les économistes profiteraient eux aussi de cette culture générale. Il faut savoir que la quasi totalité des étudiants en sciences économiques n'ont rien retenu des quelques cours d'initiation subis pendant les premières années de leurs études supérieures. Malgré tous les diplômes obtenus en sciences économiques, les plus modestes d'entre eux confessent leur ignorance de la comptabilité. Pour les autres, la comptabilité est une cuisine à bases de règles conventionnelles incompatibles avec la rigueur de leurs raisonnements hautement mathématiques.

Une fois cette nouvelle culture comptable assimilée, l'étude des phénomènes économiques peut être envisagée sous un jour entièrement nouveau, en particulier dans les trois domaines essentiels de la macro-économie, la monnaie, la comptabilité nationale et le budget de l'Etat. Nous laisserons de côté la micro-économie telle qu'elle est actuellement enseignée. Pour nous, la micro-économie n'est pas celle de l'individu consommateur avec ses courbes de préférence décrites avec un langage mathématique comme s'il n'avait pas plus de liberté que les masses décrites avec les lois de la physique ou les molécules dans une réaction chimique. La micro-économie est celle du citoyen producteur qui propose ses biens et ses services à des clients dans le cadre d'une économie de marché. Nous verrons que la comptabilité est toujours présente dans la gestion de cette économie de marché.

### **La comptabilité et la gestion**

La comptabilité et la gestion ne font qu'un car elles se déclinent dans les trois comptabilités générale, analytique et budgétaire. La comptabilité générale ventile les activités (les produits) et les consommations (les charges) par nature. Cette ventilation par nature, imposée par le plan comptable général comme étant une obligation rigide, permet une présentation homogène des comptes quelle que soit l'activité de l'entreprise. La comptabilité analytique reprend ces charges et ces produits pour les ventiler une seconde fois dans un modèle propre à l'entreprise. Le critère de cette

ventilation en sections est la destination de la charge ou du produit. La comptabilité budgétaire prévoit les charges et les produits de l'exercice et les compare avec celles qui sont effectivement réalisées.

### **La comptabilité analytique**

Le plus important en comptabilité analytique est de définir son modèle, c'est-à-dire la manière dont les charges et les produits seront ventilés une seconde fois. Il n'y a pas de modèle standard s'appliquant à toutes les entreprises. Une fois ce modèle établi, il suffit de s'intéresser à la seule équation ( $ACTI - CONS = \text{résultat}$ ) de l'équation générale. Quel que soit le modèle utilisé, on doit retrouver le même résultat. Inutile d'embrouiller l'élève avec des comptes réfléchis et des charges supplétives ou non incorporées. Nous n'avons plus besoin ni de la partie double, ni de l'équation générale  $BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + ACTI$ . Par opposition à cette partie double, la seule manipulation de l'équation ( $ACT - CONS = \text{résultat}$ ) est parfois dénommée partie simple. Cette partie simple se traite avec une arithmétique élémentaire directement compréhensible par le commun des mortels. Comparée à la partie double traditionnelle des débits et des crédits, cette partie simple souvent dénommée gestion donne l'impression d'être une technique qui n'a rien à voir avec la comptabilité générale. Cette dichotomie est souvent confirmée par les professeurs de gestion qui ignorent la comptabilité générale des débits et des crédits. Ils mettent dans la tête de leurs élèves que gestion et comptabilité sont deux domaines distincts. Il suffit de transformer l'équation générale  $BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + ACTI$  dans ses deux parties  $(BIENS + DAR + MD) - (SN + DAP) = \text{résultat}$  et  $ACTI - CONS = \text{résultat}$ , pour comprendre que la partie simple de la comptabilité analytique est la deuxième partie ( $ACTI - CONS = \text{résultat}$ ) de l'équation générale, ventilée par destination et non plus par nature.

### **La comptabilité budgétaire**



La comptabilité budgétaire donne l'impression de pouvoir se traiter, elle aussi, en partie simple car, à priori, il suffit de prévoir pour l'exercice suivant son résultat avec la même équation ( $ACTI - CONS = \text{résultat}$ ). Le problème est plus complexe car nous verrons que nous sommes obligés de reprendre tous les éléments de l'équation générale. Mais comme cette reprise des éléments du bilan (BIENS, DAR, MD, SN et DAP) peut se pratiquer sans faire appel aux débits et crédits de la partie double, la comptabilité budgétaire est souvent présentée, elle aussi, comme étant distincte de la comptabilité générale. Une deuxième erreur encore plus grave est de confondre les futures activités (les produits) avec les recettes et les futures consommations (les charges) avec les dépenses et d'en déduire qu'il suffit de faire un budget, une prévision de trésorerie.

La démarche budgétaire est la suivante. Reprenons l'équation générale  $BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + ACTI$  transformée dans ses deux équations :  $(BIENS + DAR + MD) - (SN + DAP) = \text{résultat}$  et  $ACTI - CONS = \text{résultat}$ . L'objectif principal est de prévoir le résultat et dans un premier temps nous pouvons nous contenter de la deuxième partie de l'équation,  $\text{résultat} = ACTI - CONS$ . Une entreprise commence par prévoir son chiffre d'affaires (ses ACTIVITES ou produits) pour l'année suivante. Elle approfondit son étude de marché et en déduit qu'elle devrait pouvoir, nous sommes dans des prévisions, atteindre tel chiffre d'affaires. Pour réaliser cette activité a-t-elle, les bâtiments, les machines, les moyens de transports, etc., suffisants ? Autrement dit les BIENS de son patrimoine juridique, l'actif, sont-ils compatibles avec ses objectifs de production. Nous sommes obligés d'abandonner notre équation ( $ACTI - CONS = \text{résultat}$ ) et de nous intéresser aux BIENS de l'équation générale. Il s'agit du budget d'investissement, la deuxième démarche d'une prévision budgétaire, après les prévisions des activités.

Une fois ce budget d'investissement réalisé revenons à notre budget d'exploitation  $ACTI - CONS = \text{résultat}$ . Nous avons nos activités, les produits, prévoyons nos consommations, les charges. Les consommations courantes de l'exercice, c'est-à-dire celles qui se

consommement entièrement pendant la même période que celle des activités sont toutes, sauf une, nous verrons laquelle, relativement faciles à prévoir. Il s'agit des matières premières sans oublier la variation des stocks et de ce que l'on dénomme couramment les frais généraux y compris évidemment les rémunérations brutes des salariés. Comme ces consommations dépendent de la nature des activités nous n'allons pas entrer dans le détail de ces consommations courantes. A ces consommations courantes il faut ajouter l'usure des BIENS du patrimoine juridique. Grâce au budget d'investissement nous avons tous les éléments pour savoir quel sera l'état des BIENS de notre patrimoine juridique et les dotations aux amortissements (CONS) correspondantes.

Les prévisions de consommations, nécessaires pour atteindre notre objectif de production, et que nous avons laissées de côté sont les frais financiers. Pour les prévoir il faut établir un budget de trésorerie. Ce budget permet de prévoir sur des périodes courtes, le mois par exemple, si les encaissements des dettes à recevoir (DAR) seront suffisants pour assurer le règlement des dettes à payer (DAP) sans oublier les investissements ni les consommations courantes réglées immédiatement avec comme objectif un solde de monnaie disponible (MD) tendant vers zéro. En cas de manque de trésorerie il faut emprunter sur la période correspondant à ce manque de trésorerie. L'on en déduit la durée et surtout le taux des prêts correspondants pour calculer les dernières consommations non encore prévues, les frais financiers. Si le ou les propriétaires de l'entreprise préfèrent apporter eux-mêmes tout ou partie de la trésorerie manquante au lieu de faire un emprunt, cet apport d'argent trouve sa contrepartie dans la situation nette (SN) sans frais financiers. Inversement un excédent de trésorerie permettra d'envisager un placement (DAR) dont les intérêts (ACTI) viendront s'ajouter aux activités déjà prévues. Ne pas oublier que la bonne gestion de la monnaie disponible est un solde tendant vers zéro en permanence ce qui n'a rien à voir avec l'objectif d'un déséquilibre, un résultat, le plus confortable possible et égal aux activités diminuées des consommations. (Résultat = ACTI – CONS).

Pour établir ce budget de trésorerie, et en plus des investissements et des consommations courantes supposées réglées en même temps, il faut prévoir les entrées et les sorties de trésorerie en fonction des échéances des dettes à recevoir (DAR) et à payer (DAP) venant d'une part du bilan d'ouverture et d'autre part de celles de l'exercice à venir, le tout en partant du solde de trésorerie (MD) du début d'exercice.

Nous nous sommes intéressés aux quatre derniers éléments de l'équation générale, la monnaie disponible (MD) les dettes à recevoir (DAR) les dettes à payer (DAP) et la situation nette (SN). Les BIENS ont été vus avec le budget d'investissement. Nous avons donc retrouvé l'intégralité de tous les éléments de l'équation générale :  $BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + ACTI$  que nous avons pu traiter séparément dans les deux équations, celle du compte de résultat ( $ACTI - CONS = \text{résultat}$ ) et celle du bilan ( $BIENS + DAR + MD - (SN + DAP) = \text{résultat}$ ), le tout avec nos connaissances arithmétiques élémentaires sans faire appel aux débits et aux crédits traditionnels.

La démarche étant complexe, rappelons que dans un ouvrage précédent "Comprendre la comptabilité" édité aux Editions ouvrières en 1981 nous avons donné un exemple chiffré. Cet exemple démontre qu'après avoir établi les trois budgets d'investissements d'exploitation et de trésorerie nous avons tous les éléments pour établir le bilan prévisionnel. La théorie, confirmée par l'exemple de notre ouvrage précédent, démontre que gestion et comptabilité ne font qu'un. Il faut d'abord assimiler la logique de la comptabilité dite générale, notre équation, pour aborder ensuite la gestion du contrôle budgétaire. Dans les grandes entreprises, les deux services comptabilité et contrôle de gestion doivent fusionner. Dans les écoles ou les facultés, le même professeur doit enseigner la comptabilité et la gestion.

## **La comptabilité et l'économie**

### **Une nouvelle définition de l'économie**

### **L'économie dirigée**

### **L'économie libérale**

### **Le capitalisme**



## **Une nouvelle définition de l'économie**

Après cette démonstration de l'importance de la théorie comptable dans l'enseignement de la comptabilité et de la gestion et avant d'aborder les trois domaines essentiels de la macro-économie déjà nommés, la monnaie, la comptabilité nationale et le budget de l'Etat, nous allons voir ce que la théorie comptable et son corollaire la monnaie peuvent apporter à une nouvelle définition de l'économie.

L'économie, c'est l'échange de biens et de services et ces échanges, loin d'être à somme nulle comme pourrait le faire croire la recette de l'un exactement compensée par la dépense de l'autre, peuvent engendrer une croissance que seule la comptabilité peut mesurer. Inutile de raconter l'histoire de Robinson Crusoé seul sur son île et dont le premier souci était de ne pas mourir de faim. L'économie commence à partir du moment où Robinson Crusoé découvre l'existence d'autres hommes et envisage de faire des échanges. Il y a d'abord une production de biens et de services, sinon il n'y aurait rien à échanger, puis surtout un échange de ces biens et services pour une meilleure satisfaction des besoins de chacun. L'économie démarre avec l'échange car elle devient mesurable grâce à l'échange.

Comme nous n'avons pas l'intention de réécrire l'histoire de Robinson, nous allons simplifier notre propos en réfléchissant sur deux modes principaux inventés par l'humanité pour gérer cette production et surtout les échanges, car seul l'échange donne une valeur à cette production. N'oublions pas le bilan de départ dans lequel il faut estimer les BIENS (actif) sur une valeur marchande donc d'échange. L'histoire moderne nous donne un bon exemple de ces deux modes. Soit un pouvoir central décide d'administrer cette production et cet échange et c'est l'exemple des régimes communistes, soit le même pouvoir décide de laisser chacun libre d'organiser sa production et ses échanges et c'est le régime libéral. Nous appellerons le premier mode le communisme et le second, tant qu'il n'a pas atteint sa vraie dimension, le capitalisme.

## **L'économie dirigée**

L'histoire récente nous a montré la faillite totale et semble-t-il définitive du premier mode. Or, sur un plan intellectuel, ce système est séduisant. Décider la fabrication de biens et de services dont l'humanité a besoin pour vivre dans les meilleures conditions, puis les répartir selon les besoins de chacun, a été l'utopie d'un grand nombre d'intellectuels dont on peut difficilement mettre en doute la bonne foi. Ce type d'organisation était présenté comme le meilleur moyen de retrouver le paradis terrestre. Fabriquer ce dont on a réellement besoin, sans référence à l'argent, ce pollueur des relations humaines, ni à la comptabilité l'outil des capitalistes, et le répartir dans la parfaite égalité des besoins de chacun, n'était-ce pas le meilleur moyen d'organiser la vie sociale ? Pourquoi un tel système, apparemment aussi séduisant, a-t-il sombré, de lui-même, comme un château de cartes ?

Nous pourrions analyser les raisons sociologiques et psychologiques d'un tel échec. D'autres auteurs l'ont fait mieux que nous et comme le domaine sociologique n'est pas le nôtre, nous allons nous contenter d'une raison purement technique. Le système communiste est impossible à gérer car nous n'avons plus ni l'instrument, la comptabilité, ni son unité de mesure, la monnaie. On ne peut plus contrôler ni la production ni la distribution. La machine s'emballé dans un système administratif gigantesque sans aucun moyen pour le diriger. Le bateau n'a pas de gouvernail, l'avion pas de tableau de bord. Un tel système ne pouvait que s'effondrer dans une paperasserie de détails gigantesque et cette paperasserie monstrueuse est incapable de coordonner et de contrôler la fabrication et la distribution de la multitude des biens et services que la population peut légitimement souhaiter avoir à sa disposition. Dans l'économie soviétique il y avait d'un côté pénurie de biens élémentaires et pourtant indispensables avec en même temps un excédent de biens fabriqués mais refusés par la population. Une économie entièrement dirigée par le pouvoir politique n'a pas les outils pour pouvoir être dirigée.

Nous retrouvons notre comptabilité et son unité de mesure la monnaie, l'un et l'autre sont indissociables. Cette monnaie, cette variable de l'équation comptable, où trouve-t-elle sa valeur ? Dans l'échange évidemment mais un échange libre, un échange avec le moins de contrainte possible entre les deux partenaires. Pour que l'unité de mesure existe, le producteur doit être libre du choix du bien ou du service à fabriquer et à vendre et le consommateur aussi libre d'acheter ou de ne pas acheter le bien ou le service proposé. Sans cette liberté pas de monnaie et sans monnaie pas de comptabilité et sans comptabilité impossible de gérer l'économie. Ces pays avaient une comptabilité matières mais ils confondaient le verbe "compter", les matières, avec le verbe "comptabiliser", la véritable comptabilité. Cette confusion, encore présente aujourd'hui dans les travaux de certains économistes, était plus grave qu'une simple erreur de langage. Il peut exister d'autres raisons expliquant l'échec d'un tel système. Celle que nous venons d'indiquer est suffisante.

### **L'économie libérale**

Le système libéral est-il, à contrario, la panacée capable de résoudre tous les problèmes ? Evidemment non car il suppose des conditions qui sont loin d'être toujours réunies. Nous allons voir pourquoi le système libéral est, comme la démocratie, le pire des systèmes mais, pour reprendre le mot attribué à Churchill, à l'exception de tous les autres.

Le système libéral laisse à chacun la liberté de produire et de commercer. Cette liberté n'est pas un laisser-faire n'importe quoi et n'importe comment car nous avons les deux outils, la monnaie et la comptabilité pour encadrer cette liberté. Toutes les entreprises doivent tenir une comptabilité et communiquer à l'administration fiscale une fois par an un bilan et un compte de résultat. Les plus performantes tiennent elles-mêmes leur comptabilité et s'en servent comme outil de gestion. Les autres, faute de compétences comptables suffisantes, se contentent des recettes et des dépenses durant l'exercice et délèguent à leur cabinet comptable



l'établissement de leur bilan et compte de résultat. En cas de difficultés, ce bilan et compte de résultat établis avec 14 à 16 mois de retard arrivent souvent trop tard. De plus, la comptabilité ne faisant pas partie de la culture générale enseignée à tous les citoyens, un grand nombre d'entrepreneurs sont incapables de lire et de comprendre les documents présentés sans aucune pédagogie par leur comptable. Malgré ces manques rappelons que toutes les entreprises sont tenues de présenter tous les ans un bilan et un compte de résultat. La seule exception est très marginale. L'entrepreneur qui travaille seul et ne dépasse pas un chiffre d'affaires très modeste peut se contenter de déclarer ses recettes brutes de l'année sur lesquelles l'administration fiscale calcule un revenu forfaitaire. Dans ces cas très limites et même négligeables, le revenu n'est pas la déclaration d'une différence entre les recettes et les dépenses de ce travailleur indépendant mais une sorte de compte de résultat théorique dont les charges seraient un certain pourcentage des recettes brutes et le revenu la différence. Les charges sociales sont, elles aussi, calculées sur ce revenu et non pas sur le solde de trésorerie. Ces cas particuliers dont l'importance est insignifiante prouve que toutes, absolument toutes, les entreprises doivent déclarer une tenue comptable, soit réelle soit forfaitaire, mais jamais une différence entre leurs recettes et leurs dépenses.

Dans un système libéral il faut et il suffit que l'entreprise, sous la forme juridique d'une société, ait d'année en année un résultat comptable au moins égal à zéro. Dans ce cas, toutes les charges, salaires des dirigeants compris, sont couvertes par les produits. On peut ajouter un léger profit correspondant à une rémunération normale de la situation nette. Par exemple, un ou deux points supplémentaires au taux moyen des emprunts de la même période. Au-delà, un profit très important est souvent présenté par les dirigeants des sociétés comme étant, non pas un résultat normal, mais une nécessité. Cet excès de profit est en réalité un prélèvement sur les autres partenaires de ces sociétés, les salariés, les clients, les fournisseurs, etc. Nous sommes actuellement dans une situation où un courant ultra libéral entretient cette confusion. Un résultat égal à zéro ou légèrement positif prouve que toutes les

charges (les consommations) ont été couvertes par les produits (les activités). Dans une entreprise personnelle, le même résultat (produits – charges) est l'équivalent d'un salaire net annuel.

Si pour une société le résultat est au moins égal à zéro ou pour un entrepreneur indépendant une rémunération jugée suffisante, l'entreprise a trouvé son marché. Elle a suffisamment satisfait ses clients pour mériter de continuer ses activités. Le rôle de l'Etat peut se limiter à aider un jeune créateur, mais l'initiative doit venir de ce créateur. Toutes les activités n'étant pas licites, même si elles sont rentables, nous ne manquerons pas de faire intervenir l'Etat et son autorité morale dans ce système libéral.

Il revient au même de dire que, grâce à la comptabilité, le système libéral s'auto contrôle. Une entreprise qui ne trouve pas son marché finira par tomber en faillite, déposera son bilan. Ce bilan, issu de la technique comptable, est le critère essentiel, l'instrument de mesure disant en permanence si l'entreprise peut poursuivre ou non ses activités.

Pour qu'une entreprise trouve son marché, assure sa rentabilité, il faut, c'est trop évident, des acheteurs, des consommateurs. A notre avis, les tenants d'un libéralisme excessif ont trop souvent privilégié les seuls producteurs. En miroir à la liberté d'entreprendre il faut la même liberté de consommer. Les clients ne doivent pas être prisonniers d'un marché. Ils ne doivent pas être obligés d'acheter à n'importe quel prix suite par exemple à une pénurie entretenue par une entente de quelques entreprises. Cette possibilité de pouvoir consommer ou non se traduit dans l'acceptation de l'unité de mesure, la monnaie, au moment de l'échange. Cette même monnaie sera l'unité de mesure du compte de résultat et du bilan de l'entreprise. Une fois de plus la boucle est bouclée. C'est avec l'unité de mesure acceptée ou refusée par le client que l'on établit, soit un bilan satisfaisant et l'entreprise garde la liberté de poursuivre ses activités, soit un bilan en situation de faillite et l'entreprise disparaît. Le système est automatique. Une grande majorité des économistes sont partisans de ce système

libéral. Ils devraient connaître et maîtriser la théorie et la pratique de l'instrument essentiel qui régit ce système, la comptabilité.

## **Le capitalisme**

Après cette description théorique et apparemment achevée de ce que devrait être un système libéral on peut décrire les difficultés à surmonter pour tendre vers cet idéal qui ne sera jamais définitivement atteint. Le long chemin pour y parvenir s'appelle le capitalisme. Nous ne prenons pas ce terme dans son sens littéral, capitalisme venant du mot capital, car ce capital, équivalent strictement à la situation nette (SN) du bilan, a toujours existé et existera toujours. Tant que l'entreprise n'est pas en situation de faillite, situation nette négative, l'entité, quel que soit son statut juridique, a toujours un capital, une situation nette, même si celle-ci est très modeste.

Nous prenons ce terme de capitalisme dans le sens commun lorsqu'il désigne les propriétaires de la situation nette des grandes entreprises. Surtout au début de la révolution industrielle, le droit commercial leur donnait beaucoup de pouvoir et peu de contraintes. Pour évoluer vers un véritable libéralisme où les "capitalistes", les salariés, les clients, les fournisseurs jouent à armes égales, il faut une énergique intervention de l'Etat. Ce sujet mériterait un large développement qui dépasse le cadre de notre propos. Contentons-nous d'évoquer quelques exemples de conditions à remplir.

Le plus grand nombre doit avoir la possibilité d'entreprendre. Tant que la société se partage entre un nombre infime possédant la fortune et le savoir et une grande masse la pauvreté et l'ignorance nous sommes dans le capitalisme le plus sauvage. L'entreprise peut trouver une rentabilité excessive au détriment de ses salariés. Elle peut également exploiter ses clients faute d'une concurrence suffisante ou ses fournisseurs comme par exemple un monde agricole sous-développé et mal organisé face à quelques acheteurs. Nous n'allons pas réécrire l'histoire des débuts de la révolution

industrielle ni l'exploitation par quelques firmes des populations de pays sous-développés.

Si l'entreprise ne peut être autrement qu'en situation de monopole elle peut exploiter ses clients et dans ce cas l'Etat doit prendre en main la gestion, ou au moins le contrôle, de cette activité. Prenons l'exemple de la SNCF. Il est difficile d'imaginer plusieurs systèmes ferroviaires concurrents sur les mêmes destinations. L'entreprise est obligatoirement un monopole dont la gestion doit être contrôlée par les pouvoirs publics. L'exemple du téléphone est intéressant. Tant qu'il était nécessaire de tirer des lignes pour relier chaque poste téléphonique, l'entreprise devait être un monopole dirigé par l'Etat. A partir du moment où la technique permet des liaisons par ondes hertziennes l'Etat peut se désengager et laisser les entreprises privées proposer leurs services aux consommateurs. Nous pourrions multiplier les exemples dans lesquels l'Etat doit ou ne doit pas intervenir. Rien n'interdit à l'Etat de rester propriétaire d'entreprises classiques si ces entreprises jouent le jeu normal de la concurrence avec les autres entreprises du secteur privé. Mais rien ne prouve non plus que l'Etat, parce que la propriété de la situation nette appartient à la collectivité, sera plus efficace que ses concurrents privés. Il est inutile d'avoir une attitude idéologique sur le sujet.

Tous les citoyens, lorsqu'ils ne peuvent pas trouver une situation de salarié satisfaisante, n'ont pas la capacité de créer leur propre emploi. L'Etat doit intervenir et prélever sur la production ce qui est nécessaire pour les plus défavorisés. Nous retrouverons ces transferts de la production marchande vers les plus défavorisés dans le chapitre consacré à la comptabilité nationale.

Le travail est-il une marchandise qui doit trouver son marché comme les autres marchandises dans une libre confrontation de l'offre et de la demande ? N'en déplaise aux partisans d'un ultra libéralisme notre réponse est non. Le travail n'est pas une marchandise. Le rôle de l'Etat doit être fort mais subtil. La liberté d'entreprendre et donc d'embaucher ou de débaucher favorise la croissance mais elle développe en même temps la productivité et cette productivité risque de laisser tomber un grand nombre de

salariés. Le problème est complexe et nous n'avons pas de solutions toutes faites. Rappelons seulement l'excès des profits. Cet excès entraîne une bulle spéculative à la bourse. Il suffit d'inciter le maximum de citoyens à acheter quelques actions largement surévaluées pour entretenir un large consensus favorable à ces profits excessifs. En attendant, les entreprises dégraissent...

Arrêtons là la description de tous les problèmes à résoudre pour sortir du capitalisme et tendre vers un système libéral. Une bibliothèque ne suffirait pas. Dans cette bibliothèque nous refusons les livres qui se contentent de crier haro sur le libéralisme. Karl Marx a eu raison dans son ouvrage *Le Capital* de décrire la condition ouvrière de son époque mais n'a rien apporté de constructif avec ses théories économiques, bien au contraire. Certains diront qu'il a été mal interprété par les fondateurs du communisme. L'on peut être beaucoup plus sévère. Les théories économiques de Karl Marx, essentiellement idéologiques mais sans aucune base comptable, ne pouvaient pas mettre l'organisation économique de ces pays sur la bonne voie. Un livre plus récent, "L'horreur économique" de Viviane Forrester peut faire plaisir à ceux qui se contentent de dénoncer l'économie de marché mais n'apporte pas de solutions. Nous aurions préféré un ouvrage intitulé "L'horreur politique". Les entrepreneurs ne peuvent pas être juges et parties dans l'organisation économique. Ils voient d'abord leurs intérêts et n'ayons pas la naïveté de croire qu'ils vont d'eux-mêmes s'imposer des contraintes. Certaines entreprises ont pu annoncer en même temps un licenciement collectif et une augmentation importante de leurs profits sans que le pouvoir politique réagisse. Le pouvoir politique doit inventer, imposer et faire respecter les règles nécessaires pour apporter un peu d'humanisme à ce libéralisme économique.

Arrêtons là notre point de vue personnel sur ce sujet. Chacun peut et doit avoir des opinions sur l'organisation économique, opinions qu'il peut, au moins dans les Etats démocratiques, exprimer par son bulletin de vote. Notre contribution se limite à rappeler, que sans l'outil comptable et une monnaie trouvant sa juste valeur dans des échanges équilibrés entre des producteurs et des consommateurs,

on ne peut pas construire un système libéral. Tant que la science économique ne maîtrise pas la théorie et la pratique de ces deux instruments on peut mettre en doute la pertinence de son discours.

Le thermomètre qui mesure les tensions entre les propriétaires du capital (la situation nette du bilan), les salariés, les fournisseurs, les clients, sans oublier l'Etat que nous retrouverons avec la comptabilité nationale, est l'outil comptable avec son unité de mesure, la monnaie. Cet outil permet de faire des diagnostics, de mesurer l'excessive puissance des uns face à la faiblesse des autres. Une fois le diagnostic réalisé, éventuellement amélioré, et seulement amélioré, avec quelques outils mathématiques, la décision est politique.

Cette économie de marché est encore aujourd'hui très souvent critiquée et souvent avec de bons arguments. Le problème est que nous rencontrons toujours des critiques négatives et jamais des propositions constructives d'un nouveau modèle d'organisation sociale de l'économie susceptible de remplacer cette économie de marché. Certains proposent une économie plus équitable, plus juste, et même plus fraternelle, ce qui à priori est sympathique, mais comment organiser une telle économie sans retomber dans une économie dirigée ? Qui, en dehors de l'Etat, seraient les décideurs des biens et des services à fabriquer ? La question est simple, la réponse impossible.

Faute d'arguments positifs, nous préférons conserver une économie de marché solidement encadrée, contrôlée, maîtrisée par le pouvoir politique. Rappelons l'exemple des profits excessifs qui vont au delà d'une rémunération normale de la situation nette . Si la comptabilité faisait partie de la culture générale du plus grand nombre, le pouvoir politique aurait l'accord des citoyens pour un solide impôt sur les bénéfices qui ferait réfléchir les dirigeants qui avec un profit déjà substantiel veulent licencier du personne pour accroître encore plus leurs profits.

Nous abordons un sujet très vaste, et qui dépasse le cadre de notre propos. Un exemple. Pour nous l'économie est toujours politique. Il

y a donc incompatibilité entre une économie qui devient mondiale et un pouvoir politique qui est loin d'être lui aussi mondial.

Contentons-nous d'une seule proposition, mais une proposition positive, constructive. Enseigner la comptabilité à tous les citoyens, nous l'avons déjà suggéré. Ajoutons l'obligation pour toutes les entreprises de présenter leurs bilans et comptes de résultat dans des termes les plus simples et les plus directement compréhensibles. La démocratie ne se limite pas au bulletin de vote. Un minimum de culture économique commence par pouvoir comprendre et utiliser les outils qui permettent de se faire une opinion.

## **La comptabilité et la gestion de la monnaie**

**La monnaie**

**Les masses monétaires**

**La gestion par les banques de la monnaie disponible**

**Un exemple concret**

**La gestion des placements par les banques**

**L'huile des premiers économistes**

**Une quantité d'huile minimum**

**Résumons**

**Les monnaies étrangères**





## La monnaie

La monnaie n'est ni un bien ni un étalon il faut le rappeler. Elle a d'abord été l'unité de mesure de l'échange. Lorsque l'échange est inégal, car s'il est égal cela s'appelle un troc, il faut garder la mémoire de la différence dans un bilan que nous avons qualifié de primitif. Déjà cette mémoire, qui n'a rien de concret, nous guide vers une nouvelle conception de la monnaie, qui elle est bien abstraite, une information. Puis l'humanité a inventé la monnaie disponible. Cette invention est géniale. Elle permet de régler sur-le-champ la différence dans l'échange, autrement dit nos dettes réciproques, quelle que soit la valeur des biens. Il suffit d'admettre une égalité de valeur entre cette monnaie disponible et le bien acheté ou vendu. Les dettes disparaissent, et ce bilan primitif, avec son embryon de comptabilité, disparaît lui aussi.

Aujourd'hui le mot monnaie désigne presque exclusivement la monnaie disponible. Les théories économiques, ignorant ce bilan primitif antérieur à l'usage de la monnaie disponible, oublient qu'elle a été d'abord l'unité qui mesure l'échange, et définissent la monnaie comme étant un "bien" que l'on peut échanger comme s'il s'agissait d'un "troc". Dans la loi de Gresham "*la mauvaise monnaie chasse la bonne*", la "*bonne monnaie*" n'est pas de la monnaie mais un bien permettant de faire des échanges par troc. La "*mauvaise monnaie*", toujours considérée comme étant un "bien", est la véritable monnaie disponible mais elle n'a aucune valeur en soi. Il faut imaginer un système pour la rendre fiable. Toute l'histoire de la monnaie est la recherche désespérée de ce système avec des allers et retour entre la "*bonne monnaie*", un troc avec du métal précieux, et la "*mauvaise monnaie*", un symbole très difficile à justifier. La comptabilité est venue discrètement résoudre le problème.

Commençons par les billets et les pièces, le mot monnaie étant souvent, dans le langage courant, réduit à ces deux symboles. Ces billets et pièces sont, pour la plus grande majorité de nos concitoyens, un moyen pratique pour régler les petites dépenses et pour la banque l'avantage de ne pas enregistrer et gérer dans son

système informatique une foule de toutes petites sommes. Prélevés à partir des guichets automatiques des banques, ces billets sont gérés comme le compte courant bancaire lui-même. Il est inutile de les considérer, parce que ces billets et pièces sont fabriqués et donc garantis par l'Etat, comme étant d'un rang supérieur. Ce serait plutôt l'inverse. Lorsque les billets sont utilisés pour des trafics douteux, drogue par exemple, il paraît qu'il s'agit d'argent sale. Pour le nettoyer, le blanchir, le meilleur moyen est de le faire transiter par la comptabilité des banques, lorsque celles-ci ferment pudiquement les yeux sur l'origine de ces billets. Cette merveilleuse technique, la comptabilité, vient au secours des trafiquants.

Pour finir et simplifier le tout, il est inutile de scinder cette monnaie en espèces d'un côté et comptes courants de l'autre. Inutile également de décrire les moyens pour transmettre l'information, espèces, chèques, virements, cartes bancaires, etc., comme s'il s'agissait de monnaies différentes. Il s'agit seulement des contenants, toujours concrets, qui transmettent le contenu, toujours abstrait, l'information. La seule et véritable monnaie disponible est devenue la monnaie comptable, les écritures enregistrées dans la comptabilité des banques, quel que soit le moyen utilisé pour transmettre l'information, et quel que soit l'outil, la plume ou l'ordinateur, pour enregistrer l'écriture.

Les banques nous rendent le service de tenir à notre place la comptabilité de notre monnaie disponible mais en miroir, en symétrie, et vue de leur côté. N'ayant jamais fait l'effort de se mettre à notre place, elles se contentent de nous envoyer un extrait de leur propre comptabilité. Du coup notre monnaie disponible étant inscrite au passif des banques comme s'il s'agissait de dettes à payer (DAP), à droite du signe égal de l'équation, les sommes positives sont portées, à droite, dans la colonne des crédits et les sommes négatives, à gauche, dans la colonne des débits. Dans notre comptabilité, la monnaie disponible (MD) est un élément de notre patrimoine juridique l'actif, à gauche du signe égal de l'équation. Tant que nous employons les débits et les crédits il faut, lorsque l'on tient sa propre comptabilité, inverser et enregistrer les

valeurs positives au débit et les négatives au crédit. Cette inversion est un premier obstacle pour le profane quand il tente de comprendre quelque chose à la comptabilité des débits et des crédits. Avec notre équation, les signes arithmétiques négatifs et positifs sont directement lisibles aussi bien à la banque que dans notre propre comptabilité.

### **Les masses monétaires**

Ces masses sont en réalité des informations, nous l'avons déjà suggéré. La science économique, restant prisonnière de la vision d'une masse de bonnes monnaies sonnantes et trébuchantes parfois remplacées par de la mauvaise monnaie mais toujours dans l'image d'une masse, nous allons continuer à employer le même mot.

Première question, quelle est la masse de cette monnaie disponible dans un pays comme la France ? Les économistes nous parlent de différentes masses dénommées M1, M2, M3, etc. Première réponse et première confusion, il n'existe qu'une seule masse la masse M1. Elle additionne l'accessoire, les pièces, les billets et l'essentiel, les comptes courants bancaires. Si nous ajoutons à cette première masse M1 ce que les économistes appellent de la quasi-monnaie, nous additionnons des choux avec des carottes. Ce n'est pas parce que les banques nous rendent le service de pouvoir retirer dans des délais très brefs notre argent placé sur des livrets et autres comptes d'épargne qu'il faut considérer ces placements comme étant de la monnaie disponible (MD). Il s'agit de dettes à recevoir (DAR) et dans notre théorie les dettes à recevoir sont distinctes de la monnaie disponible (MD). Nous pourrions le démontrer par la pratique comptable des banques.

La deuxième confusion est plus grave. La masse monétaire réduite à M1 ne veut rien dire tant qu'elle n'est pas subdivisée en deux parties que nous allons dénommer MD1 et MD2. Voilà une statistique monétaire essentielle jamais rencontrée. Nous allons découvrir que seule la théorie comptable nous permet de comprendre la différence fondamentale entre ces deux parties MD1 et MD2 de la masse totale M1. Avant de proposer un exemple

concret illustrant la différence entre ces deux parties donnons une première définition de MD1 et MD2.

La partie MD1 de la masse M1 est la véritable monnaie disponible. Elle représente ou du moins devrait représenter, sous réserve de manipulations par les autorités de tutelle, une masse stable. Son origine se perd dans la nuit des temps et a toujours été la conséquence de décisions parfois raisonnables parfois douteuses des pouvoirs politiques. Prenons deux exemples. Un roi décide que la pièce de métal conservera la même valeur faciale avec un poids de métal précieux divisé par deux. Ce roi pourra ainsi plus facilement s'acquitter de ses dettes. Mais ce qui était une "bonne monnaie" devient une "mauvaise monnaie" une véritable monnaie disponible qui sera vite dépréciée faute d'être justifiée par une tenue comptable. Une république fera fonctionner sa planche à billets pour elle aussi payer ses dettes. Pour qualifier la première création de cette monnaie, nous pouvons reprendre une expression employée par certains économistes, une création ex nihilo. Cette création a été au cours des siècles une transformation très progressive d'une véritable "masse monétaire" plus ou moins fiable en "informations comptables" parfaitement fiables. Précisons que l'expression ex nihilo que nous utilisons pour qualifier la première partie MD1 de la masse M1 est l'inverse de son utilisation par les économistes qui l'appliquent à la partie MD2 dont nous verrons ultérieurement la définition. Ce ex nihilo est toute l'histoire de la monnaie qu'il faudrait reprendre pour expliquer comment des vraies valeurs sous la forme de métal précieux se sont progressivement transformées en symboles n'ayant aucune valeur en soi mais conservant néanmoins une véritable valeur pour ceux qui les possèdent.

Aujourd'hui, grâce à la théorie comptable, nous pouvons définir et mesurer MD1 comme étant une partie, et seulement une partie, de la masse des comptes courants de toutes les entités d'un ensemble de référence comme la nation française et inscrite dans le passif des banques. La banque gère la masse M1 (comptes courants), égale à MD (trésorerie à l'actif de la comptabilité des clients), avec les mêmes signes positifs et négatifs que ceux de son client lorsqu'il

tient lui-même la comptabilité de sa monnaie disponible MD. Revenons à la masse MD égale à la masse M1, le total de la trésorerie à la disposition de tous les clients de toutes les banques. La partie MD1 de la masse MD est d'une part une propriété juridique à l'actif et d'autre part une propriété financière (SN) au passif de chaque entité. Ne jamais oublier au passif l'origine d'une propriété juridique à l'actif. Il suffit de prendre l'exemple d'un citoyen possédant quelques BIENS, quelques placements (DAR), un compte courant bancaire (MD) et aucune dette à payer (DAP) au passif. Le total de son patrimoine juridique, l'actif, est égal à sa situation nette (SN), le passif. N'ayant aucune dette à payer (DAP) il peut user et même abuser de cette monnaie disponible (MD) sans aucune contrainte tant que cette monnaie disponible reste positive. La banque enregistre les mêmes entrées et les mêmes sorties dans le compte courant de son client et se contente de vérifier que le solde reste positif. Nous appelons MD1 cette monnaie appartenant en propre (SN) à ce citoyen.

La masse MD2 est fluctuante. Elle est toujours à l'actif incluse dans le total MD des comptabilités des clients, total MD restant toujours égal à la masse totale M1 des comptes courants, mais l'origine au passif de cette partie MD2 est une dette à payer (DAP) aux banques. Voilà l'essentiel, l'origine au passif de la propriété juridique à l'actif. Nous retrouverons cette origine des dettes à payer aux banques (DAPB) dans notre modèle de comptabilité nationale. Il s'agit de comprendre maintenant pourquoi, à notre avis et contrairement au discours de nombreux économistes, il ne s'agit plus d'une création monétaire ex nihilo.

### **La gestion par les banques de la monnaie disponible**

Nous allons décrire la gestion de la monnaie disponible par les banques à partir de notre théorie comptable résumée dans l'équation :  $BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + CONS$ . Dans un premier temps nous nous limiterons à la seule monnaie disponible. Nous découvrirons plus tard que les placements et autres prêts souvent dénommés quasi-monnaie, même s'ils

transitent par les comptes courants de la monnaie disponible, n'ont aucune incidence sur la masse des comptes courants M1.

Notre objectif n'est pas de décrire les pratiques comptables des banques et de les comparer avec notre théorie. La démarche est inverse. A partir de la théorie, essayons de découvrir les valeurs relatives, avec leurs signes positifs ou négatifs, des sommes inscrites sur les différents comptes tout en respectant l'égalité de l'équation. Si un comptable de banque, accepte de rentrer dans le jeu de notre équation, et découvre que nos propositions ne correspondent pas à ses débits et ses crédits, nous espérons engager un dialogue avec lui. Notre théorie comptable, déjà largement utilisée par l'intermédiaire de notre logiciel Compt'in par de nombreuses entreprises et même des particuliers qui souhaitent tenir une situation patrimoniale, n'a jamais été prise en défaut. Nous prenons le pari qu'elle ne le sera pas non plus avec la pratique des banques.

La science économique définit les comptes courants bancaires comme étant des dettes dues par les banques à leurs clients. Etant inscrites au passif, on peut tomber dans le piège de cette définition. Cette monnaie, dite "scripturale" serait d'un rang inférieur, comparée aux pièces et billets garantis par l'Etat. Nous pouvons démontrer l'erreur de cette définition. Toutes les entités, un particulier, une entreprise, une association, etc., souhaitent, pour un patrimoine juridique donné, l'actif, avoir, au passif, le minimum de dettes à payer (DAP) ce qui améliore la situation nette. Les banques, au contraire, souhaitent un dépôt maximum sur les comptes courants de leurs clients. S'agit-il pour elles de dettes à payer ? Non évidemment car nous savons que leurs objectifs est d'accumuler un maximum de dépôts dans des comptes courants. Une banque souhaite au passif un maximum de clients, et non pas un maximum de dettes à payer, mais doit conserver à l'actif une trésorerie (MD) toujours positive.

On peut démontrer une nouvelle fois que les comptes courants des clients ne sont pas des dettes à payer par leur banque de la manière suivante. La partie MD1 de la masse M1 appartenant juridiquement (MD de l'actif) et surtout financièrement (SN du passif) aux clients

est dupliquée, écrite une deuxième fois, dans la bilan de la banque. Cette écriture augmente exactement d'un même montant la trésorerie de la banque (MD de l'actif) et les comptes courants (MD1 du passif) sans influence sur les autres éléments du bilan ou du compte de résultat. Nous verrons par quelques exemples que, même si la monnaie qui vous appartient financièrement (SN) n'est plus dans la comptabilité de votre banque mais dans la trésorerie (MD) de n'importe quelle autre banque, l'égalité globale (MD des banques à l'actif = MD1 des comptes courants au passif) reste la même comme si toutes les banques, grâce à la compensation, étaient réunies dans une seule banque. Dans cette énorme banque fictive la trésorerie MD à l'actif reste égale à la partie MD1 des comptes courants M1 des clients au passif. Dans notre modèle de comptabilité nationale cette trésorerie (MD des banques égale à MD1 des clients) restera dans les bilans des clients sans qu'il soit nécessaire de figurer une seconde fois cette copie, cette duplication, dans les bilans de la production marchande. Elle augmenterait artificiellement les masses de l'actif et du passif sans aucune influence sur les autres éléments des bilans et des comptes de résultat. Pour la suite de nos démonstrations, nous considérerons cette trésorerie dupliquée (MD = MD1 des comptes courants) comme si elle appartenait aux banques et nous ne la confondrons jamais avec la masse totale des comptes courants (M1).

La partie MD2 de la masse M1 (comptes courants) est seulement une dette à recevoir de la banque dont la contrepartie est une dette à payer par le client qui a contracté un prêt. Cette écriture comptable est enregistrée par la banque sans modifier ni en plus ni en moins sa trésorerie (MD).

### **Un exemple concret**

Nous allons imaginer l'exercice suivant. Vous désirez changer de voiture et pour ce faire, vous avez besoin de 10.000 €. Première hypothèse vous avez suffisamment d'argent sur votre compte bancaire (MD). Le chèque de 10.000 € pour régler la voiture est un simple transfert de votre monnaie disponible (-MD) dans le total



de vos biens (+BIENS). Dans cette opération rien n'a bougé de l'autre côté du signe égal, au passif, dans l'origine de votre patrimoine juridique. Vous avez utilisé une monnaie disponible MD1, notez bien MD1 et non pas M1, qui vous appartient en propre car l'origine de votre patrimoine juridique, le passif, avec sa situation nette (SN) et les éventuelles dettes à payer (DAP) n'a pas varié.

Voyons maintenant ce qui se passe à la banque. L'émission de votre chèque diminue votre compte courant de 10.000 €. Chez vous et à la banque, les signes sont négatifs. Ne vous cassez pas la tête avec l'inversion des débits et des crédits. Votre trésorerie à la banque est l'exact reflet de votre propre trésorerie. La banque, pour respecter l'égalité de l'équation, doit soit augmenter un autre compte du passif du même côté du signe égal, soit, de l'autre côté du signe égal, diminuer un compte de l'actif d'un même montant. Il est difficile d'imaginer une augmentation soit d'une dette à payer (DAP) soit de la situation nette (SN) de la banque. Il faut se tourner vers l'actif et le seul compte que l'on peut diminuer est le compte de la monnaie disponible (MD) de la banque. Si ce compte est suffisamment approvisionné, le tour est joué. Nous avons en valeur absolue l'égalité des 10.000 € au débit de votre compte courant et des 10.000 € au crédit du compte de trésorerie de la banque. En logique arithmétique les deux valeurs de chaque côté du signe égal de l'équation sont négatives.

A priori, la masse de monnaie disponible MD1 a diminué. Est-ce une "destruction de monnaie" ? Il n'en est rien car il ne faut pas oublier la remise en banque de votre chèque par le vendeur de la voiture. Les 10.000 € sont venus augmenter (créditer) le compte courant de ce vendeur et la contrepartie augmenter également (débit) la trésorerie (MD) de sa banque. Les deux valeurs de chaque côté du signe égal sont positives et compensent les deux valeurs négatives précédentes. La masse monétaire MD1 incluse dans la masse M1 n'a pas varié.

Profitons de l'exemple de ces 10.000 € pour généraliser tous les mouvements en plus et en moins de tous les clients de toutes les banques. Tant que chaque banque a suffisamment de trésorerie,

autrement dit tant que leurs comptes de trésorerie (MD) à l'actif reste positif, les clients peuvent s'échanger des chèques dont les plus (les crédits) s'équilibrent avec les moins, (les débits). La masse MD1 ne varie pas.

Le compte de trésorerie (MD) d'une banque, toujours présent juridiquement à l'actif, ne peut pas devenir négatif car dans ce cas il passerait de l'autre côté du signe égal et deviendrait une dette à payer positive. Tout le problème est que l'on ne saurait pas à qui est due cette dette. Ne confondez pas cette situation d'un compte de trésorerie d'une banque négatif avec un solde négatif de votre propre trésorerie. Dans votre comptabilité, de négatif à l'actif il devient, en passant de l'autre côté du signe égal, positif au passif sous la forme d'une véritable dette à payer à votre banque (DAP) et cette dette doit trouver une solution dans les plus brefs délais.

Si votre banque n'a pas assez de trésorerie (MD) en contrepartie de la diminution des 10.000 € de votre chèque, elle doit d'abord emprunter. A qui ? Aux autres banques excédentaires, à la banque du vendeur de la voiture qui avait pu augmenter de 10.000 € sa trésorerie en contrepartie de l'augmentation du compte courant de son client. Cette transaction s'appelle la compensation. Elle est gérée par un compte courant "Banque de France" propre à chaque banque et l'on retrouve ce compte en symétrie dans un compte de toutes les banques dans la comptabilité de la Banque de France. Les écritures sont les suivantes. La banque déficitaire augmente sa trésorerie (+MD) par une dette (+DAP) due à la Banque de France. Dans le même temps les banques excédentaires ont prêté leur excédent par une diminution de leur trésorerie (-MD) qui du même côté du signe égal augmente une dette à recevoir (+DAR) de la Banque de France. D'une manière symétriquement opposée, la Banque de France constate que ses propres dettes à payer aux banques excédentaires sont égales à ses propres dettes à recevoir des banques déficitaires. La partie monétaire MD1 de la masse totale M1 de toutes les entités d'une Nation et dont la contrepartie est dans la situation nette (SN) de ces mêmes entités n'a pas varié. Elle est seulement gérée par les banques comme si toutes les banques réunies ne formaient qu'une seule banque. Les banques

excédentaires en profitent pour retirer quelques avantages, des commissions. Ces commissions sont pour elles des activités (ACTI) réglées par les banques déficitaires pour lesquelles ces commissions sont des consommations (CONS). Comme dans une entreprise, ces activités ou consommations sont gérées dans l'équation générale  $BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + ACTI$ . Après avoir été traitées par l'équation générale, ces commissions viennent augmenter ou diminuer le profit ou la perte de la banque par l'équation  $ACTI - CONS = \text{résultat}$ , identique à celle du bilan  $(BIENS + DAR + MD) - (SN + DAP) = \text{résultat}$ .

Deuxième hypothèse, n'ayant pas 10.000 € de disponible pour acheter votre voiture, vous allez voir votre banquier et vous sollicitez un prêt. Après l'étude du dossier et la signature du contrat, la banque inscrit une somme positive de 10.000 € au crédit de votre compte dans le passif de son bilan et une dette à recevoir (DAR) également positive et d'un même montant à l'actif de son bilan. Cette écriture pose un problème. Le même événement, l'emprunt de 10.000 €, est inscrit deux fois dans la comptabilité de la banque sous la forme réelle d'une dette à recevoir (+DAR) et, sur votre compte courant, que les économistes considèrent comme étant une dette à payer (+DAP) par la banque. Si l'on suit ce raisonnement cette écriture n'est pas orthodoxe car un même événement par définition d'un même montant ne peut pas engendrer en même temps une dette à payer et une dette à recevoir. Ceci prouve une nouvelle fois que les comptes courants des clients d'une banque ne sont pas pour cette banque des dettes à payer (DAP) à leurs clients. L'essentiel pour la banque est la dette à recevoir (+DAR), votre emprunt de 10.000 €, dont la contrepartie a été enregistrée positivement dans votre compte courant. Pendant l'enregistrement de cette écriture la trésorerie (MD), toujours à l'actif de la banque, n'a pas varié.

Dans votre comptabilité vous notez ces 10.000 € en plus, au débit de votre compte MD (ne pas oublier l'inversion), et toujours en plus mais au crédit, de l'autre côté du signe égal, une dette à payer à la banque de 10.000 €. Les deux sommes sont positives. La nouvelle monnaie disponible que vous constatez dans votre

trésorerie, égale à celle qui a été portée sur votre compte courant, a seulement servi à transmettre l'information des dettes réciproques. L'essentiel est votre dette à payer (DAP) à la banque et en symétrie une dette de la banque à recevoir (DAR) de votre part. Est-ce une création monétaire ? Oui, si l'on se contente de la masse traditionnelle M1 des comptes courants, car ces 10.000 € ont augmenté la monnaie mise en circulation comme disent les économistes. Non, si l'on comprend que l'essentiel de cette monnaie disponible MD de 10.000 € est sans doute sa présence dans votre patrimoine juridique à l'actif mais surtout, et voilà l'essentiel, une dette à payer (DAP) dans l'origine du patrimoine au passif de votre bilan. Votre situation nette (SN) ne varie pas. Comme précédemment, votre chèque au vendeur de la voiture diminue votre trésorerie (-MD) et augmente vos biens (+BIENS), mais vous n'oubliez pas que vous avez une dette à payer à la banque.

Que se passe-t-il dans la comptabilité de votre banque qui donne l'illusion d'avoir augmenté la masse monétaire M1 de 10.000 € si on en juge, comme le font les économistes, par les seuls comptes courants. Dès qu'elle constate la diminution de votre compte courant au passif, le règlement de la voiture avec votre chèque, elle doit trouver de l'autre côté du signe égal une diminution du même montant. Comme elle ne va pas diminuer sa dette à recevoir (DAR) de votre part, elle ne peut, comme précédemment, que diminuer sa propre trésorerie (-MD) car, nous l'avons déjà vu, ce prêt de la banque n'avait pas augmenté sa trésorerie (MD) en contrepartie de l'argent mis par la banque à votre disposition sur votre compte courant. Si cette trésorerie est suffisante, pas de problème. Si elle est insuffisante on retrouve le problème de la compensation entre les banques vue précédemment.

En effet, le vendeur de voiture a encaissé votre chèque ce qui augmente le compte courant au passif de sa banque et en contrepartie de cette augmentation la trésorerie (MD). Du coup cette banque qui a un surplus de trésorerie peut la prêter à la Banque de France (-MD) et (+DAR) qui à son tour va la prêter à votre banque (+MD) et (+DAP) pour qu'elle rétablisse sa trésorerie.

Il y a bien eu l'apparence, nous disons bien l'apparence, d'une création monétaire mais n'oublions pas que l'essentiel est la dette de 10.000 € à payer à votre banque. Nous avons appelé la monnaie disponible qui a sa contrepartie dans la situation nette (SN) MD1, celle qui a sa contrepartie dans des dettes à payer (DAP) nous l'appelons MD2. Nous retrouverons cette subdivision de la masse M1 dans les deux ensembles MD1 et MD2, dans notre modèle de comptabilité nationale.

Voyons maintenant la suite avec deux hypothèses. La première, vous remboursez normalement votre dette, la deuxième vous faites faillite. Que devient la monnaie disponible MD2 qui donne l'apparence, comme disent les économistes, d'avoir été créée ex nihilo ?

Le remboursement de votre dette suppose que vos revenus (ACTI) sont supérieurs à vos consommations (CONS). Le résultat positif (ACTI – CONS) augmente votre situation nette (SN) au passif dont la contrepartie à l'actif doit être une trésorerie suffisante (MD) pour alimenter régulièrement votre compte courant bancaire. L'argent que vous déposez pour rembourser votre dette augmente en même temps la trésorerie de la banque (MD) mais cet argent a diminué dans le même temps la trésorerie d'une autre banque. N'oublions pas la compensation et l'on peut raisonner comme si toutes les banques ne faisaient qu'une seule banque dont la trésorerie (MD) ne varie pas.

La monnaie nous apparaît comme étant seulement une information dont il est inutile d'analyser les "flux". Cette information ne sert qu'à mettre à jour les comptes qu'il faut savoir analyser avec l'outil comptable. En effet, et sans toucher à sa trésorerie (MD), la banque pourra diminuer votre compte courant (passif) et diminuer d'autant sa dette à recevoir (actif). Vous remboursez régulièrement votre dette et la trésorerie des banques (MD toujours égale à MD1), sans augmenter ni diminuer, a seulement servi à transmettre les informations.

Pour être complet, il faudrait ajouter les intérêts, des activités (ou produits) pour la banque et des consommations (ou charges) pour

vosre propre comptabilité. Ces produits et charges se traitent d'une manière classique dans l'équation générale de la comptabilité et contribuent au résultat final qui viendra s'ajouter avec son signe à la situation nette.

Dans le cas douloureux où, tombant dans une grave faillite, vous êtes dans l'incapacité de rembourser votre dette, la monnaie apparemment créée va-t-elle rester ou disparaître ? On peut être tenté de dire que la monnaie créée sur votre compte courant va rester si on se contente du raisonnement suivant. En supposant que vous partiez d'un compte courant à zéro l'obtention du prêt l'a augmenté de 10.000 €. Le chèque de 10.000 € au vendeur de la voiture remet votre compte à zéro mais ajoute 10.000 € au compte courant de la banque du vendeur de la voiture. Les 10.000 € sont toujours présents grâce à la compensation entre les banques vue précédemment. On peut faire l'erreur d'imaginer que les 10.000 € apparemment créés sur votre compte courant vont rester indéfiniment en circulation car vous êtes dans l'incapacité de rembourser votre dette. Est-ce pour cette raison que certains économistes, dont notre prix Nobel français, traitent les banques de faux-monnayeurs ?

Revenons à votre compte courant qui, suite à votre faillite, reste désespérément à zéro. Vous n'oubliez pas que, lorsque vous avez contracté votre prêt, la banque a enregistré une écriture comptable, une dette à recevoir de votre part et en contrepartie une mise à votre disposition de la même somme sur votre compte courant sans toucher à sa trésorerie MD. Notez bien que la trésorerie de la banque ne varie pas. Dès que vous avez reçu votre prêt de 10.000 € sur votre compte courant, le chèque émis pour acheter la voiture remet votre compte à zéro et diminue d'autant (10.000 €) la trésorerie de la banque. Ces 10.000 € ne sont pas perdus car ils ont alimenté la trésorerie de la banque de votre vendeur. La trésorerie globale (MD), comme si toutes les banques ne formaient qu'une seule banque, reste égale à celle qui existait avant que votre banque vous consente un prêt. Votre compte courant restant à zéro, la banque ne peut pas passer l'écriture comptable, toujours sans toucher à la trésorerie, qui diminuerait la dette à recevoir de votre

part par une diminution de votre compte courant. La monnaie disponible, en l'occurrence une monnaie MD2 incluse dans la masse M1, n'a été qu'un transfert d'informations pour mettre à jour les dettes réciproques.

La suite est douloureuse pour la banque car elle ne peut pas conserver sa dette à recevoir de votre part. Vous êtes devenu insolvable et la banque n'avait pas pris la précaution de garantir le prêt par des cautions ou des hypothèques. Elle doit annuler votre dette (-DAR) par une augmentation de ses charges (+CONS). Ce surplus de charges diminue son résultat ( $ACTI - CONS = \text{résultat}$ ) et se retrouvera en moins également dans sa situation nette après affectation de ce résultat. En résumé, la trésorerie globale des banques ( $MD = MD1$  des comptes courants des clients) n'a jamais varié ni en création ni en destruction. La seule conséquence de votre faillite se mesure par une perte enregistrée et mesurée par la comptabilité de la banque. Cette perte (-SN) a sa contrepartie dans la diminution de la valeur du patrimoine juridique (actif) de la banque et est égale au prêt qui n'a pas pu être remboursé. Pour le comprendre il suffit d'imaginer le cas théorique suivant. Supposons que tous les éléments de l'actif de la banque restent égaux sauf la trésorerie MD1 qui lui appartient en propre. Dans ce cas la perte de trésorerie MD1 de la banque annule la trésorerie MD2 qui avait été apparemment créée par le prêt.

Les banques n'aiment pas perdre de l'argent. Elles prennent le maximum de garanties pour assurer le remboursement des prêts. Il est inutile d'imaginer une limite théorique dans la création de cette information que nous appelons la monnaie MD2. Toutefois les autorités de tutelle peuvent imposer des règles si elles souhaitent, pour différentes raisons, garder la maîtrise de cette masse MD2. Revenons aux banques. Elles savent qu'elles ne "créent" pas de monnaie mais qu'elles ont des dettes à recevoir et des dettes les plus fiables possibles. La limite évidente de cette apparente création monétaire sur les comptes courants de leurs clients est tout simplement la garantie, qu'elle qu'en soit la forme, prise par la banque pour assurer le remboursement de sa dette. La partie MD2 de la masse M1 est une dette réciproque.

Illustrons notre propos avec un exemple chiffré. Imaginons deux personnes, Jean client de la banque J et Paul client de la banque P. Jean possède en propre (MD1) 100 qu'il dépose sur le compte courant de sa banque J et Paul dépose 200 (toujours MD1) dans sa banque P. L'origine de cette monnaie appartient en propre à Jean et Paul. Il suffit d'imaginer qu'ils n'ont aucune dette (BIENS + DAR + MD = SN). La trésorerie (MD) de la banque de Jean 100 ajoutée à celle de la banque de Paul 200, soit 300 est égale à la propriété financière MD1 de Jean et Paul et est égale à la masse M1 de leurs comptes courants. Nous retrouvons notre copie, notre duplication, de la trésorerie de Jean et Paul dans la comptabilité de leur banque. Jean contracte un prêt de 500 auprès de sa banque J. Ce prêt est une dette à recevoir de sa banque de 500 et une augmentation de son compte courant (MD2) de 500 également. Jean fait un chèque de 500 à Paul ce qui diminue son compte courant de 500 et rend temporairement la trésorerie (MD) de sa banque J négative de -400 (-500 le chèque + 100 le premier dépôt). La remise par Paul de son chèque de 500 augmente son compte courant de 500 ainsi que la trésorerie (MD) de sa banque P qui devient égale à 700 (la remise du chèque de 500 et le premier dépôt de Paul de 200). Une compensation de 400 entre les deux banques annule le déficit temporaire de - 400 de la banque J (solde égal à zéro) et ramène la trésorerie de la banque P à 300 (700 – 400). La première trésorerie de 300 (MD1) qui appartient en propre à Jean (100) et à Paul (200) reste dans la trésorerie (MD) des banques même si elle n'est présente que dans la trésorerie de la banque P. La masse des comptes courant de 100 chez Jean et de 700 chez Paul soit 800 (masse M1) a sa contrepartie dans les 300 de la trésorerie de la seule banque de Paul et dans les 500 (MD2) de la dette de Jean dans la comptabilité de sa banque J. Le seul problème est pour la banque J mais elle a pris le maximum de garanties pour que Jean puisse rembourser sa dette.

Cet exemple correspond à deux avis contradictoires. A la question : les banques créent-elles de la monnaie ? les professeurs d'économie sont les seuls à répondre positivement. Le banquier et son client savent qu'il s'agit d'une dette. Le client sait que sa banque "utilise"



son argent déposé sur son compte bancaire même si son argent n'a servi qu'à transmettre des informations. N'oublions pas que, dans notre exemple, les premiers 100 (MD1) de Jean ne sont plus dans la trésorerie (MD) de sa banque mais temporairement dans celle de son collègue. Ce transfert n'empêche pas Jean de rester propriétaire de sa première monnaie lui appartenant en propre MD1 même si elle n'est plus présente dans sa propre banque et de pouvoir en user comme il l'entend.

La masse M1 des comptes courant, que nous partageons dans les deux masses MD1 et MD2, ne sert qu'à transmettre des informations qui mettent à jour la comptabilité des banques et symétriquement la comptabilité de leurs clients. Dans notre modèle de comptabilité nationale nous partagerons la "masse" MD des clients égale à la "masse" M1 des comptes courants en deux parties. Une partie MD1 qui appartient en propre aux entités (SN) et l'autre partie MD2 aura sa contrepartie dans les dettes à payer aux banques (DAPB). Il sera inutile de faire intervenir des "flux" entre des institutions financières et les autres institutions du modèle de la comptabilité nationale traditionnelle. Ces deux masses auront leur place dans les bilans statiques. Les intérêts en plus (produits) ou en moins (charges) seront dans les comptes de résultat après traitement par l'équation générale  $BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + ACTI$ . La comptabilité sait gérer la monnaie disponible comme étant seulement des informations qui mettent à jour les comptes dans l'égalité de l'équation comptable. Il est inutile d'aller au delà.

### **La gestion des placements par les banques**

Après la masse M1 des comptes courant que les statistiques monétaires ne devraient pas présenter globalement mais dans leurs deux composants, MD1 et MD2, voyons les autres masses M2, M3, présentées par les économistes comme étant des cumuls de la monnaie M1 avec de la quasi-monnaie. Cette quasi-monnaie peut

être considérée comme étant quasi identique à la monnaie disponible par le client lorsque sa banque l'autorise à retirer l'argent de ses placements et autres comptes d'épargne dans des délais très brefs. Parler de quasi-monnaie c'est, pour un économiste, raisonner comme étant un simple client de sa banque et non pas comme étant un statisticien de l'économie. Les placements et autres comptes d'épargne doivent être analysés comme étant des dettes à recevoir (DAR) qui ont par définition leurs équivalents en dettes à payer (DAP). Le rôle de la monnaie disponible des comptes courants M1 ne sert qu'à transmettre les informations.

Une bonne gestion de la monnaie disponible (MD) est une gestion tendant vers zéro. Si vous constatez un solde confortable sur votre compte courant et une prévision d'entrée de trésorerie suffisante pour les futurs achats comptants et autres dettes à payer vous n'aller pas laisser dormir cet argent. Vous avez deux solutions. Soit vous prêtez une certaine somme directement à un tiers, soit vous faites un placement à la banque. Ces deux solutions aboutissent au même résultat. Dans le cas d'un placement, la banque est un intermédiaire qui, en contrepartie d'intérêts souvent plus faibles, vous propose une plus grande souplesse dans les délais de remboursement.

Dans le cas d'un prêt à un tiers votre comptabilité enregistre une diminution de votre monnaie disponible (-MD) et une augmentation d'une dette à recevoir (+DAR) du même côté du signe égal. Votre chèque diminue le compte courant de votre banque mais augmente celui de votre tiers. Le seul problème reste l'éventuelle compensation entre les deux banques si l'une des banques n'a pas une trésorerie (MD) suffisante. Dans la comptabilité du tiers qui reçoit votre chèque il y a deux valeurs positives, une augmentation de sa trésorerie (+MD) et de l'autre côté du signe égal une dette à payer (+DAP). Les deux signes de la monnaie disponible, négatif chez vous et positif chez lui, donnent l'illusion de pouvoir être interprétés dans une théorie des flux (un réservoir se vide pendant que l'autre se remplit). L'essentiel est de comprendre que les signes des deux dettes réciproques sont tous les deux positifs. Le total de votre bilan n'a pas varié. Un simple

transfert de votre monnaie disponible (-MD) dans une dette à recevoir (+DAR) dans l'actif et sans toucher au passif. Le bilan ce celui qui a reçu votre prêt a augmenté avec une dette à payer au passif (+DAP) dont la contrepartie est une augmentation de sa trésorerie (+MD) dans l'actif. Le résultat de ce transfert d'information étant deux dettes réciproques positives (+DAR chez le prêteur et +DAP chez l'emprunteur) on ne voit plus à quoi peut servir la théorie des flux. Le bilan de l'emprunteur n'a pas augmenté au détriment du bilan du prêteur. Si l'on tient absolument à la théorie des flux, nous avons là des flux magiques. Ils remplissent deux réservoirs (+DAR et +DAP) sans rien vider. Les situations nettes (SN) du prêteur et de l'emprunteur n'ont pas varié.

Un placement à la banque aboutit au même résultat. Vous ouvrez par exemple un compte d'épargne. La banque diminue votre compte courant par une augmentation du même côté du signe égal de votre compte d'épargne. Pour la banque ce nouveau compte devient une véritable dette à payer (DAP). La masse M1 a diminué par la diminution de votre compte courant mais nous verrons que cette diminution de la masse M1 sera vite compensée. Dans votre comptabilité vous notez, dans votre patrimoine juridique, l'actif, la même diminution de votre monnaie disponible (-MD) et un placement positif que nous préférons appeler une dette à recevoir (+DAR). Les deux dettes réciproques entre vous (+DAR) et la banque (+DAP) sont identiques à celle du prêt direct à un tiers. Ne nous attardons pas sur le problème des intérêts. Ces intérêts sont soit des charges (CONS) pour l'emprunteur soit des produits (ACTI) pour le prêteur enregistrés dans l'équation générale  $BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + ACTI$ .

La banque va pouvoir immédiatement prêter la même somme d'argent à un nouveau client alors qu'elle vient de donner l'impression de réduire une masse monétaire M1 par la diminution de votre compte courant. Cette impression est fautive car elle ne touche pas à sa trésorerie (MD). La banque va créer une dette à recevoir (+DAR) à gauche du signe égal pour ce nouveau client et ajoute positivement la même somme sur le compte courant à droite M1 de ce client. Les deux sommes sont positives. Cette

augmentation du compte courant du client rétablit la diminution précédente de votre propre compte courant. Rien ne bouge, ni la masse monétaire M1 des comptes courant, ni la trésorerie (MD) des banques réunies par la compensation.

Nous pouvons reprendre l'exemple de Jean et Paul. Jean à 1.000 sur son compte courant et pense ne pas en avoir besoin avant longtemps. Il les place sur un compte d'épargne, un simple transfert de son compte courant (-M1) sur une véritable dette à payer de sa banque à son égard (+DAP). Aussitôt la banque peut ajouter 1.000 (+M1) sur le compte courant de Paul avec de l'autre côté du signe égal dans la colonne de l'actif une dette à recevoir de Paul (+DAR). La banque n'a pas eu besoin de faire jouer son compte de trésorerie(MD) et la masse M1 reste identique. La monnaie disponible n'a servi qu'à mettre à jour les écritures comptables réciproques. La banque est un intermédiaire symétriquement opposé. Elle a une dette à payer à votre égard et une dette à recevoir de son nouveau client. Les statistiques monétaires M2, M3, etc., sont inutiles. Elles disparaîtront de notre modèle de comptabilité nationale remplacées par une statistique globale des dettes réciproques, DAR et DAP, à leur place et intégrées dans l'équation des bilans, BIENS + DAR + MD = SN + DAP, ou actif = passif des deux agrégats, la production et la consommation avec .l'Etat au milieu avec son propre bilan cohérent avec les deux autres..

### **L'huile des premiers économistes**

Nous rejoignons l'intuition des premiers économistes. La monnaie disponible est une huile et cette huile a seulement pour but de faciliter le règlement des dettes réciproques. Un achat par l'un et une vente par l'autre immédiatement réglés. Elle permet également à Pierre de prêter de l'argent à Paul soit directement soit par l'intermédiaire d'une banque. Elle est extrêmement pratique mais pas indispensable. Pierre de Savone nous a expliqué comment établir "*Notre carnet des paiements d'une foire à Lyon*" dans le but de compenser les dettes avec un minimum de monnaie disponible

pour ajuster les reliquats. Nous avons illustré ce mode de règlement des dettes, uniquement par la comptabilité, avec l'exemple de nos trois marchands Martini, Durand et Dupont. Aujourd'hui une coopérative agricole qui achète les productions de ses adhérents et leur vend les approvisionnements nécessaires pour ces productions n'utilise la monnaie disponible que pour régler les soldes et seulement les soldes entre ces ventes et ces achats. Il n'y a aucune relation entre les flux des règlements avec de la monnaie disponible (+MD et – MD) et l'activité économique (+ACTI et – CONS) des comptes de résultat. Il faudrait ajouter ce que la comptabilité peut régler directement à l'image de notre coopérative et retrancher les mouvements d'argent dont seules les dettes à recevoir et les dettes à payer sont significatives. Les différentes théories quantitatives de la monnaie s'écroulent d'elles-mêmes. Nous retrouverons les véritables valeurs des activités et des dettes réciproques dans les comptes de résultat et dans les bilans de notre comptabilité nationale sans avoir besoin de se soucier de la quantité des flux d'entrée et des flux de sortie de cette monnaie.

Les théories d'offre et de demande de monnaie ne sont guère plus solides sauf si on les réduit aux taux d'intérêt, au prix de l'argent. Ces intérêts sont des activités pour le prêteur et des consommations pour l'emprunteur gérés dans l'équation du compte de résultat ( $ACTI - CONS = \text{résultat}$ ). Inutile de faire intervenir la monnaie disponible (MD) du bilan. Notre comptable de la Renaissance, Pierre de Savone, donne quelques exemples d'intérêts en profit (ACTI) ou en perte (CONS) par compensation de dettes réciproques et sans faire intervenir des entrées et des sorties de monnaie disponible. Les théories mathématiques sur l'offre et la demande de monnaie (en réalité sur le coût des intérêts) devraient être les mêmes que celles que l'on peut faire sur les différents prix de notre camembert proposé à 1€, 2€, 3 €, etc., suivant le magasin où on l'achète. C'est l'offre et la demande des taux d'intérêts comme l'offre et la demande de tous les autres biens et services.

### **Une quantité d'huile minimum**

Une bonne gestion de la monnaie disponible est une gestion qui tend vers zéro. Inutile de laisser de l'argent dormir sur un compte bancaire ou des billets, non frauduleux, cachés dans une pile de drap. Dans ces conditions comment peut-il y avoir une relation entre l'activité économique et la masse M1 ? Comment peut-on parler d'une théorie quantitative de la monnaie ? De sa "vitesse de circulation !" ? Comment peut-on parler d'une offre et d'une demande d'un "bien", pour reprendre le mot des économistes, lorsque la bonne gestion de ce "bien" doit être pour chaque entité un solde qui tend vers zéro ? La monnaie disponible est une invention géniale, elle nous simplifie énormément la vie, mais il ne faut pas aller au-delà du service rendu. Juste ce qu'il faut pour nos prochaines dettes à payer en attendant le règlement des prochaines dettes à recevoir. Le surplus est inutile. Oublions cette monnaie disponible car toutes les informations significatives viennent des bilans et des comptes de résultat.

### **Résumons**

Nos ancêtres ont inventé l'échange et cet échange, en dehors du cas particulier du troc, nécessite de conserver la mémoire de la différence entre les biens ou les services échangés. Cette nécessité a certainement contribué à l'invention de l'écriture et surtout des chiffres, premiers signes de l'écriture. D'où notre bilan primitif lorsqu'une même unité de valeur appliquée aux différents échanges a permis de faire des additions.

Le troc étant plus facile, surtout pour les populations illettrées, l'échange direct de biens, des métaux précieux par exemple, contre un autre bien, ne nécessitait plus la tenue de ces bilans primitifs. Puis vient ensuite l'histoire du remplacement de ces biens par un symbole avec l'énorme difficulté de rendre ce symbole fiable. Notre nouveau fil directeur explique l'histoire de la monnaie mais ne la simplifie pas. Cette histoire restera la description des innombrables allers et retours entre des "*bonnes monnaies sonnantes et trébuchantes*", un troc avec des métaux précieux, et

des "*mauvaises monnaies*", des symboles, extrêmement difficile à rendre fiables.

Il a fallu attendre le retour très lent, très empirique, de la comptabilité dont le premier but a été de remplacer, au moins en partie, cette monnaie disponible. Elle permettait aux marchands de compenser une grande partie de leurs dettes. Les banques, à leur tour, ont su utiliser cette même comptabilité pour nous éviter, nous leurs clients, de tenir notre propre comptabilité. Les banques sont devenues les comptables de notre monnaie. Nous en déduisons qu'il suffit de gérer les entrées et les sorties, les recettes et les dépenses. En dehors des entreprises industrielles et commerciales la comptabilité retombe dans les oubliettes. Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Les recettes et les dépenses sont les deux mamelles du profane. Pour lui le problème n'est pas bien grave car il sait distinguer d'un côté son bilan et d'un autre côté ses recettes et ses dépenses. Nous ne lui demandons pas de faire le lien formel, identique à celui que réalise la véritable comptabilité, entre les deux. Hélas ! ce sont également les deux mamelles de la science économique. Nous les retrouverons avec le modèle actuellement en vigueur de la comptabilité nationale et le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

Bien posséder la théorie comptable permet de faire une approche radicalement différente de tous les phénomènes monétaires. La monnaie disponible, gérée par la comptabilité, est un moyen extrêmement pratique pour régler nos dettes mais n'a jamais permis à elle seule ni de connaître notre résultat (résultat = ACTI – CONS) ni de calculer notre situation nette  $SN = (BIENS + DAR + MD) - DAP$

Rappelons comment les économistes définissent la monnaie. Nous avons jusqu'à présent simplifié leurs propos en disant qu'ils définissent la monnaie comme étant un "bien". En réalité, ils ont des "*théories très diverses et même contradictoires de la monnaie*". Voilà la première phrase apprise par l'étudiant en économie. Nous ne rentrerons pas dans l'inextricable littérature sur le sujet. Contentons-nous de reprendre les définitions les plus courantes.

Nous verrons que les monnaies étrangères, les devises, sont considérées par les économistes comme étant des marchandises.

A la rigueur, nous sommes d'accord avec une première définition "d'unité de compte", mais à la condition de ne pas la définir en même temps comme étant un "étalon". Cette première définition se rapproche de notre unité de mesure de l'échange, la variable de l'échange qui est la même que la variable de l'équation comptable. La monnaie est également définie comme étant un "instrument de paiement". Il ne faut pas confondre l'accessoire, le moyen de transmettre l'information, espèces, chèque, virement, carte bancaire, etc., avec l'essentiel. L'essentiel pour nous, n'est pas le moyen utilisé pour transmettre l'information mais l'information pour mettre à jour le solde du compte bancaire identique à celui de notre propre comptabilité. Enfin la monnaie "réserve de valeur" oublie encore l'essentiel. L'origine au passif du patrimoine juridique à l'actif. Il faut une situation nette positive au passif, (origine du patrimoine) pour que la présence d'une monnaie disponible à l'actif (patrimoine juridique) puisse être une "réserve". Avec les autres éléments de l'actif, (BIENS + DAR) cette monnaie disponible (MD) est plus ou moins incluse dans une situation nette positive (SN) calculée en tenant compte du total des dettes à payer (DAP).  $SN = (BIENS + DAR + MD) - DAP$ . Les comptables n'emploient jamais le mot réserve à l'actif mais toujours au passif. Il faut savoir lire un bilan. Les réserves font partie de la situation nette quel que soit le montant de monnaie disponible MD et la bonne gestion de ce montant est de tendre vers zéro ce qui n'empêche pas d'avoir de bonnes "réserves".

Après ces définitions aussi différentes les unes que les autres, revenons sur un plan plus théorique. Il y aurait des économistes "*fonctionnalistes*" et des économistes "*institutionnalistes*". Peut-être serions-nous d'accord avec les premiers. La monnaie remplit la "fonction" d'unité de mesure. Encore faut-il être certain que cette unité n'est pas un étalon mais une "variable", la variable de l'échange avec sa traduction comme étant la même variable de l'équation comptable. Il faut également limiter la monnaie disponible au "voile", à "l'huile" des échanges et exclure la quasi



monnaie, les dettes à recevoir. Pour les seconds, les *institutionnalistes*, nous avons suggéré que nos plus lointains ancêtres, au lieu de se disputer la nourriture ou tout autre bien, ont inventé l'échange. Cette pratique avait en plus l'avantage de garantir une certaine paix sociale. Comme l'échange est plus souvent inégal qu'égal, il fallait soit garder la mémoire de la différence dans une sorte de bilan, soit inventer et faire circuler un symbole, la monnaie disponible, pour effacer sur-le-champ cette différence. Si les institutionnalistes nous expliquaient que les banques sont des "*institutions*" qui nous rendent le service, grâce à leur comptabilité, de régler nos dettes d'une manière parfaitement fiable, nous serions peut-être d'accord avec eux.

### **Les monnaies étrangères**

Nous avons un point d'accord avec les économistes. Une monnaie est toujours nationale. C'est peut-être le symbole le plus fort, le plus directement visible, d'appartenance à un même groupe. Alors, comment peut-on gérer les échanges internationaux avec des monnaies nationales différentes ?

La solution la plus simple a été le troc, soit des marchandises contre d'autres marchandises soit des marchandises contre un certain poids de métaux précieux. Les spartiates réservaient les pièces en or aux échanges avec les étrangers et interdisaient l'usage des métaux précieux pour leur commerce interne. Plus près de nous, le commerce international du XIX<sup>ème</sup> siècle a utilisé le même système de troc avec des réserves d'or restant à l'abri dans de solides entrepôts. Rien ne ressemble plus à un lingot qu'un autre lingot d'or. Il suffisait de tenir la propriété des stocks. Depuis l'abandon de ce système, depuis que la comptabilité des banques a rendu la monnaie fiable, la seule solution est d'utiliser l'unité de mesure de l'autre nation. Une entreprise française vend des marchandises aux Etats-Unis et reçoit un chèque en dollars. Que faire de cette unité de mesure étrangère ?

La comptabilité de l'entreprise française ne peut faire autrement que de considérer ces dollars comme étant un bien (BIENS) ou une

dette à recevoir (DAR), le résultat est le même. Pour continuer à pouvoir faire des additions, à respecter l'égalité de l'équation, il faut valoriser ces dollars en euros. Le "change" est l'opération de conversion d'une monnaie nationale dans une autre monnaie nationale mais ne résout pas le problème : quel est le rapport entre les deux monnaies, les deux unités de mesure ? Sans hésiter, la réponse des économistes est toujours la même. La valeur de cette conversion doit venir d'un marché, d'une concurrence entre les différentes devises les unes par rapport aux autres. Voilà la théorie dominante. Elle confirme l'idée que la monnaie est un "bien" et ce bien doit trouver sa valeur par le marché comme n'importe quel autre bien. Notre "unité de mesure de l'échange", notre "variable de l'équation comptable" devient une marchandise.

Faute d'avoir, au niveau mondial, une volonté politique internationale identique à celle que nous venons d'avoir avec l'euro, nous admettons qu'il est difficile de faire autrement. Nous aurions aimé voir les économistes regretter cette situation, nous dire qu'il est anormal de spéculer sur des unités de mesure. Au contraire, la pensée dominante crie haut et fort que l'Etat ne doit pas intervenir sur le marché des changes. La concurrence "pure et parfaite" deviendrait "impure". Même au niveau national, certains économistes ultra libéraux préconisent une liberté totale des banques. Celles-ci devraient avoir la liberté de "créer !" leur propre monnaie et le "marché !" dire quelle est la meilleure monnaie. Le consommateur pourrait choisir sa "monnaie" comme il choisit n'importe quel bien de consommation ! Il faut une imagination débordante et une parfaite ignorance de la comptabilité pour faire de telles propositions.

La mise en place de l'euro vient d'apporter un démenti aux théories économiques définissant les devises comme étant des marchandises. Elle a été initiée par les pouvoirs politiques. A notre connaissance, très peu d'économistes se sont battus pour que cette mise en place se fasse plus tôt. Quelle est la définition de cette nouvelle unité de mesure de l'échange, de cette nouvelle variable de l'équation comptable ?

L'euro est d'abord et avant tout une parité définitive, un taux de change qui ne bougera plus entre les monnaies des pays européens ayant adhéré à cette nouvelle monnaie. On peut donner l'image du centimètre et du pouce américain. Le rapport entre ces deux mesures est fixe. Personne ne réclame la création d'un troisième système et l'abandon des deux autres. Nos aurions pu nous contenter de cette parité définitive, chaque pays gardant sa propre monnaie. Sur un plan théorique une parité définitive, identique au rapport entre le centimètre et le pouce américain, est suffisante.

Sur un plan pratique l'avantage d'une monnaie unique est de simplifier les tenues comptables, en particulier celles des banques, mais elle a un gros inconvénient pour les citoyens quand il faut changer ses références. Malgré cet inconvénient, l'avantage psychologique est énorme. La monnaie est un symbole national très fort. Ce nouveau symbole contribue à l'intégration politique des nations qui composent l'Europe.

En attendant une monnaie mondiale, une parité définitive entre toutes les monnaies, nous avons deux attitudes. La première est le laisser faire. Les devises restent des marchandises dont la valeur est donnée par le marché. Il faut admettre cette solution comme un pis-aller et ne plus la justifier avec des théories. Ce serait déjà un grand progrès moral. Avec un peu d'imagination on peut trouver d'autres solutions.

Le premier bienfait de l'euro est de permettre aux entreprises européennes de commercer entre elles avec une prévision de coût, une prévision de facturation qui ne sera pas remise en cause. Elles ne courent plus le risque d'un éventuel gain et surtout d'une perte au moment du règlement. La grande majorité des entreprises préfèrent la sécurité au jeu de la spéculation. L'Europe, avec sa banque centrale, pourrait assurer la même sécurité avec les principales devises, dollar, yen, livre anglaise, etc. Le pouvoir politique européen déciderait une parité définitive identique à celle prise pour l'euro et demanderait à sa banque centrale d'être la seule à prendre le risque de la spéculation. Les éventuelles plus-values ou moins-values seraient prises en charge par le budget de l'Europe et la comptabilité de la banque centrale donnerait immédiatement le

gain ou la perte des variations de change. Le risque devient collectif et ne serait plus la spéculation des particuliers. Voilà une proposition rapidement émise. Elle peut être critiquable pour différentes raisons sauf celle de dire qu'elle est contraire aux théories du libéralisme économique. Les monnaies étrangères sont pour chaque nation des unités de mesure et spéculer sur des unités de mesure est un non-sens.

Nous ne confondons pas cette spéculation sur les devises avec les taux d'intérêts des prêts réciproques. Le rôle de la monnaie disponible se limite au transfert de l'information. Inutile de s'attarder sur le remplissage de la monnaie disponible de l'emprunteur (+MD) égal au vidage de celle du prêteur (-MD). Les dettes réciproques sont positives, (+DAR chez le prêteur), (+DAP chez l'emprunteur). La négociation des taux d'intérêts est une activité classique d'une économie libérale. A priori, elle est prévue au départ mais dans le cas de devises étrangères il faut ajouter l'éventuelle variation de change au moment du remboursement. Avec notre proposition d'une prise en charges des variations des taux de change par la banque centrale, le "marché" de l'argent, national ou international, se limite, et voilà l'essentiel, à ces taux d'intérêts. Ces intérêts sont des charges (CONS) pour l'emprunteur, des produits (ACTI) pour le prêteur, traités dans l'équation du résultat = ACTI - CONS, et indépendamment des "flux monétaires" qui ont pu les engendrer.

A notre avis, il est inutile de réclamer une taxe sur les mouvements des capitaux internationaux, considérés comme étant des "flux". Cette proposition mélange les placements d'argent et leurs taux d'intérêts prévus au moment de la négociation des prêts avec les spéculations sur les taux de change lors des transferts des informations par l'intermédiaire des différentes unités de mesures étrangères. Aucune raison ne justifie des taxes sur des transferts d'information comme par exemple le chèque qui règle une vente qui n'a rien d'immorale. Autre exemple, celui de notre exercice avec nos trois marchands Martini, Dupont et Durand. Supposons le premier européen, le second américain et le troisième japonais. La compensation de leurs dettes ne demande pas une circulation de

"flux monétaires" égale au montant de leurs dettes. La taxe "Tobin" ne porterait que sur le règlement du reliquat de leurs dettes. Il faut lutter contre l'idée de considérer les unités de mesure étrangères comme étant des marchandises avec lesquelles on peut spéculer. Approfondir la théorie de la monnaie rendrait plus de service à l'humanité.

## **La comptabilité et la gestion d'une nation**

### **Le modèle actuel de comptabilité nationale**

### **Notre modèle**

### **La théorie comptable appliquée à la comptabilité nationale**

### **Les ménages consommateurs**

### **La construction de notre modèle**

### **La production marchande et non marchande**

### **Les consommations intermédiaires de la production**

### **Cohérence de la production avec la consommation**

### **Les statistiques monétaires**



## **Le modèle actuel de comptabilité nationale**

La comptabilité nationale telle qu'elle est conçue et pratiquée actuellement est une énorme machine. Il est hors de propos d'en faire l'analyse et de la comparer avec notre proposition. Il faudrait commencer par une longue et fastidieuse description de toutes les conventions sur lesquelles elle est bâtie. A l'image de l'égalité des valeurs absolues des débits et des crédits des comptes, d'où son nom, cette comptabilité nationale s'appuie sur les égalités des recettes et des dépenses, des entrées et des sorties, des emplois et des ressources, etc. Une fois de plus, la comptabilité des entreprises, mal comprise car présentée comme étant un "équilibre" permanent à cause de l'égalité des valeurs absolues des débits et des crédits, sert de référence aux théoriciens de la comptabilité nationale. Ces égalités des recettes et des dépenses, des entrées et des sorties, des emplois et des ressources, présentés comme étant des circuits, toujours les flux, remplissent des réservoirs pendant que d'autres se vident, le tout dans un cadre qui essaye de ressembler à un vague compte de résultat mais qui mélange des éléments à priori dynamiques avec des éléments qui devraient être statiques mais dont on mesure les "flux de variation !". Il faut apprendre et admettre les conventions sur lesquelles sont bâtis les comptes de la nation. Si les données qui en résultent ne sont guère fiables, mais si le mode de calcul reste le même d'une année sur l'autre, au moins les écarts donnent une tendance et une certaine idée des volumes de cette tendance. Un exemple, le PIB, quel que soit son volume, nous donne d'année en année des pourcentages de croissance, de stagnation ou de décroissance mais il n'a mesuré que des volumes d'activité sans nous donner le résultat de ces activités.

Une autre manière de présenter les différences entre la comptabilité nationale traditionnelle et notre modèle peut être formulée de la manière suivante. Une entreprise doit présenter tous les ans un bilan et un compte de résultat. Voilà la base essentielle, obligatoire, la synthèse la plus condensée mais la plus fiable de sa situation patrimoniale et du résultat de ses activités. Le modèle actuel regroupe des données extraites des bilans et comptes de résultat des entreprises dans des tableaux censés représenter des circuits de ces



entreprises vers les institutions financières et autres agrégats au lieu de conserver ces bilans et comptes de résultat dans leur intégralité comptable.

### **Notre modèle**

Le modèle que nous proposons est bâti sur la théorie comptable telle que nous l'avons proposée dans les chapitres précédents et sur une ventilation fonctionnelle de toutes les entités d'une nation. Elle est résumée dans deux schémas, par définition complémentaires, l'un statique pour les bilans, l'autre dynamique pour les comptes de résultat. Ces schémas sont proposés en annexe. Les chiffres indiqués sur les différentes masses de ces schémas ne correspondent pas à la réalité, c'est évident. Ce sont seulement des moyens pédagogiques proposés pour mieux comprendre la logique de nos propositions.

### **La théorie comptable appliquée à la comptabilité nationale**

Nous gardons l'équation fondamentale  $BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + ACTI$ . Jusqu'à présent elle s'appliquait à une entité, une entreprise, un particulier, etc. Dans notre modèle elle s'applique à toutes les entités d'une nation. Cette nation, la France par exemple, est notre ensemble de référence pour bâtir notre modèle mais cet ensemble ayant des relations économiques avec d'autres ensembles, d'autres nations, il faut en déduire les conséquences sur la définition des sept éléments de l'équation. Reprenons ces éléments.

**BIENS.** Il existe des biens présents sur le territoire national mais qui appartiennent à des entités étrangères. Il convient d'imaginer, si elle n'existe pas déjà, une société, filiale de la société mère, et gérée comme si elle était indépendante de la société mère. Il s'agit des BIENS du bilan à ne pas confondre avec les biens et services achetés et vendus du compte de résultat.

**DAR, DAP.** Dans un schéma complet, il faut conserver l'ensemble des dettes à recevoir et des dettes à payer. Les dettes à payer

contribuent aux frais financiers (CONS) et les dettes à recevoir aux revenus financiers (ACTI) du compte de résultat (résultat = ACTI – CONS) quelle que soit la nationalité du tiers concerné. Pour des raisons de cohérence entre les dettes à recevoir et les dettes à payer, il faut distinguer les dettes dues ou à recevoir des tiers de la même nation et des tiers extérieurs à la nation. Dans notre schéma des bilans, et dans le but de ne pas alourdir sa présentation, nous éliminons les dettes externes. Dans un schéma complet il suffirait de distinguer les dettes à recevoir internes (DAR int.) et externes (DAR ext.) et les dettes à payer internes (DAP int.) et externes (DAP ext.) pour conserver l'égalité évidente des (DAR int.) égales aux (DAP int.) telle qu'elle est présentée sur notre schéma. Dans le même ensemble, la même nation, la dette à recevoir de l'un a sa contrepartie dans la dette à payer de l'autre. Par contre nous distinguons de l'ensemble des dettes à payer, les dettes à payer aux banques (DAPB) lorsque ces dettes sont la contrepartie de la monnaie disponible (MD2) apparemment créée par les banques. Dans notre modèle nous supposons, mais ce n'est pas une nécessité, une création (MD2) égale à la monnaie disponible appartenant en propre (MD1) aux entités de la nation soit un doublement de cette MD1. Une proportion plus forte ou plus faible garderait l'égalité de cette création MD2 avec les dettes à payer aux banques (DAPB).

**MD.** Il s'agit de la seule monnaie disponible de la nation considérée. Les monnaies disponibles des autres nations sont des dettes à recevoir ou à payer traduites dans la monnaie nationale avec un éventuel gain (ACTI) ou perte (CONS) si le taux de change a évolué au moment du règlement. Comme pour la comptabilité d'une entreprise, l'éventuelle dépréciation de la valeur de la monnaie entre le premier janvier et le 31 décembre n'a aucune incidence sur la validité des bilans et comptes de résultat de l'année. Elle n'a d'importance que pour les comparaisons d'une année sur l'autre.

**ACTI, CONS.** Les exportations contribuent aux activités (les produits) et les importations aux consommations (les charges) sans qu'il soit nécessaire de les distinguer des activités et consommations réalisées avec les partenaires de la même nation.

Les exportations et les importations sont actuellement présentées à part dans le calcul du produit intérieur brut (PIB). Cette présentation est peut-être intéressante pour établir certaines statistiques mais n'est pas nécessaire dans notre modèle. Voilà une découverte intéressante de la théorie comptable. Elle relativise l'importance que l'on donne généralement au solde entre les exportations et les importations. Il serait plus intéressant de s'intéresser aux dettes à payer et à recevoir extérieures à la nation (les DAP ext.) et les (DAR ext.) définis précédemment. Elles ont une influence sur les frais financiers (CONS) du compte de résultat, si les dettes à payer sont supérieures aux dettes à recevoir ou sur les revenus financiers (ACTI) du même compte de résultat dans le cas inverse. Les balances commerciales, des paiements, des capitaux, etc., enregistrent essentiellement des flux. Il serait intéressant de mettre surtout en évidence le solde des pertes (CONS) ou des gains (ACTI) du compte de résultat issus des dettes ou des placements extérieurs et des mêmes pertes ou gains à l'occasion des taux de change avec les devises étrangères. Voilà des valeurs, indépendantes des "flux financiers", qui enrichissent ou appauvrissent une nation par rapport au reste du monde.

**SN.** L'agrégation de toutes les situations nettes de toutes les entités d'une nation est une donnée essentielle. Elle mesure la véritable richesse d'une nation. La propriété financière du patrimoine de la nation diminuée du total des dettes à payer. Sa variation d'une année sur l'autre, égale au résultat agrégé de toutes les entités, est le premier critère de notre modèle de comptabilité nationale. Ce critère est plus significatif que le PIB actuel. Ce PIB mesure un volume d'échanges, y compris des échanges nuisibles, destructeurs de richesses, et non pas le résultat, au sens comptable du terme, issu de ces échanges. Le résultat = ACTI – CONS est le seul à modifier la situation nette et la variation de cette situation nette est le seul critère d'un enrichissement ou d'un appauvrissement. Pour les sociétés nous retenons le résultat après affectation de ce résultat car les dividendes sont des dettes à payer aux propriétaires de la société (DAP), dividendes que l'on retrouve dans les revenus

(ACTI) des propriétaires. Nous appelons le résultat propre à la société les profits investis.

Bâtir un bilan et un compte de résultat global de toutes les entités d'une nation donne le cumul des résultats (résultat = ACTI – CONS) de toutes les entités de la nation. Ce cumul, nous l'avons dit précédemment, mesure l'enrichissement annuel de la nation. Comme pour une entreprise, il s'agit de la première et de la plus importante des informations. Après ce résultat global, il faut imaginer un découpage de notre nation par fonction en commençant par les deux fonctions principales, la production et la consommation.

### **Les ménages consommateurs**

Nous verrons plus tard pourquoi nous commençons par la consommation, mais déjà il est évident que tous les citoyens, adultes et en bonne santé, sont en même temps des producteurs et des consommateurs. Appelons les des ménages lorsqu'ils sont des consommateurs et des entreprises (soit individuelles soit en société avec leurs personnels et leurs propriétaires) lorsqu'ils sont des producteurs. Cette ventilation est réellement fonctionnelle car les mêmes individus sont dans les deux fonctions. Il est difficile d'imaginer des producteurs qui ne seraient pas en même temps des consommateurs. A la limite, une famille vivant exclusivement du RMI ou d'une retraite par répartition (sans retraite par capitalisation car cette retraite est une activité marchande de vente d'intérêts), serait un ménage consommateur sans être en même temps producteur. Ces cas particuliers sont très marginaux. La quasi-totalité des consommateurs sont en même temps des producteurs et tous les producteurs sont des consommateurs. Les entreprises individuelles ne sont plus absentes de la production comme elles le sont actuellement ce qui est une grave erreur. La déclaration fiscale de ces entreprises apporte des données comptables suffisantes. Ces entreprises individuelles sont d'abord dans l'agrégat des producteurs avec un bilan et un compte de résultat de leur activité professionnelle. Ce résultat, qu'il ne faut pas confondre avec les

prélèvements faits par l'entrepreneur sur la trésorerie de son entreprise, est le ou l'un des revenus (ACTI) de leur deuxième comptabilité en tant que ménage consommateur. Cette confusion entre la trésorerie prélevée et le résultat comptable qui est pour le travailleur non salarié son véritable revenu (équivalent salaire net sur lequel sont calculées les charges sociales), est fréquente et sans doute la raison pour laquelle, dans le modèle actuel, les entreprises individuelles sont exclues de la production et agrégées aux ménages.

L'agrégat des ménages consommateurs regroupe tous les citoyens quelle que soit la nature de leurs activités en tant que producteur, et les rares consommateurs qui ne sont pas en même temps producteurs. Nous supposons que tous les ménages tiennent une comptabilité en tant que consommateurs et sautons à pieds joints sur l'évidente difficulté pour collecter les informations. Il sera difficile de demander à chaque ménage de tenir et de communiquer tous les ans son bilan et son compte de résultat. On peut imaginer un vaste échantillon de ces ménages, le plus possible représentatif de la population, suivi par l'Insee avec l'aide d'un logiciel ressemblant à notre logiciel Compt'in. D'autres sources de renseignements permettent de contrôler cet échantillon. La déclaration annuelle des revenus n'est pas loin d'être égale aux activités (les produits) de leur compte de résultat. La fraude peut être estimée et de toute façon ne varie pas dans de grandes proportions d'une année sur l'autre. De nombreuses études sont faites sur la consommation des ménages.

Dans nos schémas nous prenons comme base les revenus (produits = 100 du compte de résultat) des ménages consommateurs. Les autres chiffres ne sont que des points de repères pour illustrer notre démonstration. Ces revenus proviennent soit d'une activité marchande notée en rouge sur notre schéma soit d'une activité de fonctionnaire au service du bien public notée en vert. Nous retrouverons cette distinction lorsque nous aborderons la production. Ces activités ou revenus dénommés produits égaux à 100 doivent couvrir toutes les consommations finales y compris les amortissements de leurs biens avec, nous l'espérons, un plus, un

résultat global positif de l'agrégat. Ce résultat se retrouve dans la situation nette du bilan avec sa contrepartie dans le patrimoine juridique, l'actif. Voilà l'exemple d'un déséquilibre dynamique, celui du compte de résultat, qui, ajouté à la situation nette, équilibre automatiquement le bilan statique. Nous avons noté, dans notre schéma, ce résultat global des "profits enrichissements" égaux à 12. De l'ensemble des consommations dénommées charges égales à 88 il faut extraire les taxes y compris la plus importante la TVA. Ces taxes retournent en produits à l'Etat. Ces impôts ne sont pas consommés directement par les ménages mais par l'Etat pour gérer les biens et services collectifs mis à la disposition et donc, pour finir, consommés par les citoyens. Nous découvrirons que ces impôts (10 + 5 notés en bleu sur les schémas des comptes de résultat) ne doivent pas contribuer à rémunérer le personnel de l'Etat mais doivent couvrir les autres charges (15) du compte de résultat de cet Etat. Nous n'avons pas réussi à construire des schémas cohérents sans cette égalité. Première découverte surprenante mais imposée par la théorie comptable. Nous reviendrons sur cette cohérence lorsque nous aborderons le bilan et le compte de résultat de l'Etat défini comme étant l'agrégation de tous les biens et services non marchands.

Analysons maintenant le bilan agrégé des ménages consommateurs (schéma des bilans) en commençant par le patrimoine juridique, l'actif. Nous conservons le même langage que celui de la théorie comptable avec les BIENS, les dettes à recevoir (DAR) et la monnaie disponible (MD). Pour simplifier nos tableaux nous avons éliminé les dettes à recevoir et à payer extérieures à la nation. Cette simplification nous permet de retrouver l'équivalence des dettes à recevoir des uns avec les dettes à payer des autres de la même nation. N'oublions pas les placements des particuliers, la fameuse quasi-monnaie. Ces placements sont inclus dans les dettes à recevoir des tiers (DART). Nous avons ajouté une lettre T ou B aux DAR et DAP pour distinguer les dettes à payer aux tiers (DAPT) ayant leur équivalence en dettes à recevoir des tiers (DART) des dettes à payer aux banques (DAPB) lorsqu'il s'agit de l'apparente création monétaire (MD2) par les banques. Nous

retrouvons cette création dans le total de la monnaie disponible MD. Toujours dans le patrimoine juridique des ménages, il faut extraire de la monnaie disponible totale  $MD = 20$ , la monnaie disponible MD1 ( $MD \text{ net} = 17$ ) dont la contrepartie est dans la situation nette (SN). La différence ( $20 - 17 = 3$ ) est une MD2 dont l'origine est dans les dettes à payer aux banques DAPB notées 3 également.

Avant d'aborder le passif, une précision. Dans le patrimoine juridique des ménages, nous avons exclu les actions, ou les parts sociales, de sociétés (SA, SARL, etc.) ainsi que les investissements des entreprises individuelles nécessaires à leur fonctionnement. Il ne fallait pas les compter deux fois. Nous les retrouvons dans les bilans de la production marchande dont la situation nette finit toujours par être la propriété des mêmes citoyens dans leurs deux fonctions, la production et la consommation.

L'origine du patrimoine juridique des ménages, le passif, est notée avec une importante situation nette ( $SN=110$ ) pour un total de patrimoine juridique, l'actif, noté 120. Encore une fois ces chiffres ne servent qu'à faciliter la lecture des schémas. Nous avons imaginé des dettes à payer aux tiers ( $DAPT=7$ ) et de la monnaie créée par les banques ( $DAPB=3$ ) soit un total de 10 qui ajouté aux 110 de la situation nette font un total du passif de 120 par définition égal au patrimoine juridique 120. Nous pourrions faire une démonstration laborieuse de la ventilation de cette situation nette des ménages proposée sur le schéma. Cette démonstration par simplification progressive de l'équation fondamentale  $BIENS + DAR + MD = SN + DAP$ , ventilée entre les trois agrégats, aboutit aux conclusions suivantes. Les ménages pris globalement et non pas individuellement sont d'abord propriétaires financièrement de leurs biens. Sur le schéma  $BIENS = 63$ . Ils sont également propriétaires de la monnaie disponible MD1 (15). Ce chiffre est obtenu par différence entre les trois MD notés en vert des trois agrégats ( $20 + 5 + 5 = 30$ ) équivalent à la masse totale M1 diminuée de la partie MD2 (15) dont la contrepartie est l'addition des trois dettes à payer aux banques (DAPB) notées en bleu ( $3 + 2 + 10$ ). Enfin, et là le raisonnement est plus subtil, ils sont

propriétaires de la partie des BIENS de la production marchande (25) et non marchande (l'Etat) (7) qui n'est pas couverte par les situations nettes de la production marchande et de l'Etat. Voilà une nouvelle cohérence non recherchée à priori mais imposée par la théorie comptable et sur laquelle nous reviendrons. Nous découvrirons de nouvelles cohérences encore plus intéressantes mais avant de les proposer insistons sur la manière dont la théorie comptable nous a permis de les découvrir.

### **La construction de notre modèle**

Notre premier point de départ est le suivant. De l'agrégat de toutes les entités d'une nation nous avons fait l'hypothèse, et là nous ne sommes pas très original, qu'il faut distinguer d'un côté la production et de l'autre côté la consommation avec cette évidence que l'on ne peut consommer que ce que l'on a produit. Nous n'en déduisons pas une égalité, un équilibre *production = consommation*, à l'image de la fausse égalité des débits et des crédits, des emplois et des ressources ni même de l'égalité inverse des recettes toujours positives et des dépenses toujours négatives. Nous conservons le déséquilibre, la différence calculée par le compte de résultat, (résultat = ACTI – CONS), identique à celui du bilan, (résultat = (BIENS + DAR + MD) – (SN + DAP)). Il suffit d'ajouter ce déséquilibre, ce résultat, à la situation nette pour retrouver le bilan Actif = Passif.

Donc, d'un côté un bilan et un compte de résultat de la consommation, et de l'autre un bilan et un compte de résultat de la production. Nous avons commencé par la consommation car il est inutile de produire si cette production n'est pas destinée à la consommation. Nous retrouvons le système libéral déjà évoqué. Une production qui ne trouve pas son marché disparaît. Il est donc logique de commencer par les consommateurs puis remonter le chemin pour découvrir d'où viennent les revenus de ces ménages en tant que consommateurs. Notre deuxième point de départ est également une évidence, les dettes à recevoir des uns sont les dettes à payer des autres. Avec ces deux points de départ, il suffit



de suivre la logique de la théorie comptable pour découvrir les égalités que nous avons dénommées des cohérences.

Ces égalités ne sont pas des nécessités mais des objectifs vers lesquels il est souhaitable de tendre pour garder une "cohérence" entre les bilans et comptes de résultat des trois agrégats. Dans une comptabilité nationale, construite selon notre modèle, la réalité constatée peut être différente. L'objectif souhaité n'a pas été atteint et ce que nous appelons nos cohérences peuvent disparaître. Restons prudent. Tant que nous sommes dans la construction théorique du modèle, telle masse devrait être "théoriquement" égale à telle autre masse. Comme pour toute hypothèse, l'expérimentation, la constatation de la réalité, viendra confirmer ou infirmer ces égalités. Mais encore faut-il être cohérent dans la mesure des phénomènes économiques et pour nous, seule la théorie comptable exprimée par son équation, doit donner, théoriquement, cette cohérence.

Ce n'est pas par hasard que nous avons noté sur nos schémas les revenus (les produits du compte de résultat) de la consommation égaux à 100, base des chiffres qui permettent d'établir les équivalences. Cette base 100 doit être produite (compte de résultat de la production marchande) mais sur cette production marchande on note en jaune une production nette égale à 110. Pourquoi 110 et non pas 100 ? Nous le verrons plus tard car il est temps maintenant d'aborder l'agrégat de la production que nous avons limité à la production marchande. Encore une question, où placer la production non marchande, les biens et services collectifs, que les ménages finissent par consommer ?

### **La production marchande et non marchande**

Commençons par la production non marchande. Dans notre schéma, cette production des biens et services collectifs, est une production dont les ressources, les produits du compte de résultat, sont exclusivement des impôts. Autrement dit toutes les activités de l'Etat qui trouvent leurs origines ailleurs que dans les impôts sont regroupées avec la production marchande. Voilà pourquoi

nous appelons l'Etat, l'Etat public, même s'il s'agit d'un pléonasma. L'adjectif public rappelle que tout ce qui est vendu par l'Etat à des consommateurs qui ont le choix de l'acheter ou de ne pas l'acheter est exclu de cet Etat et rejoint la production marchande.

Comme les impôts ne tombent pas du ciel, il faut trouver des contribuables. Tous les citoyens sont des contribuables. Tantôt en tant que producteurs et ce sont les impôts de la production marchande et tantôt en tant que consommateurs et ce sont les impôts des ménages dans leur fonction de consommation. Voilà pourquoi dans notre schéma l'Etat public est coincé entre les deux fonctions.

Il faut en déduire, nous ne voyons pas comment faire autrement, que toute l'origine de l'activité ne peut être que la production marchande. Rappelons que cette production marchande regroupe toute la production, y compris celles des entreprises individuelles mais également toutes les activités des ménages qui engendrent un échange. Le femme de ménage ou l'étudiant qui garde des enfants ont une activité marchande. L'auto consommation est une production marchande que le ménage se vend à lui-même. Elle ne change pas les équivalences car les masses de l'auto production sont les mêmes que celles de l'auto consommation. Tout le problème, nous en reparlerons, est de les valoriser.

Dans notre schéma, l'origine des ressources à la disposition des consommateurs provient exclusivement de la production marchande. Nous retrouvons d'abord notre définition de l'économie qui doit se limiter aux échanges car seuls les échanges sont mesurables. Nous retrouvons également notre système libéral mesuré par la comptabilité avec la monnaie, l'unité qui mesure l'échange. Cette monnaie n'est ni un "bien" ni un "étalon". Elle est d'abord la variable de l'échange qui est en même temps la variable de l'équation comptable et l'équation comptable assure la cohérence de l'ensemble.

### **Les consommations intermédiaires de la production**

Le total de la production n'est pas le cumul des produits de tous les comptes de résultat de la production marchande. Il faut éliminer ce que la comptabilité nationale traditionnelle appelle les consommations intermédiaires. Ces consommations intermédiaires sont les achats et services nets (variations de stocks inclus) du compte de résultat, y compris les amortissements. Certes, l'origine de ces achats et ventes sont les échanges que les entreprises font entre elles pour produire mais il ne faut pas les déduire des "flux" de marchandises mais des valeurs enregistrées par la comptabilité dans les comptes de résultat. Le calcul de ces consommations intermédiaires est très complexe dans le modèle traditionnel et douteux car probablement calculé à partir des "flux" de marchandises. Dans notre modèle, il est très simple. Il suffit de faire confiance à la théorie et à la pratique comptable.

Par définition, l'ensemble des produits (nos ACTI du compte de résultat de la production marchande) couvrent toutes les charges (nos CONS) avec nous l'espérons un déséquilibre positif, le résultat, déjà dénommé les profits investis. Ce déséquilibre trouve sa place dans la situation nette des bilans. Dans les charges du compte de résultat il suffit d'extraire d'une part le total de toutes les rémunérations, y compris celles des actionnaires, et d'autre part tous les impôts à la charge de la production marchande pour éliminer automatiquement et sans avoir besoin de les calculer toutes les consommations intermédiaires. Dans notre schéma cette élimination automatique est représentée par les parties hautes restées blanches des produits et des charges du compte de résultat agrégé de la production marchande. Pour finir, la production nette, origine de toutes les ressources d'une année, comprend d'abord les profits investis de la production égaux à 10 et les 100 de la consommation finale des ménages. Cette production nette (110) est l'addition des rémunérations et des impôts. La boucle est bouclée. Il suffit de suivre sur les schémas les flèches des comptes de résultat.

Ce mode de calcul de la production nette ne nous oblige pas à prendre en compte explicitement les importations et les exportations de ces consommations intermédiaires. Nous avons été

très surpris par cette découverte car ces importations et exportations péniblement calculées par la comptabilité nationale traditionnelle sont volumineuses. Nous avons essayé de les réintroduire mais sans succès. Quelle que soit l'origine de ces consommations intermédiaires qu'elles viennent des entreprises de la même nation ou de l'extérieur, elles contribuent au total des produits et des charges de la production marchande. Pour finir la seule production nette intéressante est égale à l'addition des profits investis, des rémunérations et des impôts. Il suffit d'analyser le plan comptable utilisé par les entreprises pour découvrir que le total des produits du compte de résultat de la production marchande diminué des achats de biens et de services et des dotations aux amortissements correspond à ce que nous appelons la production nette égale aux profits, aux rémunérations et aux impôts. Il est nécessaire d'avoir une parfaite connaissance de la pratique comptable pour admettre l'élimination automatique des consommations intermédiaires d'où une définition rigoureuse de la production nette. Cette production nette est l'addition des rémunérations, des impôts et taxes, (impôts sur les revenus compris, nous le verrons plus tard) et enfin des profits investis de la production marchande.

### **Cohérence de la production avec la consommation**

Nous réduisons l'Etat public aux activités dont la source est exclusivement des impôts. Le reste de ses activités rejoint la production marchande. Les activités des ménages qui engendrent des échanges sont également incluses dans cette production marchande. Le compte de résultat de cette production marchande est conforme à la théorie comptable. Les consommations intermédiaires s'éliminent automatiquement en faisant l'addition des profits investis (que l'on retrouve dans le bilan), des rémunérations et des impôts. Nous avons là une production nette qui, sauf les profits investis, sera à la disposition des ménages en tant que consommateurs. Précisons qu'il s'agit des rémunérations nettes d'impôts donc effectivement à la disposition des ménages. Dans notre schéma les impôts sur les revenus sont inclus dans les

impôts de la production marchande. Nous ajoutons également les charges sociales maladie qui servent à financer les soins mis gratuitement à la disposition des citoyens soit directement soit par remboursement immédiat. Les autres charges sociales, comme les allocations familiales ou chômage ou RMI, les retraites, etc., sont des répartitions. Ces répartitions reviennent à la disposition des ménages. Il ne faut pas confondre des prélèvements ayant pour but une redistribution des revenus avec des prélèvements qui servent à financer par l'impôt des biens ou services mis gratuitement à la disposition des citoyens. Notre schéma est évident. Il nous oblige à distinguer en vert les prélèvements, les impôts, que nous retrouverons en produits de l'Etat public pour financer les biens et services non marchands à la disposition de tous les citoyens, y compris les plus riches. Les prélèvements sur les revenus des plus favorisés pour en faire une redistribution à caractère hautement social restent en rouge dans l'ensemble des rémunérations. Il en est de même pour les retraites bien dénommées retraites par répartition. Il est stupide de les considérer comme étant des "droits futurs" ou comme des dettes à recevoir.

Le bilan agrégé de la production marchande retrouve dans sa situation nette (SN = 45) le déséquilibre, les profits investis, (10) de son compte de résultat. Ce résultat modifie la situation nette dans l'égalité du patrimoine juridique, l'actif avec son origine, le passif. Cette situation nette (45) de la production marchande ne couvre pas tous les BIENS = 70 de son patrimoine juridique. Il manque (25) que nous avons déjà retrouvé dans la situation nette des ménages consommateurs. Le même raisonnement s'applique à l'Etat public. Il est normal que sa situation nette (SN = 33) ne couvre pas la totalité de ses BIENS (40). Ajoutons les (7) qui manquent aux (25) de la production marchande plus les (15) de la partie MD1 de la monnaie disponible totale. Ajoutons à ce premier total ( $25 + 7 + 15 = 47$ ) les 63 des BIENS des ménages leur appartenant en propre pour retrouver les ( $47 + 63 = 110 = \text{SN}$ ), leur situation nette. Sans rechercher à priori, cette équivalence, celle-ci doit logiquement apparaître dans les bilans.

On peut retrouver cette équivalence par un autre raisonnement. A partir d'une situation nette de 110, les ménages sont d'abord propriétaires juridiquement et financièrement de leur BIENS (63). Il est difficile d'imaginer l'inverse, la production marchande et l'Etat public propriétaire financièrement des BIENS des ménages. Après la soustraction  $SN = 110$  moins les BIENS = 63 il reste 47. Nous retrouvons ces 47 dans le patrimoine juridique, la colonne actif des ménages, de la manière suivante. D'abord leurs dettes à recevoir nette ( $DART = 37 - DAPT = 7$ ) = DART net de 30 auquel il suffit d'ajouter la monnaie disponible nette elle aussi (17) obtenue par différence entre la monnaie disponible totale (MD 20) et les dettes à payer aux banque (DAPB 3). Nous retrouvons dans le bilan des ménages les mêmes (47) qui nous avaient permis de couvrir l'insuffisance de couverture des biens des deux productions, marchande (25) et non marchande (7) avec les (15), la monnaie disponible MD1 et supposée appartenir en propre aux citoyens. C'est après avoir tiré les traits pointillés de l'insuffisance de la couverture des BIENS de la production marchande et non marchande par leur propre situation nette que nous avons découvert, sans la rechercher, cette équivalence. La même équivalence se retrouve dans les bilans des ménages consommateurs.

Revenons une troisième fois sur ce sujet difficile par le raisonnement suivant. Nous sommes partis de dettes à payer et à recevoir internes à la nation par définition égales. Ayant éliminé les dettes extérieurs à la nation nous faisons l'hypothèse évidente que les dettes à payer aux uns sont égales aux dettes à recevoir des autres. Globalement les dettes à recevoir des tiers (DART) notées en rouge (37 pour les ménages consommateurs plus 15 pour l'Etat public, plus 35 pour la production marchande soit 87) sont égales aux dettes à payer (DAPT) ( $7 + 25 + 55 = 87$ ) des trois agrégats. Faisons maintenant le solde net des dettes des trois agrégats. Pour les ménages nous avons un solde positif de dettes à recevoir de 30 (37 moins les dettes à payer 7). Ce solde des dettes à recevoir des ménages (30) trouve son équivalence dans le solde net des dettes à payer de ( $55 - 35 = 20$ ) de la production marchande et de ( $25 - 15$

= 10) de l'Etat public. Ces équivalences, construites à partir de l'égalité des dettes à recevoir des uns avec les dettes à payer des autres dans un même ensemble, sont à l'origine des équivalences sur l'insuffisance de la couverture des BIENS par les situations nettes de la production marchande et non marchande.

En termes plus simples, nous pouvons dire ceci. La situation nette de la production marchande appartient à des sociétés. Ces sociétés appartiennent aux citoyens par l'intermédiaire de leurs actions, parts sociales, etc. Il en est de même pour l'Etat public. La situation nette de la production non marchande appartient à l'Etat et l'Etat c'est nous. Nous avons exclu ces propriétés financières des bilans des ménages consommateurs. Il ne faut pas les compter deux fois. Il est normal que ces deux productions n'aient pas suffisamment d'argent pour financer leurs investissements, leurs stocks, en un mot leurs BIENS. L'inverse serait aberrant car il faudrait admettre que ces deux productions financent les ménages. Ayant éliminé les dettes à recevoir et à payer extérieures, nous devons retrouver chez les ménages l'argent qu'ils ont prêté, directement ou par l'intermédiaire des banques, aux entreprises et à l'Etat. Voilà la phrase qui résume le tout, mais il fallait le démontrer par la cohérence entre les bilans des trois agrégats.

### **Les statistiques monétaires**

La vraie monnaie est devenue la monnaie comptable. Nous n'avons plus besoin des autres définitions. Les pièces et les billets sont là pour éviter l'enregistrement de toutes petites sommes. Cette monnaie disponible sert à tous les échanges y compris les prêts. Ne parlons plus ni de quasi-monnaie ni de flux car ces flux mystérieux seraient capables d'augmenter le réservoir de l'emprunteur (+DAP) sans vider celui du prêteur (+DAR). Les deux valeurs sont positives et ne modifient pas les situations nettes.

Dans notre modèle, les statistiques monétaires se limitent exclusivement à la quantité de monnaie disponible dont la contrepartie est dans la situation nette. Nous l'avons appelé MD1. Si on la double MD2, il s'agit toujours d'une monnaie disponible

mais elle a sa contrepartie dans une dette due à la banque (DAPB). Voilà deux chiffres, MD1 et MD2 que nous aimerions voir calculés par les économistes. Il s'agit de deux chiffres "statiques", ils se mesurent sur les photos des bilans car la circulation de la monnaie disponible, les "flux", n'a aucune signification économique.

Un dernier commentaire sur la "masse" de cette monnaie disponible. Chaque entité gère ou devrait gérer cette monnaie disponible avec le souci d'en avoir le moins possible. La monnaie disponible est sans doute une "masse" mais une "masse" dont chaque utilisateur souhaite ne posséder que le strict minimum et à la limite un minimum qui tend vers zéro. C'est l'huile du carter. Elle aide le moteur à tourner mais les économistes ont souvent confondu cette huile avec l'essence du réservoir. Ne nous attardons plus ni sur les théories quantitatives de la monnaie ni sur les théories de l'offre et de la demande de cette monnaie dont seuls les intérêts des prêts se négocient comme les autres biens et services de l'économie de marché.

Ce que les économistes appellent des statistiques monétaires, autres que celles de notre monnaie disponible MD1 et MD2, ne sont que les dettes à recevoir et à payer déjà analysées dans les chapitres précédents et avec la rigueur comptable des bilans des trois agrégats. Ajoutons la même rigueur des comptes de résultat (ACTI – CONS = résultat). Ces dettes réciproques engendrent des intérêts. Ces intérêts sont des produits (ACTI) pour le prêteur et des charges (CONS) pour l'emprunteur. Comme pour le transfert du prêt entre les prêteur et l'emprunteur par l'intermédiaire de la monnaie disponible, cette monnaie ne sert qu'à transmettre les informations pour mettre à jour les charges et les produits. Avec le bilan pour les dettes et le compte de résultat pour les intérêts nous avons retrouvé les sept éléments de l'équation : BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + ACTI.

### **Quelques surprises !**

Notre modèle de comptabilité nationale nous a réservé une première surprise. Quelle est la donnée, le critère, le plus



intéressant ? Méfions nous des grandes masses. Il faut chercher ce critère dans un des plus petits pavés, le "profit enrichissement" noté (12) sur le schéma du bilan des ménages consommateurs. Nous le trouvons également dans la colonne des charges du compte de résultat des ménages consommateurs car il se calcule aussi bien par différence entre les produits et les charges (résultat = ACTI – CONS) que par la variation entre le début et la fin de l'exercice, l'année civile, de la situation nette (SN) du bilan. A quoi sert la production des citoyens si ce n'est dans leur fonction de consommateur ? Cette production permet d'abord de consommer (consommation finale des ménages notée 73) mais également d'avoir un surplus, un résultat positif, qui augmentera leur richesse (SN). Cette richesse a sa contrepartie dans l'actif, le patrimoine juridique (BIENS + DAR + MD) des citoyens.

Notre production nette, notée 110 en jaune, peut ressembler, dans une certaine mesure, au PIB du modèle traditionnel. Après avoir exclu le profit investi (10) qui enrichit le citoyen producteur, hélas ! quelques uns seulement, ceux que l'on appelle les capitalistes, et non pas la grande majorité, le reste égal à 100 est bien égal aux revenus (ACTI) de tous les citoyens, y compris les fonctionnaires par le jeu des impôts de la production marchande. Ces revenus permettent aux citoyens de consommer. Cette consommation peut être d'abord nécessaire pour se nourrir, se vêtir, se loger, se déplacer, se soigner, etc. Elle est parfois agréable, restaurant, vêtements de luxe, embellissement du logement, voyages, loisirs, etc. Cette consommation peut également être indispensable pour réparer une voiture après un accident ou la toiture d'une maison après une tornade. Les factures du garagiste et du couvreur ont contribué à augmenter la production nette. Il en est de même pour l'Etat public. La police est nécessaire, les enseignants très utiles, mais les soins médicaux après l'accident de voiture, ou le nettoyage d'une plage après le naufrage d'un pétrolier, sont des activités dont on aimerait se passer mais qui augmentent, aussi bien notre production nette, que le PIB traditionnel. Ce n'est plus la production nette mais le résultat, le "profit enrichissement" des ménages qui devient le critère essentiel pour porter un jugement

sur l'année qui vient de s'écouler. Comme pour une entreprise, le résultat est plus important que son chiffre d'affaires.

Ce profit est donné par le compte de résultat agrégé des ménages ( $ACTI - CONS = \text{résultat}$ ). Un résultat global négatif sera un appauvrissement de la nation (diminution de la situation nette SN). Un résultat positif comme dans notre modèle peut cacher un appauvrissement pour certains, une stagnation (résultat = 0) pour le plus grand nombre, un enrichissement excessif pour une minorité de citoyens. N'oublions pas les prélèvements pour une répartition en faveur des plus défavorisés. Ces prélèvements sont trop souvent présentés globalement, alors qu'il ne faut jamais les confondre avec les impôts. Ce n'est pas une surprise si ces prélèvements n'apparaissent pas en tant que tel dans notre modèle car ils proviennent d'une décision à caractère social qui n'a rien à voir avec la théorie comptable.

Une deuxième surprise concerne ce que la comptabilité nationale traditionnelle appelle les institutions financières. Nous avons tenté de les inclure dans un premier schéma sans pouvoir les relier d'une manière cohérente avec les trois autres bilans et comptes de résultat (production marchande, Etat public, ménages consommateurs). Il faut se rappeler que les "flux !" de la monnaie disponible ne sont que des transferts d'informations qui servent à mettre à jour les comptes des comptabilités. Inutile d'analyser ces flux, les comptabilités suffisent. Dans notre schéma la monnaie MD1 qui appartient en propre aux clients des banques est bien présente et la monnaie MD2 a sa contrepartie dans les dettes à payer aux banques (DAPB). Les banques, les assurances et autres institutions financières sont des entreprises comme les autres dans l'agrégat de la production marchande. Avec leurs dettes à recevoir (DAR) et leurs dettes à payer (DAP) nous avons déjà vu comment l'insuffisance de couverture de leurs BIENS (70 pour la production marchande sans oublier les 40 de l'Etat public) comparée à leur situation nette (45 pour la production marchande et 33 pour l'Etat public), était financée par les ménages consommateurs.

Une autre surprise a été de ne pas pouvoir construire un modèle cohérent de comptabilité nationale sans inclure le bilan et le

compte de résultat de l'Etat public, à sa place, entre la production et la consommation. Ce sujet est d'une telle importance qu'il mérite un développement dans le chapitre suivant.

La dernière surprise est la grande simplicité de notre schéma bien qu'il puisse paraître complexe à une personne qui n'a pas de connaissances comptables. Il faut réaliser que nous sommes toujours restés dans la théorie de l'équation générale (BIENS + DAR + MD + CONS = SN + DAP + ACTI).

L'actif du bilan des trois agrégats ne comporte que les biens (BIENS), les dettes à recevoir (DAR) et la monnaie disponible (MD), le passif la situation nette (SN) et les dettes à payer (DAP). Les couleurs et les volumes avec leurs chiffres ne sont que les cohérences théoriques entre les cinq masses (BIENS, DAR, MD, SN et DAP) des trois agrégats. Les trois comptes de résultat ne cumulent que les produits (nos ACTI) et les charges (nos CONS) de la même équation, les couleurs et les volumes, les cohérences entre les trois agrégats.

## **La comptabilité et la gestion d'un Etat**

**Le budget actuel de l'Etat public**

**Le bilan de l'Etat**

**Place et rôle de l'Etat**

**Les recettes et les dépenses du budget de l'Etat**

**Une classification des impôts et leur destination.**

**Quel montant d'impôts prélever ?**

**Quelques remarques sur les impôts et les profits des entreprises**

**Les frais financiers de l'Etat**



## **Le budget actuel de l'Etat public**

Nous avons écrit une première mouture de ce chapitre au moment où se développait en France une diatribe sur une soi disante cagnotte d'abord estimée à plus de 60 milliards de Francs puis ensuite réduite de moitié. L'Etat aurait caché cette cagnotte entre deux piles de draps sans dire aux contribuables ce qu'il avait l'intention d'en faire. Qu'en pense le citoyen lorsque dans les mêmes journaux on lui rappelait que, bon an mal an, le déficit tourne autour de 250 milliards par an ? Avec les cinq années précédentes le cumul de ces déficits annuels dépassait mille deux cents cinquante milliards de francs. En euros les chiffres restent identiques sinon amplifiés. Quelle entreprise, quelle famille, toutes proportions gardées, pourraient résister à un tel cumul de déficit ? Comment se fait-il que l'Etat ne soit pas obligé de déposer son bilan au premier tribunal de commerce venu ou s'il est une famille, pourquoi n'est-il pas convoqué d'urgence à la prochaine commission de surendettement ? Qui peut nous expliquer qu'il suffit de faire un tout petit moins de déficit que le déficit prévu pour en déduire que l'on a gagné de l'argent ?

Arrêtons là cette introduction. Le déficit du budget de l'Etat n'est pas un déficit d'exploitation, un résultat négatif entre des activités (des produits) et des consommations (des charges) selon la formule comptable ( $ACTI - CONS = \text{résultat}$ ), mais un déficit de trésorerie. Une fois de plus on tombe dans le piège d'une comptabilité réduite aux recettes et aux dépenses mais pire encore il ne s'agit pas de toutes les recettes ni de toutes les dépenses. Seuls quelques hauts fonctionnaires très pointus pourraient vous expliquer pourquoi on inclut certaines recettes et pas d'autres, certaines dépenses et pas d'autres pour tendre vers un résultat qui malgré son signe négatif (un déficit) est le résultat prévisible d'une bonne gestion. Vous aurez bien du mal à être convaincu et pour finir vous êtes obligé de faire confiance au discours économique que l'on vous impose. Si vous êtes un électeur de droite sous un gouvernement de gauche ou vice versa, n'attendez pas un changement de majorité pour y voir plus clair. Le mystère de ces déficits reste entier.

Il y a pourtant une solution très simple. Il faut et il suffit que l'Etat tienne sa comptabilité comme une entreprise. S'il en était ainsi, son bilan nous permettrait de se faire une opinion sur sa situation financière et son budget de fonctionnement devrait être tous les ans égal à zéro, un équilibre entre ses produits et ses charges qu'il ne faut pas confondre avec ses recettes et ses dépenses. Nous ne demandons pas à l'Etat de faire du bénéfice comme une entreprise, il le ferait sur le dos de nos impôts, mais nous comprenons fort bien qu'il ne doit pas prévoir un déficit d'exploitation. Rêvons un peu et imaginons le problème résolu, mais pour le résoudre on bute au départ sur une difficulté, qui n'est pas insurmontable mais difficile à mettre en œuvre, le bilan de l'Etat.

### **Le bilan de l'Etat**

Rappelons notre introduction à la théorie comptable. Il faut toujours commencer par un bilan de départ, donner une valeur aux quatre éléments du bilan : BIENS, Dettes A Recevoir, Monnaie Disponible, Dettes A Payer, pour en déduire la Situation Nette. Nous retrouvons la théorie du bilan des chapitres précédents.  $SN = (BIENS + DAR + MD) - DAP$ . Invertissons les deux termes de l'équation. Elle devient  $BIENS + DAR + MD = SN + DAP$  ou Actif = Passif.

Reprenons ces quatre éléments. Pour la monnaie disponible, rien de plus simple. Il suffit de constater le solde des comptes courants bancaires. A priori, les dettes à payer et à recevoir n'existent pas dans une comptabilité réduite aux recettes et aux dépenses. En réalité notre haut fonctionnaire précédent les connaît. Il en tient compte dans son budget de trésorerie lorsqu'en fin d'année par exemple il calcule les dettes qui auraient dû être réglées et qui ne le sont pas et inversement les recettes à recevoir et qui ne sont pas encore rentrées dans la caisse. Nous avons là un exemple des manipulations qu'il faut apporter au budget de trésorerie, manipulations qui tendent à le faire ressembler à un budget de fonctionnement. Pourquoi ne pas faire le saut et passer directement

à la véritable comptabilité ? Pourquoi le fisc, l'Etat, admet-il la véritable comptabilité pour en déduire les impôts dus par les entreprises, et pourquoi n'utilise-t-il pas pour lui-même cette même comptabilité ?

Précisons un détail de vocabulaire. Nous venons de parler d'un budget de fonctionnement. Précédemment notre budget était un budget d'exploitation. (ACTI – CONS = résultat). Les deux termes sont synonymes. Lorsque l'on prévoit d'abord les consommations (les charges) puis les activités (les produits) pour couvrir ces charges avec un résultat égal à zéro, l'habitude est d'employer l'expression budget de fonctionnement. Le budget d'exploitation a une logique inverse. Les entreprises tentent de prévoir d'abord les activités puis les consommations minimum mais nécessaires pour réaliser ces activités d'où un résultat le plus positif possible.

Revenons aux dettes à recevoir et à payer. Nous ne doutons pas que l'Etat serait capable d'indiquer avec précision, les soldes débiteurs (les dettes à recevoir) et les soldes créditeurs (les dettes à payer) de son bilan de départ.

Le grosse difficulté est de déterminer quels biens inclure dans le bilan et surtout quelle valeur leur donner. Dans une entreprise les BIENS de l'actif cumulent tout ce qui appartient juridiquement à l'entreprise (ou est nécessaire à son fonctionnement s'il s'agit d'une entreprise individuelle). Ces biens, stocks compris, sont valorisés soit sur un prix de vente raisonnable soit sur un prix d'acquisition diminué de son usure s'il s'agit d'un bien non vendable ou vendable à perte, mais nécessaire pour poursuivre l'activité. Il s'agit du principe de continuité bien connu des comptables. Ces BIENS comprennent également les stocks à leur prix d'achat car sur la photo du bilan l'on ne sait pas encore à quel prix ils seront vendus.

Dans le bilan de l'Etat il est inutile de faire figurer la Tour Eiffel, Notre Dame de Paris ou l'église romane d'une petite commune. Ces biens ne sont pas vendables, du moins espérons-le, et de toute façon, quelle valeur leur donner ? Ce type de biens étant exclus, que faut-il inclure dans le bilan de l'Etat ? Un bilan global étant trop difficile à imaginer, découpons l'Etat en éléments dont le



critère est l'unité de gestion. Une fois le bilan de ces éléments établi, on peut reconstituer le tout dans un bilan consolidé.

A titre d'exemple, un hôpital, une université, un lycée, une école primaire, les ateliers d'une municipalité, les commissariats de police, etc., peuvent être assimilés à une entreprise. Leurs bâtiments, leurs installations, leur matériel, leurs stocks, nécessaires pour poursuivre leurs activités peuvent être valorisés dans un bilan, sans oublier que tous ces biens doivent être régulièrement amortis. Nous soupçonnons notre fonctionnaire de le faire en cachette, car il ne peut pas faire apparaître explicitement ces dotations aux amortissements dans son budget de trésorerie. On trouve des "amortissements" de dettes, le remboursement d'un capital emprunté, qu'il ne faut pas confondre, malgré les apparences trompeuses d'un emprunt contracté pour l'achat d'un bien précis, avec l'amortissement, l'usure, de ce bien. Un bien qui s'use, acheté sans emprunt, doit être amorti alors qu'un bien acheté avec un emprunt mais qui garde sa valeur comme un immeuble bien placé et régulièrement entretenu, n'a pas à être amorti ou, à la rigueur, sur une très longue période (30 ans par exemple), alors que l'emprunt pour l'acquérir est sur 10 ans.

Nous admettons que le découpage des services de l'Etat en centres de gestion, est plus facile à écrire qu'à faire. On risque de tomber sur des cas particuliers difficiles à trancher. Plusieurs services très différents peuvent cohabiter dans un même immeuble, utiliser le même matériel avoir des fournitures d'énergie communes. Certaines administrations sont logées dans des bâtiments à caractère historique qu'il n'est pas question d'amortir. Donc pour elles, des charges en moins que pour les mêmes administrations installées dans des immeubles modernes et purement fonctionnels qu'il faut amortir. Ayons un peu d'imagination. l'Etat pourrait créer une énorme SCI qui regrouperait tous ses immeubles. Cette SCI serait gérée avec une comptabilité classique. A l'actif, dans son patrimoine juridique, tous les immeubles appartenant à l'Etat. Les immeubles à caractère historique et par définition invendables seraient notés sans valeur. Inutile d'augmenter une situation nette qui ne voudrait rien dire. Les autres immeubles notés avec une

valeur de vente ou d'usage (principe de continuité). Au passif le solde de tous les emprunts qui ont été contractés pour les construire ou les rénover. Nous aurions déjà un bilan de départ avec une situation nette. Dans son compte de résultat les activités (ACTI) seraient le produit des locations à toutes les administrations. En charges (CONS), la gestion courante, l'entretien de la partie immobilière, les intérêts des emprunts, etc. Avec un compte de résultat de cette SCI équilibré on retrouverait ces locations dans les charges des administrations qui avec les autres charges, sauf les charges de personnel notées en vert sur le schéma, doivent être couvertes par les impôts des ménages consommateurs notés en bleu. Cette suggestion mériterait un long développement. Toujours pour construire ce bilan de départ de l'Etat, il resterait des cas difficiles à résoudre. Les solutions trouvées auront un caractère conventionnel. Ces conventions seront des règles qu'il ne faudra modifier d'année en année qu'avec une extrême prudence. Là encore, principe de continuité.

Une fois tous ces bilans établis et globalement consolidés, l'on peut en déduire une situation nette :  $SN = (BIENS + DAR + MD) - DAP$ . Cette situation nette de l'Etat public, rappelons que toutes les activités vendues doivent être exclues et rejoindre l'agrégat de la production marchande, cette situation nette peut ne pas être significative bien qu'il sera de toute façon très intéressant d'en connaître le montant, positif ou négatif. Par contre nous aurons un résultat d'exploitation (résultat =  $ACTI - CONS$ ) significatif. Ce résultat en fin d'année viendra soit diminuer s'il est négatif, soit augmenter s'il est positif, la situation nette de l'Etat public. Cette variation d'année en année est un critère de gestion quelle que soit la valeur statique de cette situation nette.

Supposons ce problème des BIENS de l'Etat résolu. Il suffit, en cours d'année, que tous les organismes à caractère public tiennent une comptabilité, identique à celle des entreprises, sans oublier les écritures d'inventaire. Ces écritures d'inventaire, tant décriées par les économistes, sont absolument nécessaires pour obtenir un résultat, sans doute approché, mais il vaut mieux un résultat approché que pas de résultat du tout. Encore un rappel. Les

éventuelles erreurs de ces écritures d'inventaire ne se cumulent pas avec le temps mais, au contraire, sont automatiquement corrigées. En fin d'année nous avons, sur nos deux schémas, un bilan et un compte de résultat de l'Etat public construits sur le même modèle que ceux des ménages et de la production marchande. La théorie comptable, avec la monnaie, la variable de l'équation, unifie le tout.

### **Place et rôle de l'Etat**

Où placer ce bilan et ce compte de résultat de l'Etat public et quel est son rôle dans l'économie générale d'une nation ? Nous avons, dans le modèle actuel de la comptabilité nationale, vainement cherché une réponse à ces deux questions fondamentales. Les "administrations publiques" sont traitées comme les autres secteurs, mais il est impossible de faire la liaison avec d'un côté la production marchande et de l'autre la consommation des ménages. Ces administrations sont également noyées dans le produit intérieur brut (PIB). Il est impossible de se faire une opinion sur la bonne ou la mauvaise gestion de l'Etat. Les critères actuellement utilisés sont douteux. Un déficit de trésorerie ne devant pas dépasser un certain pourcentage du PIB est un critère doublement arbitraire. Un déficit de trésorerie n'est pas un déficit d'exploitation et le PIB mesure des échanges, et dans une certaine mesure le volume des activités, mais ne mesure pas le résultat (résultat = ACTI – CONS) de ces activités. Il en est de même pour le total des dettes comparé au PIB. Prenons un exemple. Vous êtes un jeune ménage avec des revenus (ACTI) satisfaisants, locataire de votre logement avec seulement le reliquat d'un emprunt (très peu de DAP) contracté pour acheter votre voiture. Le rapport DAP / ACTI est très faible. L'année suivante vous achetez un appartement avec un emprunt (DAP) égal au trois-quarts de la valeur de cet appartement. Vos revenus (ACTI) augmentent légèrement. Le rapport DAP / ACTI fait un bond très important. Est-ce un signe de mauvaise gestion ? La situation nette de notre SCI répondrait déjà au bien fondé d'une grande partie des dettes de l'Etat.

Dans notre modèle, nous l'avons déjà dit précédemment, nous avons spontanément placé l'Etat public entre les deux pourvoyeurs des impôts, la production et la consommation. Sur les schémas des comptes de résultat, les impôts issus de la production viennent directement alimenter les produits du compte de résultat de l'Etat. Lorsqu'ils consomment les ménages savent qu'une partie de leurs "dépenses", la TVA par exemple, est une "recette" pour l'Etat. La première origine de ces impôts sur la consommation se trouve dans les rémunérations. Sans rémunérations on ne peut pas consommer. Mais ces impôts sont directement proportionnels à la consommation sans lien direct avec les rémunérations. Voilà pourquoi ils apparaissent dans le compte de résultat des ménages pour revenir en produits dans le compte de résultat de l'Etat public.

Dans l'hypothèse d'un résultat égal à zéro, les produits du compte de résultat de l'Etat doivent couvrir toutes les charges et en particulier les plus importantes la rémunération des fonctionnaires qui consacrent leurs activités à l'administration des biens et services publics. Ces fonctionnaires sont également des consommateurs. Ils doivent rejoindre l'agrégat des ménages. Il faut d'abord les rémunérer pour qu'ils puissent ensuite consommer. Dans notre hypothèse, l'origine de toute l'activité se trouve dans la production marchande. Si notre hypothèse est valable, le plus simple est de faire une équivalence entre les impôts de la production marchande et la rémunération des fonctionnaire. Leurs revenus rejoignent ensuite l'ensemble des citoyens.

On peut faire le raisonnement inverse. Les fonctionnaires sont des consommateurs. Avec tous les ménages ils contribuent aux impôts en tant que consommateurs dont le plus important est la TVA. Ces impôts reviennent en produits du compte de résultat de l'Etat public. Pour couvrir le reste des charges et en particulier leurs rémunérations, nécessairement présentes pour pouvoir consommer, il suffit de faire une équivalence entre les impôts de la production marchande et la rémunération des fonctionnaires.

Que faut-il penser ce ces équivalences représentées sur notre schéma par les pavés verts des rémunérations des fonctionnaires et par les pavés bleus des impôts sur la consommation ? Est-il

possible de construire les trois comptes de résultat sans ces équivalences ? Sommes-nous tombés dans le piège d'une tautologie ? Rappelons que nos cohérences sont des objectifs, la réalité constatée par la même comptabilité peut être différente. En attendant de savoir si nos propositions, pour l'instant théoriques, méritent d'être retenues, admettons ces équivalences et voyons toutes les conséquences que l'on peut en déduire et en particulier une classification rationnelle des impôts. Mais avant, amusons-nous avec les "flux" des recettes et des dépenses.

### **Les recettes et les dépenses du budget de l'Etat**

Tout le monde sait que la TVA est une recette de l'Etat réglée par les entreprises mais tout le monde sait également que ce type d'impôts est une charge supportée par les consommateurs. Il est impossible d'inclure ce "flux" de trésorerie dans les schémas sans détruire la cohérence du compte de résultat de la production marchande. La monnaie disponible est un support d'information servant au règlement des dettes réciproques. Seule la comptabilité rend compte des véritables activités, les produits, et des véritables consommations, les charges, quel que soit le mode de règlement. Cette TVA est réglée (budget de trésorerie) par les entreprises mais à la charge (budget d'exploitation) des consommateurs. Il en est de même, à l'envers, pour les impôts sur les revenus des personnes qui consacrent leurs activités à la production marchande. Ces impôts sont réglés (budget de trésorerie) par les citoyens mais sont à la charge, (budget d'exploitation) de la production. Rien n'interdirait de les prélever directement à la source. Il est impossible de figurer ces flux de trésorerie sans détruire la clarté de nos schémas.

Un dernier exemple est encore plus significatif. Les impôts sur les revenus des fonctionnaires ont disparu. Comme tous les citoyens, les fonctionnaires payent des impôts sur leurs revenus et ces impôts sont une recette pour l'Etat incluse dans son budget de trésorerie. Ces impôts n'apparaissent pas dans notre schéma. Pourquoi ? Ils tournent en rond. L'Etat prélève des impôts sur les revenus des fonctionnaires et ces impôts servent à verser des rémunérations,

impôts compris, qui retourneront dans la caisse de l'Etat pour régler à nouveau des rémunérations impôts sur les revenus compris, etc. Voilà un flux de trésorerie indispensable pour ne pas créer de jalousie entre des citoyens payant des impôts sur leurs revenus et d'autres qui n'en paieraient pas mais inutile dans les prévisions des charges et des produits du compte de résultat de l'Etat public. On peut le démontrer d'une autre façon. Supposons les impôts sur les revenus retenus à la source. Dans cette hypothèse, les entreprises versent des salaires nets à leur personnel et les impôts sur les revenus à un tiers, l'Etat. Dans la même hypothèse, l'Etat verse des salaires nets à ses fonctionnaires et verserait les impôts sur les revenus correspondant à qui ? A lui-même.

### **Une classification des impôts, et leur destination**

Nous pourrions faire l'inventaire des impôts prélevés dans un pays comme la France et voir dans quelle mesure ils répondent à nos cohérences. Par exemple, les impôts sur les revenus du personnel et des propriétaires d'une entreprise, l'impôt sur le bénéfice de la même entreprise, la taxe professionnelle sont à la charge de la production marchande. La TVA est un impôt sur la consommation. Certains impôts resteraient difficiles à classer. Les taxes sur les carburants par exemple sont tantôt un impôt sur la consommation lorsque le ménage remplit le réservoir de sa voiture personnelle tantôt un impôt de la production marchande lorsque l'entreprise remplit le réservoir de son camion. Cet inventaire aurait comme seul mérite de montrer que la quasi-totalité des impôts trouve une destination conforme à nos schémas mais, et voilà l'essentiel, sans lien entre les montants prélevés et les besoins à couvrir.

Nous allons imaginer le "grand soir" de la réforme fiscale en proposant une démarche que nous espérons logique. Quels sont les besoins à couvrir et sur quelle fonction, production marchande ou ménages consommateurs doivent-ils être prélevés ? Nous supposons le bilan d'ouverture de l'Etat public réalisé et prévoyons un budget de fonctionnement équilibré, des activités, les produits, égales aux consommations, les charges.

Les produits du compte de résultat de l'Etat public étant exclusivement des impôts il faut éliminer les prélèvements qui retournent en revenus pour les ménages. L'essentiel de ces prélèvements est une répartition en faveur des plus défavorisés ou des retraités. Cette répartition concerne autant les personnes consacrant leurs activités à la production marchande que les fonctionnaires. Une petite partie, de l'ordre de 5% rentre dans le compte de résultat de l'Etat public pour gérer cette répartition. Les 95 % rejoignent directement l'ensemble de tous les revenus des ménages. Dans notre schéma ces prélèvements à caractère social n'apparaissent pas. Ils sont seulement rappelés dans le rouge des revenus de la production marchande et dans le vert des revenus des fonctionnaires. Quelle que soit la part prélevée sur les revenus de la production marchande et sur les revenus des fonctionnaires, la masse globale se retrouve dans la totalité des revenus à la disposition des ménages.

Cette impossibilité de notre modèle à nous indiquer le pourcentage à redistribuer nous réjouit. L'inverse nous aurait choqué. Il s'agit d'une décision prise par un pouvoir politique et à caractère hautement social. Ni la comptabilité, ni des calculs mathématiques, ne peuvent nous indiquer le degré de solidarité entre les individus d'une même nation. Ces prélèvements sont des redistributions du type allocations familiales, RMI, chômage, retraites par répartition, etc. Nous pourrions nous étendre sur le sujet, il est passionnant sur un plan social, mais notre objectif n'est pas là.

Un autre groupe d'impôts n'apparaît pas dans notre schéma. Il s'agit des impôts prélevés au moment des ventes, des successions, les taxes foncières, etc. Ces impôts n'ont aucune relation ni avec les activités de la production marchande ni avec la consommation des ménages mais ils peuvent être justifiés par notre hypothèse d'un budget de fonctionnement équilibré. Avec cette hypothèse il n'y a pas de profit d'où, théoriquement, l'impossibilité pour l'Etat d'augmenter la situation nette de son bilan. La propriété juridique de ses BIENS conserverait en permanence une origine sous forme de dettes dues à des tiers. Les impôts prélevés sur les patrimoines des citoyens peuvent être considérés comme un transfert direct de

ces patrimoines privés sur le patrimoine de l'Etat. Ils permettent une augmentation directe des BIENS de l'Etat dont la contrepartie est une augmentation de sa situation nette sans passer par le compte de résultat. C'est la même opération comptable que celle d'une entreprise ou d'une association qui reçoit une subvention d'investissement (bilan) à ne pas confondre avec une subvention de fonctionnement (compte de résultat). Notons en passant qu'une subvention d'investissement versée par l'Etat à une association est l'opération inverse des impôts prélevés sur les patrimoines.

Nous arrivons maintenant aux impôts dont on peut rappeler la découverte des cohérences sans les avoir imposées à priori à notre modèle. Que faire des impôts et taxes de la production marchande sans faire une équivalence avec la rémunération nette d'impôts sur le revenu des fonctionnaires ? Que faire des impôts et taxes, genre TVA, sur la consommation des ménages sans faire une équivalence avec les autres charges, amortissements compris, du budget de fonctionnement de l'Etat ? Avec ces deux hypothèses le compte de résultat de l'Etat, placé entre les deux pourvoyeurs d'impôts, est cohérent. S'il en était autrement quelle serait la destination de ces impôts et taxes issus de la production marchande et des autres impôts et taxes prélevés sur la consommation ? Grâce à ces deux cohérences, les fonctionnaires rejoignent tout naturellement les ménages en tant que consommateurs et notre budget de fonctionnement de l'Etat est équilibré.

La théorie découlant de ces cohérences est d'une grande simplicité. Il faut d'abord une égalité entre les impôts prélevés sur la production marchande et les rémunérations nettes d'impôts sur les revenus des fonctionnaires puis une même égalité des impôts prélevés sur la consommation des ménages et le reste des charges du compte de résultat. Sur le schéma des comptes de résultat, les flèches des pavés verts pour les premiers et bleus pour les seconds les mettent en évidence.

**Quel montant d'impôts prélever ?**



Notre modèle permet de découvrir des équivalences entre les impôts de la production d'une part et les impôts sur la consommation d'autre part avec leurs destinations respectives mais ne donne aucune information sur les montants à prélever. Les schémas restent cohérents quel que soit le volume des pavés verts et bleus. Nous pourrions inverser les masses des impôts prélevés sur la production notés en vert (15 au lieu de 35) et des impôts sur la consommation notés en bleu (35 au lieu de 15). Le volume des montants à prélever dépend de décisions politiques. Ni la comptabilité ni des calculs mathématiques ne peuvent imposer ces volumes.

Nous allons nous contenter de poser quelques questions. Quels sont d'abord les biens et services publics à mettre gratuitement à la disposition des citoyens ? Quel est ensuite le nombre de fonctionnaire, et leur niveau de rémunération, que l'Etat doit embaucher pour satisfaire ces besoins ? A la première question certaines réponses sont simples. Par exemple, l'éducation nationale, la défense, la justice, la police, les voies de communications, (sauf les routes à péages), l'entretien des espaces publics, etc., sont des besoins collectifs que peu de personnes remettent en cause. La santé est un domaine difficile à analyser. Les citoyens souhaitent que les soins soient mis gratuitement à leur disposition mais veulent garder leur médecin libéral et la liberté de pouvoir s'adresser à une clinique privée. Cette contradiction veut concilier deux approches, un service public, la gratuité des soins, un système libéral, le choix des moyens. Nous n'avons rien contre cette solution mais elle complique la distinction entre les rémunérations à partir de la production marchande et les autres charges à partir des consommations des ménages.

Le modèle se contente de proposer des critères permettant de faire des choix entre les deux grands types d'impôts, les impôts provenant de la production marchande et les impôts prélevés sur la consommation. Les premiers trouvent exclusivement leurs sources à partir de la production nette marchande, les 110 en jaune de notre schéma. Après avoir exclu les profits investis (10) qui retournent dans la situation nette il reste 100 la base de nos équivalences

chiffrées. Cette base 100 est égale aux rémunérations nettes de tous les citoyens y compris les fonctionnaires. Pour finir le nombre de fonctionnaires ou plus exactement leur rémunération globale, dépend d'une part du niveau d'activité économique mesuré par la production nette diminué des profits investis ( $110 - 10 = 100$ ) et d'autre part du pourcentage prélevé sur cette production nette (35 dans notre exemple). Voilà deux critères, le niveau de production et le pourcentage prélevé, intéressants dans les discussions entre ceux qui estiment qu'il y a toujours trop de fonctionnaires et ceux qui pensent le contraire. Les premiers auront de bons arguments pour dire que l'initiative des entrepreneurs, la libre concurrence, en un mot le marché, ce dieu de la nouvelle économie, est la source pour rémunérer les fonctionnaires. Afin de ne pas tarir la source, ils freineront le pourcentage à prélever afin de mieux rémunérer les propriétaires des entreprises et augmenter la part des profits investis. Les seconds prôneront les biens et services collectifs, la solidarité entre les citoyens, mais devront admettre que l'origine reste la production réalisée dans une économie de marché.

Il reste le deuxième groupe d'impôts, les impôts sur la consommation des ménages. Il faut des revenus pour pouvoir consommer mais ces impôts ne sont plus directement proportionnels à ces revenus. Le ménage modeste qui consomme entièrement ses revenus, un profit enrichissement égal à zéro, contribue entièrement à ces impôts dans la proportion de ses revenus. Un ménage très aisé, à la limite incapable de tout consommer, y contribuera proportionnellement beaucoup moins, avec un résultat, des profits enrichissements importants. Ces profits se traduisent dans son bilan par une augmentation de sa situation nette dont l'équivalent se retrouve dans des biens ou des placements (DAR). Ces biens et ces placements pourront engendrer des revenus supplémentaires pour les années suivantes.

### **Quelques remarques sur les impôts et les profits des entreprises**

Actuellement les taxes d'habitation sont plus proches des impôts sur la consommation que des impôts sur la production. Ces impôts

sont à la charge des ménages sans lien direct avec leurs revenus. Leur assiette est plus ou moins basée sur les surfaces d'habitation. Or une famille nombreuse au revenu modeste a besoin de plus de surface qu'un célibataire aisé. Il est temps de basculer ces taxes d'habitation dans le groupe des impôts sur la production avec un mode de calcul proportionnel aux rémunérations. Du coup, faut-il, comme pour les impôts sur les revenus, exclure du budget de fonctionnement de l'Etat les taxes d'habitation réglées par les fonctionnaires ? Oui évidemment. Car cette nouvelle taxe d'habitation comme l'ancienne est une dette à recevoir de l'Etat de la part de ses fonctionnaires égale à la dette à payer de ce même Etat incluse dans les dettes dues pour leurs rémunérations.

On peut se demander si les impôts sur les consommations des fonctionnaires, réglés par les entreprises mais à leur charge en tant que consommateurs, sont dans la même situation. Ils tourneraient eux aussi en rond. Par exemple, la part de la "*recette*" de la TVA correspondant à la consommation des fonctionnaires contribue-t-elle à régler la "*dépense*" de leurs rémunérations ? Dans le modèle actuel du budget de l'Etat, bâti avec les recettes et les dépenses, tout est globalement mélangé. Il est impossible de distinguer les recettes et les dépenses inutiles, celles qui tournent en rond, de celles qui contribuent aux produits (ACTI) et aux charges (CONS) du compte de résultat.

Dans notre schéma, les impôts sur la consommation sont des produits du compte de résultat de l'Etat public destinés à couvrir le reste des charges, rémunérations des fonctionnaires exclues. Vue sous l'angle des dettes, ces impôts sont pour l'Etat des dettes à recevoir des ménages destinés à régler des dettes à payer aux entreprises. Nous avons deux groupes, deux tiers comme disent les comptables, différents, alors que pour les rémunérations des fonctionnaires nous avons un seul tiers, l'Etat lui-même. Ces dettes de l'Etat correspondent aux achats de frais généraux aux entreprises. Ces charges sont incluses dans la consommation des ménages (pavé bleu, TVA = 10 + Impôts et taxes = 5) mais exclues de leur consommation privée. Elles ne sont pas oubliées car on les retrouve en charges du compte de résultat de l'Etat qui les

consomme à la place et pour le compte des ménages. Elles ne sont pas comptées deux fois car ces mêmes pavés bleus du compte de résultat de l'Etat sont bien en dehors de la production nette (110) diminuée des profits investis (10). Nous restons cohérents avec la base 100, le total des rémunérations de la production marchande avec leurs impôts, base 100 égale aux revenus de tous les citoyens réunis dans l'agrégat des ménages consommateurs.

Avant de terminer les impôts, revenons sur les profits investis notés 10 dans notre schéma, rémunérations des propriétaires exclues. Rappelons, et sur ce point la théorie comptable est claire, un résultat, après une rémunération normale et non pas excessive des actionnaires, tendant vers zéro, est un résultat normal. Toutes les charges, sont couvertes, y compris les charges estimées, en particulier des provisions souvent jugées douteuses, mais sans oublier que ces estimations finiront toujours par être rectifiées. Il faut en déduire qu'un profit très important est un prélèvement sur le dos des partenaires de l'entreprises. D'abord sur les salariés, cas le plus courant, puis sur les clients dans le cas des monopoles ou quasi monopoles, parfois sur les fournisseurs comme les agriculteurs dans certains pays sous-développés. Voilà un autre sujet passionnant mais trop important pour être valablement abordé ici. Contentons-nous de dire ceci. La comptabilité mesure un résultat. Si les résultats, d'année en année, sont négatifs l'entreprise disparaît. L'économie de marché se régule d'elle-même automatiquement. Si les résultats sont positifs, l'entreprise garde la possibilité de poursuivre ses activités et la comptabilité, outil de diagnostic, se contente de mesurer ces résultats. C'est aux citoyens d'apprécier le niveau optimum de ces profits. Aujourd'hui nous sommes dans une situation où la bourse, lorsqu'elle monte en flèche, encourage un grand nombre de nos concitoyens à acheter quelques actions, une goutte d'eau comparée à la fortune de quelques gros actionnaires, les véritables patrons des entreprises. Cette goutte d'eau, éparpillée dans le public, entretient un consensus favorable à des profits exceptionnels engrangés par une minorité.

L'autoconsommation est un détail négligeable pour les pays riches mais important pour les pays en voie de développement. L'autoconsommation est d'abord une auto production identique à une production marchande. La famille se vend à elle-même cette auto production sous la forme d'une rémunération fictive que l'on retrouve dans l'agrégat de la consommation. Une production et une consommation sans recettes ni dépenses. Les masses sont identiques d'un agrégat sur l'autre et ne détruisent pas les équilibres. Comme elles sont hors marché car seul l'échange donne une valeur à la monnaie, toute la difficulté est de les valoriser. Ces auto productions consommations diminuent l'assiette sur laquelle les impôts sur la production et sur la consommation peuvent être prélevés. Le problème n'est pas majeur pour ces populations car elles ont peu de biens et de services collectifs mis gratuitement à leur disposition.

Il n'en est pas de même pour certaines petites communautés de pays riches qui, souhaitant se débarrasser de "l'argent sale et corrompé", veulent redécouvrir un échange humain et convivial. Ils inventent des systèmes du genre "SEL". En réalité ils redécouvrent notre bilan primitif car il faut d'abord une unité de mesure, une monnaie, puis un enregistrement de la différence entre les biens et services échangés. Très vite le système devient trop lourd à gérer. Comme nos peuplades primitives, ils réinventent une monnaie disponible, un symbole, pour effacer sur-le-champ leurs dettes réciproques. Ces initiatives sont sympathiques mais le fisc les regarde avec méfiance. Ces échanges échappent aux impôts sur la production et la consommation, en particulier la TVA. Dans le même temps, les membres de ces associations continuent à user des biens et des services collectifs financés par des impôts auxquels ils ont en partie échappé.

### **Les frais financiers de l'Etat**

Dans les charges du compte de résultat de l'Etat public, les frais financiers méritent une attention particulière. Dans notre chapitre sur la comptabilité budgétaire nous avons expliqué la nécessité

d'un budget de trésorerie. Il faut prévoir si, au cours de l'année, les recettes dans leur sens réel, les entrées d'argent, seront suffisantes pour couvrir les dépenses toujours dans leur vrai sens, les sorties d'argent. L'objectif reste le même, un solde toujours positif mais tendant vers zéro. Un manque de trésorerie, compte tenu du budget d'investissement et du budget de fonctionnement déjà prévu sans oublier les dettes à payer et à recevoir du bilan de départ doit être couvert par de nouveaux emprunts. Un excédent permet d'envisager des placements dont les intérêts à recevoir viendront en déduction des intérêts à payer.

Dans notre modèle, lorsque l'Etat doit faire son budget de fonctionnement identique à un compte de résultat prévisionnel pour une entreprise, il doit faire, lui aussi, comme l'entreprise, un budget de trésorerie, une prévision des recettes et des dépenses de l'année avec un solde, toujours comme une entreprise, tendant vers zéro. Ce budget de trésorerie mettrait en évidence les éventuels excédents mais surtout les manques de trésorerie que le citoyen ne confondrait plus avec un budget de fonctionnement équilibré. Le mystère du "déficit" du budget de l'Etat serait enfin compris.

Les dettes à payer d'un Etat comme la France sont très lourdes, mais nous n'avons pas les moyens de les comparer avec l'ensemble du patrimoine juridique, l'actif, pour en déduire la situation nette  $SN = (BIENS + DAR + MD) - DAP$ . Ces dettes engendrent un important cumul de frais financiers dans les charges du budget de fonctionnement. Ces frais financiers ne doivent pas être confondus avec les remboursements en capital comme le fait actuellement le budget de trésorerie de l'Etat. Si le budget de fonctionnement est équilibré, amortissements et autres provisions compris, le remboursement en capital est une enrichissement à l'image du citoyen qui rembourse un emprunt contracté pour acheter un appartement ou construire une maison. Nous retrouvons notre énorme SCI.

Pour finir nous aboutissons à un total de frais financiers, calculé grâce au budget de trésorerie, et inclus dans le budget de fonctionnement de l'Etat. Ce total important est particulièrement intéressant à analyser. Dans notre schéma, ce poste du budget fait

partie des charges mais ces charges ne sont pas là pour engendrer des biens ou des services collectifs mais seulement pour couvrir les manques de trésorerie. Les entreprises en difficulté savent que ce sont les frais financiers qui font boule de neige entraînant vers la faillite. Ces charges financières sont couvertes par les impôts et taxes sur la consommation des ménages. Tous les ménages, y compris les plus modestes, sont mis à contribution. Inversement ces frais financiers sont des revenus pour les citoyens les plus riches qui ne prennent aucun risque en prêtant de l'argent à l'Etat. Il y a là un transfert de l'ensemble des citoyens vers une minorité privilégiée. Si l'Etat avait un bilan nous pourrions mesurer le rapport entre le total de ses BIENS et la situation nette. Dans notre schéma, l'insuffisance de couverture des BIENS du bilan par la situation nette (SN) est couverte par les dettes à recevoir (DAR) des ménages. Une égalité dans le bilan ( $BIENS = SN$ ), serait un signe de bonne gestion, avec des frais financiers dans le compte de résultat réduits au minimum. Hélas ! l'Etat n'a pas de bilan et ne tient pas sa comptabilité comme les entreprises.

### **Un vague espoir !**

Pour terminer un vague espoir. Un projet de "loi organique relative à la loi de finances", dénommée LOLF, semble avoir pour but de rapprocher comptabilité publique et comptabilité des entreprises. L'objectif serait de donner des éléments de gestion aux personnes chargées de gérer les services publics. Sans préjuger de la suite qui sera donnée à ce projet, il semble, d'après les premiers éléments connus, qu'il n'est toujours pas question d'un bilan. Faut-il rappeler qu'il n'y a ni théorie ni pratique comptable sans bilan de départ ?





## CONCLUSION

La comptabilité enfin logiquement comprise nous a permis d'aborder sous un jour entièrement nouveau la monnaie, le rôle des banques, l'économie de marché, la comptabilité nationale, le budget de l'Etat. En guise de conclusion nous proposons de résumer les deux théories principales, celle de la comptabilité et celle de la monnaie dans un texte le plus condensé possible. Nous pensons en effet que la qualité d'une théorie est de pouvoir être la plus complète possible avec le minimum de mots ou d'équation pour l'exprimer.

### **Théorie comptable.**

La théorie comptable peut être résumée dans une équation que nous allons progressivement développer. Cette équation enregistre les valeurs monétaires d'une entité quelle que soit cette entité (entreprise, association, particulier, état, nation, etc.). Les valeurs monétaires, exprimées dans le langage rigoureux des chiffres, trouvent leur origine dans l'accord des deux partenaires à l'occasion d'un échange d'un bien ou d'un service.

L'entité doit commencer par faire l'inventaire de ce qu'elle possède juridiquement. Tout ce qu'elle possède peut être regroupé dans trois ensembles : ses biens corporels ou incorporels que nous appellerons BIENS : ses dettes à recevoir DAR : sa monnaie disponible MD. Elle fait également l'inventaire de ses dettes à payer DAP. Ses dettes à recevoir DAR et ses dettes à payer DAP ont des valeurs exactes car elles ont leur correspondance chez les tiers concernés. La monnaie disponible MD est également justifiée par un tiers, la banque. La valorisation des BIENS est pour l'instant approximative mais cette approximation, la plus juste possible, est temporaire car elle sera automatiquement rectifiée dès que le bien disparaîtra, valeur

zéro, ou sera vendu, valeur donnée, une fois de plus, par un échange avec un tiers.

La première équation de la théorie comptable est la suivante :  
 (BIENS + DAR + MD) – DAP = valeur nette du patrimoine que l'on peut dénommer : situation nette SN soit :

$$(BIENS + DAR + MD) - DAP = SN \quad (1)$$

Rien n'interdit de faire passer les dettes à payer DAP à droite du signe égal :

$$BIENS + DAR + MD = SN + DAP \quad (2).$$

Appelons le terme de gauche le patrimoine juridique (actif dans la tradition comptable) et le terme de droite l'origine de ce patrimoine (le passif). Tous les éléments plus ou moins détaillés de l'actif et du passif d'un bilan traditionnel trouvent leur place dans l'un ou l'autre des cinq éléments de l'équation.

Admettons, dans un premier temps, que tous les événements traduits en unités monétaires et intéressant la vie économique de l'entité peuvent être enregistrés dans cette première équation (1), celle qui donne la valeur de la situation nette SN.

Nous pouvons regrouper tous ces événements en deux ensembles. Le premier ensemble regroupe les événements qui ne modifient pas la situation nette SN. Par exemple, l'encaissement d'une dette à recevoir (-DAR) qui diminue et le même montant augmente positivement la monnaie disponible (+MD) sans modifier la situation nette SN. Autre exemple, le règlement d'une dette à payer (-DAP) diminue et le même montant diminue également la monnaie disponible (-MD). Il suffit de manipuler l'équation (1) pour constater que la situation nette SN à droite du signe égal ne varie pas.

Le deuxième ensemble regroupe les événements qui modifient en + ou en - la situation nette SN. Par exemple, la vente d'un bien ou d'un service augmente la monnaie disponible (+MD) ou les dettes à recevoir (+DAR) et de l'autre côté de l'équation, la situation nette (+SN). Le règlement d'une consommation diminue la monnaie disponible (-MD) et d'un même montant la situation nette (-SN).

Il faut et il suffit d'enregistrer les événements en respectant l'égalité de l'équation (1) ou son équivalent l'équation (2)  $BIENS + DAR + MD = SN + DAP$  pour avoir une première ébauche de la théorie comptable.

Nous proposons de compléter cette première ébauche pour découvrir que la pratique comptable est conforme à la théorie de cette équation que nous allons développer en introduisant la notion du temps.

Reprenons les événements qui modifient la situation nette SN et décidons que, dans un laps de temps donné un exercice comptable d'un an par exemple, nous ne modifions pas cette situation nette SN. Pour ce faire il suffit de reporter cette modification de la situation nette SN dans un élément supplémentaire que nous allons dénommer un résultat. L'équation devient :

$$BIENS + DAR + MD = (SN + \text{résultat}) + DAP \quad (3).$$

Ce résultat immédiat et propre à chaque événement peut être positif ou négatif. Si ce résultat est positif nous l'appelons une activité (ACTI) (un produit dans la tradition comptable) et s'il est négatif, une consommation (CONS) (une charge).

L'équation devient :

$$BIENS + DAR + MD = SN + DAP + (ACTI - CONS) \quad (4)$$

Rien n'interdit de faire passer les consommations CONS à gauche du signe égal :

$$(\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD}) + \text{CONS} = (\text{SN} + \text{DAP}) + \text{ACTI}, (5)$$

Cette équation est équivalente à celle de la tradition comptable :  
Actif + Charges = Passif + Produits.

Toute la théorie est résumée dans l'égalité de notre équation (5) qu'il suffit de manipuler avec nos connaissances arithmétiques élémentaires des signes positif + et négatif – sans jamais avoir besoin des débits et des crédits de la pratique traditionnelle. Autrement dit, pour tenir une comptabilité, il faut et il suffit, pour chaque événement enregistré, de respecter l'égalité de cette équation.

En fin de période (ou fin d'exercice) et avant de calculer un résultat final, il convient de refaire un inventaire pour mettre à jour les éléments de l'équation que le seul enregistrement des événements qui ont tous été en relation avec des tiers n'a pas pu faire. Par exemple, l'usure des BIENS (dotation aux amortissement), les dettes à recevoir (DAR) irrécouvrables, l'inventaire des stocks, etc. Ces écritures dites d'inventaire s'enregistrent avec la même arithmétique élémentaire, toujours sans les débits et les crédits, et toujours dans la même équation (5)  $(\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD}) + \text{CONS} = (\text{SN} + \text{DAP}) + \text{ACTI}$ . Rappelons que les valeurs monétaires de ces écritures d'inventaire, tout en étant les plus exactes possible pour avoir un résultat final lui aussi le plus exact possible, restent temporairement approximatives. Elles seront rectifiées au cours des exercices ultérieurs soit par une valeur égale à zéro soit par une transaction avec un tiers. Les résultats seront également rectifiés par un résultat plus faible si le résultat antérieure avait été surestimé, ou vice versa.

Ce résultat final se calcule de deux manières par manipulation de l'équation:

$$(\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD}) - (\text{SN} + \text{DAP}) = \text{ACTI} - \text{CONS} =$$

résultat final : soit

D'une part les éléments statiques :

$$(\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD}) - (\text{SN} + \text{DAP}) = \text{résultat final.}$$

D'autre part les éléments dynamiques :

$$\text{ACTI} - \text{CONS} = \text{résultat final (le compte de résultat).}$$

Il suffit d'ajouter ce résultat final à la situation nette SN pour avoir un bilan de clôture

$$\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD} = (\text{SN} + \text{résultat final}) + \text{DAP}$$

ou Actif = Passif.

Ce bilan final est par définition le même que le bilan d'ouverture de l'exercice suivant. La théorie comptable est terminée car il suffit de reprendre le raisonnement depuis le premier bilan de départ pour enregistrer le nouvel exercice dans la même équation (5) et ainsi de suite pour tous les exercices suivants. Les éléments dynamiques (ACTI et CONS) propres à la période qui vient de se terminer disparaissent mais expliquent le résultat final et restent indispensables pour les comptabilités analytique et budgétaire.

Toutes les comptabilités peuvent (ou devraient) suivre la même théorie car le seul enregistrement des recettes (+MD) et des dépenses (-MD) et leur ventilation dans d'autres comptes ne permet ni d'établir un bilan du patrimoine, ni de connaître un résultat final.

Toute théorie doit être validée par l'expérimentation et pour ce faire nous allons faire la liaison entre cette approche logique de la comptabilité et la façon dont elle est pratiquée.

Rappelons que la tradition appelle Actif l'ensemble (BIENS + DAR + MD) que nous préférons dénommer « patrimoine juridique ». Elle appelle (SN + DAP) le passif qui est « l'origine de ce même patrimoine ». Enfin elle appelle produits nos activités ACTI et charges nos consommations CONS. Notre équation  $(\text{BIENS} + \text{DAR} + \text{MD}) + \text{CONS} = (\text{SN} + \text{DAP}) + \text{ACTI}$  est équivalente à celle des comptables Actif + Charges =

Passif + Produits. Les comptes ne sont qu'une ventilation plus ou moins détaillée de l'actif, du passif, des charges et des produits ou, ce qui est équivalent, des sept éléments de l'équation.

La pratique actuelle commence par la création de « journaux » avec deux colonnes, à gauche, le débit, à droite le crédit. Toutes les saisies doivent se faire dans ces journaux, d'abord la création du bilan d'ouverture puis ensuite l'enregistrement des événements et en fin d'exercice les écritures d'inventaire. En général il est créé au moins quatre journaux : journal des ventes, journal des achats, journal de trésorerie, journal des opérations diverses. C'est avec ce dernier, parfois dénommé journal des reports à nouveau, qu'il faut créer le bilan d'ouverture. Les deux colonnes de ces journaux n'enregistrent que des valeurs absolues sans savoir à priori si ces valeurs sont positives ou négatives. La saisie traditionnelle nécessite de savoir choisir d'abord son journal puis, pour chaque compte servi, la bonne colonne, débit ou crédit. Pour chaque événement enregistré, le seul contrôle est de vérifier que le total du débit doit être égal au total du crédit, toujours avec des valeurs absolues, et donc sans savoir, à priori, si les comptes augmentent (valeur positive) ou diminuent (valeur négative).

La démarche logique des valeurs relatives peut être validée par la pratique des débits et des crédits grâce au raisonnement suivant. Une valeur positive sur un élément de (BIENS, DAR, MD, CONS) sera un débit (positif) et une valeur négative un crédit (négatif). Sur un élément (SN, DAP, ACTI) une valeur positive sera un crédit et une valeur négative un débit. Pour le comprendre il suffit d'imaginer que pour chaque élément de l'équation (5) nous avons d'abord pour les éléments de gauche (BIENS + DAR + MD + CONS) un côté à gauche pour cumuler les valeurs positives et un côté à droite pour les valeurs négatives. L'inverse pour le terme de droite (SN + DAP + ACTI) à gauche pour les valeurs négatives et à droite pour les valeurs positives. Dans ces conditions, le total des valeurs absolues à gauche (débit) de tous les éléments sera toujours égal aux mêmes

valeurs absolues à droite (crédit) des mêmes éléments. L'égalité des débits et des crédits n'a pas d'autre explication que cette manipulation en valeur absolue à gauche (débit) et à droite (crédits) des éléments de l'équation.

On peut inverser le raisonnement. Un débit du journal pour un compte de l'actif (BIENS, DAR, MD) ou des charges (CONS) peut être traduit en valeur positive et un crédit en valeur négative. Un crédit pour un compte du passif (SN, DAP) et des produits (ACTI) sera positif et un débit, négatif. Une saisie logique dans l'équation ou une saisie traditionnelle des débits et des crédits dans un journal donneront les mêmes résultats. La pratique traditionnelle valide la théorie logique proposée.

Compt'In est un logiciel écrit dans la logique de l'équation. Ce logiciel, propose les deux saisies, soit arithmétique en valeurs relatives soit dans les deux colonnes débit et crédit en valeurs absolues. Quelle que soit la saisie choisie, les résultats sont équivalents et peuvent être présentés dans les deux colonnes des débits et crédits des comptes, des journaux et des balances tout en gardant pour chaque montant introduit sa vraie valeur, positive ou négative.

Ce logiciel, pour la quasi totalité des écritures courantes, aide et rectifie l'utilisateur dans le choix des valeurs positives ou négatives de la saisie logique. Pour certaines écritures complexes, tant que l'égalité de l'équation (5) ou son équivalent (Actif + Charges = Passif + Produits) n'est pas respectée, l'enregistrement de l'événement est refusé. L'utilisateur peut retrouver, pour chaque compte servi, la valeur erronée qui au lieu d'augmenter le compte devait logiquement le diminuer ou vice versa. La logique élémentaire mais directement compréhensible des valeurs positives ou négatives remplace les conventions, normes et procédures des débits et des crédits de la tradition comptable.

## **Théorie de la monnaie.**

Le mot monnaie s'applique à deux ensembles très différents dans leur nature, d'une part les anciennes monnaies métalliques et d'autre part la monnaie actuelle qui se présente sous deux formes, soit fiduciaire (les billets et pièces) soit scripturale (les comptes courants bancaires). Cette monnaie actuelle n'est qu'une "information", un "contenu" quel que soit le "contenant" (billet, chèque, virement, carte bancaire, etc.). Ces contenant n'ont pas d'autre but que de transmettre l'information, le contenu. Il est bon de se poser la question de savoir pourquoi les utilisateurs de notre monnaie actuelle ont confiance dans les institutions qui les ont émises (billets et pièces) ou qui les gèrent (comptes courants bancaires).

Inutile de proposer une théorie des anciennes monnaies métalliques car il s'agissait d'un simple troc, l'échange d'un bien ou d'un service contre un certain poids de métal précieux. Certes, il y eu d'innombrables tentatives pour remplacer ces métaux précieux par des biens ayant peu de valeur, pièces en bronze ou en fer par exemple, mais biens supposés avoir une valeur supérieure à leur valeur intrinsèque. Les échecs répétés de ces tentatives ont fait l'objet d'innombrables ouvrages qui tentent avec plus ou moins de bonheur de raconter l'histoire de la monnaie. Notre propos n'est pas d'écrire un histoire supplémentaire de la monnaie dans sa forme métallique ou sous la forme d'un billet susceptible d'être échangeable contre du métal précieux, mais de proposer une théorie de la monnaie actuelle.

Cette monnaie, toujours exprimée dans le langage rigoureux des chiffres, a deux fonctions. La première est soit l'estimation d'une transaction envisagée, soit l'enregistrement de la valeur d'un droit constaté et accepté, droit qui peut être ou ne pas être enregistré dans une comptabilité. Nous en donnerons un exemple en fin d'article. Nous désignons cette première fonction par le mot monnaie employé seul (M). La deuxième fonction est soit le règlement sur le champ d'un achat ou d'une vente, soit le règlement



d'un droit enregistré. Nous désignons cette deuxième fonction par monnaie disponible (MD) car il faut avoir la « disponibilité » de cette monnaie, soit des billets, soit un montant positif sur son compte bancaire équivalent à un montant, lui aussi positif, à l'actif de son bilan supposé avoir une situation nette positive au passif. Notons que la troisième fonction de la monnaie dite de « réserve » n'existe que si cette situation nette est positive.

La théorie de la monnaie seule (M), celle de l'estimation ou de l'enregistrement d'un droit, ne mérite pas un long développement. Cette théorie est tout simplement l'accord des deux partenaires. Il n'en n'est pas de même pour la monnaie disponible (MD) car il faut se poser la question de savoir pourquoi les deux partenaires ont confiance dans cette MD, cette information échangée, quel que soit le moyen utilisé, pour annuler une dette. Notre propos concerne la théorie de cette monnaie disponible MD.

Cette théorie est indissociable de la théorie comptable que nous supposons acquise. Cette théorie démontre que toutes les entités, aussi bien les entreprises que les particuliers, ont un bilan, même s'il n'est pas explicitement établi. La colonne de gauche, dénommée actif ou patrimoine juridique, comprend en plus des biens et dettes à recevoir, la monnaie disponible MD. La droite du bilan représente l'origine de ce patrimoine juridique, avec les éventuelles dettes à payer. La différence entre le patrimoine juridique et les dettes à payer est la situation nette qui équilibre l'égalité du patrimoine juridique, l'actif, avec son origine, le passif.

Cette monnaie disponible MD, au même titre que les autres éléments du patrimoine juridique à l'actif, peut avoir deux origines au passif. Soit elle appartient en propre à l'entité et son origine est dans la situation nette, soit elle provient d'un emprunt et son origine est une dette à payer. Cette distinction peut être étendue à toutes les entités. Le total de la monnaie disponible MD, dans le patrimoine juridique à l'actif, se partage en deux parties, une partie que nous appellerons MD1 qui appartient en propre aux entités et l'autre partie MD2 dont l'origine est une dette à payer au passif. Ce

total MD = MD1 + MD2 est la masse dite M1 de tous les comptes courants de toutes les banques. Nous faisons l'impasse sur les espèces, les billets et pièces émises par la banque centrale, car les remises ou les retraits de billets par une entité sont incluses dans les entrées et sorties de son compte courant bancaire.

Tous les mouvements d'entrée et de sortie sont compensés quotidiennement par l'intermédiaire d'une banque centrale. Il est donc possible de regrouper toutes les banques dans une énorme banque virtuelle dont les entrées et les sorties sont l'exact reflet des mêmes entrées et sorties de leurs clients dans l'égalité évidente du total des entrées égal au total des sorties.

La théorie de la monnaie MD égale à MD1 plus MD2 se résume en quelques phrases. Il faut et il suffit que la trésorerie à l'actif de cette banque virtuelle ne soit jamais inférieure à la masse MD1 qui appartient en propre aux clients. Nous verrons ultérieurement que la masse MD2 est égale aux dettes à recevoir des banques, et ces dettes à recevoir sont égales aux prêts accordés aux clients. Le montant de ces prêts pouvant être chiffré, on peut en déduire que la masse MD1 est égale à la masse MD (le total des dépôts M1) moins MD2 le total des prêts.

La trésorerie d'une banque, à l'actif de son bilan, ne doit jamais devenir négative car il s'agirait d'une dette sans contrepartie, sans tiers à qui serait due cette dette. Or les banques qui ont plus de sorties que d'entrées à l'actif de leur bilan peuvent devenir déficitaires d'un montant égal à la trésorerie excédentaire des autres banques. La banque centrale chargée de gérer ces compensations a deux leviers entre ses mains. D'abord elle peut imposer un niveau de trésorerie, à l'actif du bilan, au dessous duquel il est interdit de descendre. Elle peut également imposer le montant des intérêts que les banques déficitaires doivent régler lorsque elles se réapprovisionnent auprès des banques excédentaires.

La deuxième partie MD2 est une dette à payer aux banques par leurs clients et les banques ont l'équivalent en dettes à recevoir. Souvent dénommée création monétaires par les théories monétaires, cette masse MD2 trouve sa limite dans la prudence que les banques doivent avoir pour être certains du remboursement de leurs dettes à recevoir équivalentes à cette masse MD2. Une dette non remboursée entraîne une diminution du patrimoine juridique à l'actif et d'un même montant de la situation nette au passif. Précisons que les placements souvent dénommés quasi monnaie ne sont pas de la monnaie disponible MD mais des dettes à payer par les banques et à recevoir par leurs clients. Ces dettes réciproques se traitent conformément aux règles comptables, elles mêmes conformes à la théorie comptable.

On peut illustrer cette synthèse de la comptabilité et de la monnaie par l'exemple d'une première dette due par Pierre à Paul et d'une deuxième dette quasiment égale et due par Paul à Pierre. Pierre et Paul peuvent compenser l'essentiel de leurs dettes et cette compensation peut être, ou ne pas être, enregistrée par une écriture dans leurs bilans avec l'information monnaie seule (M) que l'on peut définir comme étant la variable de toutes les écritures comptables. Le reliquat de ces dettes sera un transfert de monnaie disponible (MD), qui, lui aussi, peut être ou ne pas être enregistré dans les deux comptabilités de Pierre et Paul. Les écritures correspondantes peuvent toujours être justifiées par les mêmes écritures enregistrées dans les comptes courants des banques de ces deux partenaires.

Bien qu'elle ait perdu sa valeur intrinsèque les économistes continuent d'appeler notre monnaie actuelle un « bien » et leurs différentes théories ne semblent pas aller au delà d'une « croyance collective » dans sa valeur et d'une « confiance » dans les institutions qui la « créent ». La théorie comptable associée à la théorie monétaire explique sur quoi est basée cette « croyance » et cette « confiance ».

## LOGICIEL COMPT'IN

Le logiciel Compt'in peut être téléchargé à partir du site :

[www.comptin.net](http://www.comptin.net)

N.B. En cas de changement d'adresse de site, ce logiciel peut être retrouvé par un moteur de recherche (GOOGLE par exemple) avec le nom "Compt'in"

Après le téléchargement du programme "comptin.exe" dans le dossier choisi, il suffit de l'ouvrir pour installer le logiciel Compt'in.

Une fois installé, la formule dite "shareware" permet :

- soit de faire des essais de tenue comptable,
- soit, pour une entreprise, une association, un particulier, etc., de tenir et de terminer un exercice comptable d'un an.

L'achat de la licence permet d'ouvrir tous les exercices suivants avant d'avoir terminé l'exercice en cours et de tenir plusieurs comptabilités.

Jean-François Bougeard

4 square Alain Fergent

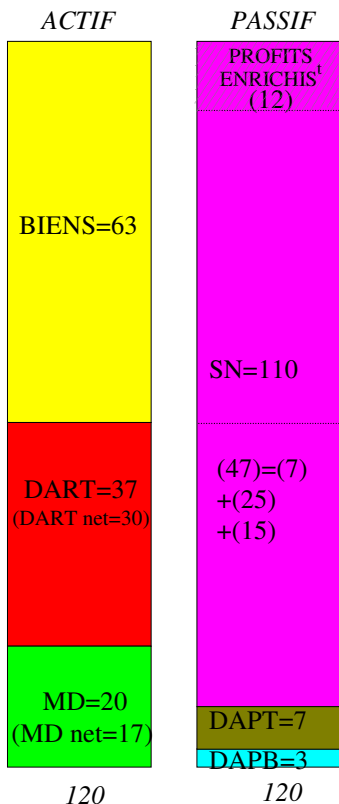
35000 RENNES

Tél. 02.23.42.09.08

Mail : [jfbougeard@wanadoo.fr](mailto:jfbougeard@wanadoo.fr)

# COMPTABILITE NATIONALE

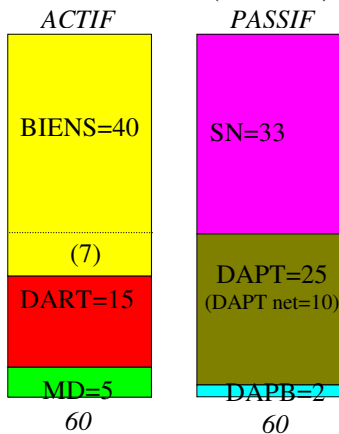
## MENAGES CONSOMMATEURS



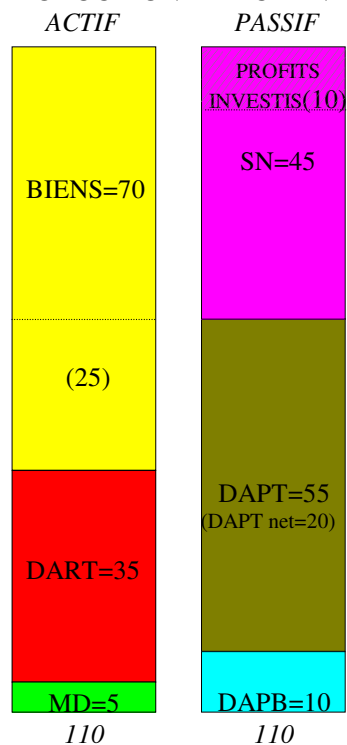
## SCHEMA DES BILANS

SN : Situation Nette  
 DAPT : Dettes A Payer aux Tiers  
 DAPB : Dettes A Payer aux Banques  
 DART : Dettes A Recevoir des Tiers  
 MD : Monnaie Disponible

## ETAT PUBLIC (+SANTE)



## PRODUCTION MARCHANDE



## PRODUCTION MARCHANDE

## SCHEMA DES COMPTES DE RESULTAT

### MENAGES CONSOMMATEURS

